

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
République Algérienne Démocratique et Populaire

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET
DE L'EXECUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم والتنفيذ
المحاسبي للميزانيات

RECUEIL DES
CIRCULAIRES
& INSTRUCTIONS

2013

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المحاسبي للميزانيات

RECUEIL DES CIRCULAIRES ET INSTRUCTIONS

2013

Imprimé par :
Sarl Laser Plus
Zone d'activité - Lot N° 17 A, Ain Benian - Alger - Algérie
E-mail: laserplus.lp@gmail.com
Tél.: 021 30 25 54 Fax: 021 30 63 13

S O M M A I R E

N°	Date	Objet	Page
CIRCULAIRES			
01	05/02/2013	Paiement des pensions des ayants droit des moudjahidine et chouhada.	09
02	06/02/2013	Revalorisation du montant des pensions concédées au titre de la guerre de libération nationale.	11
03	11/03/2013	Codification des ordonnateurs du budget de l'Etat.	17
04	03/04/2013	Revalorisation du montant des pensions militaires.	18
05	30/04/2013	Dépôt au Trésor de la caution des intermédiaires d'assurances.	25
06	28/05/2013	Revalorisation du montant des pensions concédées au titre de la guerre de libération nationale.	26
07	03/06/2013	Loi n° 99-07 du 05 avril 1999 relative au moudjahid et au chahid, notamment ses articles 24 et 25.	27
08	22/10/2013	Codification des Postes Comptables.	29
09	03/12/2013	Codification des Postes Comptables.	31
10	30/12/2013	Centralisation des opérations comptables.	33
INSTRUCTIONS			
01	15/01/2013	Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.109 « Fonds de lutte contre la désertification et le développement du pastoralisme et de la steppe»	37
001	15/01/2013	Prorogation du délai de clôture des engagements et des ordonnancements et mandatements des dépenses liées au déroulement des élections locales (APC/APW) du 29 novembre 2012.	39
02	15/01/2013	Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.126 « Fonds spécial d'appui aux éleveurs et petits exploitants agricoles»	41
03	17/02/2013	Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.100 « Fonds National routier et autoroutier»	43
04	27/02/2013	Gestion par les walis du programme de réalisation de marchés de proximité au profit des jeunes.	45
05	06/03/2013	Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-014 intitulé : « Fonds de développement de l'art, de la technique et de l'industrie cinématographiques».	47
06	11/03/2013	Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-093 intitulé : « Fonds de soutien aux organes de presse écrite, audiovisuels et électroniques et aux actions de formation et de perfectionnement des journalistes et intervenants dans les métiers de la communication ».	49
07	25/03/2013	Détermination des résultats des budgets non réglés et leur affectation au compte permanent de l'avoir et découvert du Trésor. (Exercice 2010)	51

SOMMAIRE (SUITE)

08	26/03/2013	Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-079 intitulé : « Fonds national de l'eau ».	54
09	26/03/2013	Clôture du compte d'affectation spéciale n°302.132«Fonds de bonification du taux d'intérêt sur les crédits accordés aux ménages pour l'acquisition, la construction et l'extension d'un logement, ainsi qu'aux promoteurs immobiliers dans le cadre des programmes soutenus par l'Etat»	57
10	26/03/2013	Clôture du compte d'affectation spéciale n°302.090 «Fonds de promotion de la formation professionnelle continue»	59
11	26/03/2013	Nomenclature du compte n° 201.005 «produits des douanes »	61
12	03/04/2013	Création de lignes au sein du compte d'affectation spéciale n°302.062 "bonification du taux d'intérêt"	63
13	07/04/2013	Clôture du compte d'affectation spéciale n°302.132 « Fonds de bonification du taux d'intérêt sur les crédits accordés aux ménages pour l'acquisition, la construction et l'extension d'un logement, ainsi qu'aux promoteurs immobiliers dans le cadre des programmes soutenus par l'Etat ».	65
14	09/04/2013	Détermination des résultats des budgets non réglés et leur affectation au compte permanent de l'avoir et découvert du Trésor (exercice 2010)	66
15	09/04/2013	Modalités de répartitions des ressources du fonds de revenu complémentaire (F R C).	67
16	11/04/2013	Clôture du compte d'affectation spéciale n°302.127 «Fonds national de préparation et d'organisation du festival culturel panafricain 2009»	69
17	29/04/2013	Gestion comptable et financière des établissements pour enfants assistés.	71
18	29/04/2013	Gestion comptable et financière des établissements d'éducation et d'enseignement spécialisés pour enfants handicapés.	72
19	30/04/2013	Comptabilisation du produit de la taxe sur les pneus neufs importés et du produit de la taxe sur les huiles, lubrifiants et préparations lubrifiantes importés.	73
20	30/04/2013	Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-103 intitulé : « Fonds de régulation des recettes ».	75
21	02/06/2013	Clôture du compte d'affectation spéciale n°302.090 « Fonds de promotion de la formation professionnelle continue ».	77
22	06/06/2013	Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-138 intitulé : « Fonds de lutte contre le cancer ».	78
23	30/06/2013	Création de lignes au sein du compte n°201-005 « produits des douanes ».	80
24	30/07/2013	Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-080 intitulé : «Fonds national d'aide à la pêche artisanale et à l'aquaculture»	81
25	09/09/2013	Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-091 intitulé : « Fonds de promotion de l'apprentissage et de la formation professionnelle continue ».	83

S O M M A I R E (SUITE)

26	18/09/2013	Nomenclature du compte n°201-006 « produits et revenus des domaines ».	85
27	18/09/2013	Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-117 intitulé : « Fonds national de soutien au micro -crédit ».	87
28	26/09/2013	Gestion comptable et financière de l'Ecole Nationale des Douanes ;Création du sous-compte n°128 au sein du compte 402 003 « Etablissements publics nationaux -service financier- ».	90
29	26/09/2013	Réaménagement de la structure du compte d'affectation spéciale n° 302-069 intitulé : « Fonds spécial de solidarité nationale ».	92
30	20/11/2013	Gestion comptable de l'université de Blida 2.- Création du sous-compte n° 70 au sein du compte 402 001 « Wilaya et Etablissements de wilaya –service financier- ».	95
31	21/11/2013	Coopération financière Algero-Belge.- ouverture de lignes au sein des comptes n°335-025 et n°432-103	97

CIRCULAIRES

MINISTÈRE DES FINANCES
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المحاسبي للميزانيات

CIRCULAIRE N° 01 DU 05/02/2013

OBJET : Paiement des pensions des ayants droit des moudjahidine et chouhada.

REFER : Loi n°99-07 du 05 Avril 1999 relative au moudjahid et au chahid, notamment ses articles 24 et 25.
-Envoi n°04/MM/DP/2013 du 03 Janvier 2013 du Ministère des Moudjahidine.

Dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions des articles 24 et 25 de la loi n°99-07 du 05 Avril 1999, relative au Moudjahid et au Chahid, la présente circulaire a pour objet de préciser les documents de contrôle exigibles pour le règlement des pensions concernées par ces articles.

Article 24 : «Enfants mineurs et filles non mariées célibataires sans aucun revenu»

● **Pour les mineurs :**

- Acte de naissance.

● **Pour les filles :**

- Certificat de célibat ou de non remariage ;
- Certificat de non affiliation à la CNAS ou un certificat d'affiliation à la CNAS portant la mention organisme déclarant(Moudjahidine) ;
- Certificat de non affiliation à la CASNOS ;
- Certificat de non perception d'une retraite de la CNR ;
- Certificat de non perception d'une retraite de la CASNOS ;
- Certificat de non imposition.

Article 25 : «Filles de chahid célibataires, divorcées ou veuves et fils de chahid sans emploi ni revenu».

● **Pour les filles :**

- Certificat de célibat ou de non remariage.

● **Pour les fils :**

- Certificat de non affiliation à la CNAS ou un certificat d'affiliation à la CNAS portant la mention organisme déclarant (Moudjahidine) ;
- Certificat de non affiliation à la CASNOS ;
- Certificat de non perception de retraite de la CNR ;
- Certificat de non perception de retraite de la CASNOS ;
- Certificat de non imposition.

En outre, il y a lieu de noter que les pensionnés au titre des articles 24 et 25 précités, sont assurés par les services du Ministère des Moudjahidine à partir de l'exercice 2012.

Les affiliés bénéficiant de l'attestation délivrée par la Caisse Nationale des Assurances Sociales-CNAS- portant mention « Moudjahidine », ouvrent droit au paiement des pensions sus citées.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente circulaire.

Signé : M. K. LAKHDARI

*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Trésorerie Principale.
- Trésoreries de Wilaya.

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances.
- Inspection des Services Comptables.
- Direction des Pensions au Ministère des Moudjahidine.
- Agence Comptable Centrale du Trésor.
- Directions Régionales du Trésor.
- Trésorerie Centrale.

MINISTÈRE DES FINANCES
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المحاسبي للميزانيات

CIRCULAIRE N° 2 DU 02/02/2013

OBJET : Revalorisation du montant des pensions concédées au titre de la guerre de libération nationale.

REFER : Loi n° 99-07 du 05 avril 1999, relative au Moudjahid et au chahid.

- Décret exécutif n° 12- 440 du 26 décembre 2012 modifiant et complétant le décret exécutif n° 08-155 du 26 Mai 2008 modifié et complété portant revalorisation du montant des pensions concédées au titre de la guerre de libération nationale des moudjahidine, des victimes civiles et des victimes d'engins explosifs ainsi que leurs ayants droit.

- Circulaire n° 05- du 15 /07/ 2008.

Les dispositions du décret exécutif visé en référence ont revalorisé les pensions des moudjahidine et ayants droit de chouhada et de moudjahidine, des victimes civiles et des victimes d'engins explosifs ainsi que leurs ayants droit.

Les montants mensuels de ces pensions ainsi que les échéances de leur règlement sont fixés conformément au tableau figurant en annexe de la présente circulaire.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente circulaire.

Signé : M. K. LAKHDARI

*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Trésorier Principale.
- Trésoreries de wilaya.

Pour information :

- Cour des comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Ministère des Moudjahidine
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale du Budget
- Directions Régionales du Trésor
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorier Central.

TABLEAU FIXANT LES MONTANTS MENSUELS PAR NATURE DES PENSIONS

I. LES INVALIDES :

NATURE DES PENSIONS	MONTANT MENSUEL A SERVIR A COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2013 EN DINARS ALGERIENS	MONTANT MENSUEL A SERVIR A COMPTER DU 1^{ER} JUILLET 2013 EN DINARS ALGERIENS
Grand invalide handicapé permanent aveugle ou amputé de deux membres et plus ou paraplégique, ou amputé d'un membre à moignon court impossible à appareiller suite à sa participation à la révolution de libération nationale assisté d'une tierce personne (catégorie 4)	Pension principale : 86.000 Majoration tierce personne : 9.000 Allocation spéciale : 2000 Total : 97.000	Pension principale : 86.000 Majoration tierce personne : 9.000 Allocation spéciale : 2000 Total : 97.000
Grand invalide handicapé permanent amputé d'un membre appareillable ou présentant une impotence fonctionnelle d'un ou de plusieurs membres suite à de graves blessures survenues pendant la révolution de libération nationale assisté d'une tierce personne (catégorie3)	Pension principale : 46.000 Majoration tierce personne : 9.000 Allocation spéciale : 2000 Total : 57.000	Pension principale : 46.000 Majoration tierce personne : 9.000 Allocation spéciale : 2000 Total : 57.000
Grand invalide handicapé permanent atteint de blessures ou de maladies graves durant la révolution de libération nationale, dont les séquelles se sont aggravées (catégorie2)	Pension principale : 38.000 Allocation spéciale : 2000 Total : 40.000	Pension principale : 38.000 Allocation spéciale : 2000 Total : 40.000
Grand invalide handicapé permanent atteint de blessures ou de maladies dont l'invalidité s'est aggravée durant la révolution de libération nationale, (catégorie1)	Pension principale : 33.000 Allocation spéciale : 2000 Total : 35.000	Pension principale : 33.000 Allocation spéciale : 2000 Total : 35.000
Grand invalide handicapé permanent assisté d'une tierce personne (pour les moudjahidine classés dans cette catégorie par les dispositions du décret exécutif n° 01-146 du 6 juin 2001)	Pension principale : 33.000 Majoration tierce personne : 9.000 Allocation spéciale : 2000 Total : 44.000	Pension principale : 33.000 Majoration tierce personne : 9.000 Allocation spéciale : 2000 Total : 44.000

NAIURE DES PENSIONS	MONTANT MENSUEL A SERVIR A COMPTER DU 1 ^{ER} JANVIER 2013 EN DINARS ALGERIENS	MONTANT MENSUEL A SERVIR A COMPTER DU 1 ^{ER} JUILLET 2013 EN DINANRS ALGERIENS
Grand invalide handicapé permanent taux d'invalidité 100%	24 100	24 100
Grand invalide handicapé permanent taux d'invalidité 95%	22 100	22 100
Grand invalide handicapé permanent taux d'invalidité 90%	20 100	20 100
Grand invalide handicapé permanent taux d'invalidité 85%	18 100	18 100
Grand invalide taux d'invalidité 80%	16 700	16 700
Invalide au taux de 75%	13 500	13 500
invalide au taux de 70%	12 600	12 600
invalide au taux de 65%	11 700	11 700
invalide au taux de 60%	10 800	10 800
invalide au taux de 55%	9 900	9 900
invalide au taux de 50%	9 000	9 000
invalide au taux de 45%	8 100	8 100
invalide au taux 40%	7 200	7 200
invalide au taux 35%	6 300	6 300
invalide au taux de 30%	5 400	5 400
invalide au taux de 25%	4 500	4 500
invalide au taux de 20%	3 600	3 600
invalide au taux de 15%	2 700	2 700
invalide au taux de 10%	1 800	1 800

II. VICTIMES CIVILES ET VICTIMES D'ENGINS EXPLOSIFS

NAIURE DES PENSIONS	MONTANT MENSUEL A SERVIR A COMPTER DU 1 ^{ER} JANVIER 2013 EN DINARS ALGERIENS	MONTANT MENSUEL A SERVIR A COMPTER DU 1 ^{ER} JUILLET 2013 EN DINANRS ALGERIENS
Victimes civiles et victimes d'engins explosifs taux d'invalidité 100%	18 000	18 000
Victimes civiles et victimes d'engins explosifs taux d'invalidité 95%	17 100	17 100
Victimes civiles et victimes d'engins explosifs taux d'invalidité 90%	16 200	16 200
Victimes civiles et victimes d'engins explosifs taux d'invalidité 85%	15 300	15 300
Victimes civiles et victimes d'engins explosifs taux d'invalidité 80%	14 400	14 400
Victimes civiles et victimes d'engins explosifs taux d'invalidité 75%	13 500	13 500
Victimes civiles et victimes d'engins explosifs taux d'invalidité 70%	12 600	12 600
Victimes civiles et victimes d'engins explosifs taux d'invalidité 65%	11 700	11 700
Victimes civiles et victimes d'engins explosifs taux d'invalidité 60%	10 800	10 800
Victimes civiles et victimes d'engins explosifs taux d'invalidité 55%	9 900	9 900
Victimes civiles et victimes d'engins explosifs taux d'invalidité 50%	9 000	9 000
Victimes civiles et victimes d'engins explosifs taux d'invalidité 45%	8 100	8 100
Victimes civiles et victimes d'engins explosifs taux d'invalidité 40%	7 200	7.200
Victimes civiles et victimes d'engins explosifs taux d'invalidité 35%	6 300	6 300
Victimes civiles et victimes d'engins explosifs taux d'invalidité 30%	5 400	5 400
Victimes civiles et victimes d'engins explosifs taux d'invalidité 25%	4 500	4 500
Victimes civiles et victimes d'engins explosifs taux d'invalidité 20%	3 600	3 600
Victimes civiles et victimes d'engins explosifs taux d'invalidité 15%	2 700	2 700
Victimes civiles et victimes d'engins explosifs taux d'invalidité 10%	1 800	1 800

III. LES AYANTS DROITS

NATURE DES PENSIONS	MONTANT MENSUEL A SERVIR A COMPTER DU 1 ^{ER} JANVIER 2013 EN DINARS ALGERIENS	MONTANT MENSUEL A SERVIR A COMPTER DU 1 ^{ER} JUILLET 2013 EN DINARS ALGERIENS
Pension de reversion de veuve de grand invalide handicapé permanent catégorie 4.	63 750	66 000
Pension de reversion de veuve de grand invalide handicapé permanent catégorie 3.	33 750	36 000
Pension de reversion de veuve de grand invalide handicapé permanent catégorie 2.	27 750	30 000
Pension de reversion de veuve de grand invalide handicapé permanent catégorie 1.	24 000	26 250
Pension de reversion de veuve de grand invalide assisté d'une tierce personne	24 000	26 250
Pension de reversion de veuve d'invalide.	20 000	23 000
Veuves de chahid	27 000	27 000
Pension de reversion de veuve de victimes civiles.	11 250	13 500
Pension de reversion de veuve de victimes d'engins explosifs	11 250	13 500
Ascendants du chahid	20 000	20 000
Fille de chahid célibataire, veuve ou divorcée	7 000 Sans changement	7 000 Sans changement
Pension de veuve de chahid reversée aux filles de chahid célibataires, divorcées ou veuves, et aux fils de chahid sans emploi ni revenu, conformément aux dispositions de l'article 25 alinéa 2 de la loi n°99-07	- Filles de chahid célibataires, divorcées ou veuves 61 000 - fils de chahid sans emploi ni revenu 54 000	
Enfant mineurs de chahada ayants perdu leurs parents avant 1962, conformément aux dispositions de l'article 25 alinéa 4 de la loi n° 99-07	27 000	54 000
Fille de chahid mariée sans emploi	5 000 Sans changement	5 000 Sans changement

Catégories	Montant mensuel à servir à partir du 1 ^{er} janvier 2013 (D.A)	Montant mensuel à servir à partir du 1 ^{er} juillet 2013 (D.A)
Fils de chahid handicapés	24 000	24 000
Pension de fils de chahid reversée à la veuve, conformément aux dispositions de l'article 28 de la loi n° 99-07 du 5 avril 1999	21 000	24 000
Fils et filles de parents chouhada, conformément aux dispositions de l'article 86 de la loi 06-24 du 26 décembre 2006	48 000	48 000
Enfants d'invalides handicapés	21 000	21 000
Pension de reversion d'enfants d'invalides handicapés reversée à la veuve conformément aux dispositions de l'article 28 de la loi n° 99-07	18 000	21 000
Pension de reversion de veuve d'invalides reversée aux enfants mineurs et aux filles non mariées sans revenu, conformément aux dispositions de l'article 24 de la loi n° 99-07	- Veuve de grand invalide handicapé permanent catégorie4 : 90 750 - Veuve de grand invalide handicapé permanent catégorie3: 60 750 - Veuve de grand invalide handicapé permanent catégorie2 : 54 750 - Veuve de grand invalide handicapé permanent catégorie1 : 51 000 - Veuve de grand invalide assisté d'une tierce personne 51 000 - Veuve d'invalides : 47.000	- Veuve de grand invalide handicapé permanent catégorie 4 :93 000 - Veuve de grand invalide handicapé permanent catégorie 3 :63 000 - Veuve de grand invalide handicapé permanent catégorie 2 :57 000 - Veuve de grand invalide handicapé permanent catégorie 1 :53 250 - Veuve de grand invalide assisté d'une tierce personne 53 250 - Veuve d'invalides : 50.000
Ascendants du chahid (pension pour chaque chahid ou chahida), conformément aux dispositions de l'article 29 de la loi n° 99-07	20 000	20 000
Ascendants des mineurs décédés durant la révolution de libération nationale ou à cause d'événements y afférents, conformément aux dispositions de l'article 32 de la loi n°99-07	13 000	13 000
Ascendants de victimes d'engins explosifs	13 000	13 000
Majoration pour enfant	600 Sans changement	600 Sans changement
Pension complémentaire	27 000	27 000

MINISTÈRE DES FINANCES
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المحاسبي للميزانيات

CIRCULAIRE N° 03 DU 11/03/2013

OBJET : Codification des ordonnateurs du budget de l'Etat.

REFER : Décret exécutif n°13.12 du 15/01/2013 portant organisation des services du Secrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre Chargé de la Prospective et des Statistiques.

-Envoi n°38 du 14/02/2013 des services du Premier Ministère.

Suite à l'intervention du décret visé en référence, portant organisation des services du Secrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre Chargé de la Prospective et des Statistiques, le code attribué à cette structure est le suivant:

- Secrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre Chargé de la Prospective et des Statistiques : 102.2.00.

Le code 129.0.00 attribué précédemment au Ministère de la Prospective et des Statistiques est annulé.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente circulaire.

Signé : M. K. LAKHDARI

*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Premier Ministère (DAM)
- Direction Générale du Budget
- Directions régionales du Trésor
- Trésorerie Principale
- Trésoreries de Wilayas

MINISTÈRE DES FINANCES
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المحاسبي للميزانيات

CIRCULAIRE N° 04 DU 03/04/2013

OBJET : Revalorisation du montant des pensions militaires.

REFER : Ordonnance n°76-106 du 09/12/1976 portant code des pensions militaires notamment son article 78, modifié et complété.

- Loi n°13-03 du 20/02/2013 modifiant et complétant l'ordonnance n°76-106 du 09/12/1976 portant code des pensions militaires

Les dispositions de la loi visée en référence ont revalorisé la pension d'invalidité des personnels militaires, des civils assimilés et des militaires du service national, avec effet rétroactif du 01 janvier 2012.

En vertu de l'article 4 de la loi précitée, le montant mensuel de ladite pension est égal au produit du taux d'invalidité par le montant mensuel maximum de la pension d'invalidité correspondant à une fois et demie le salaire national minimum garanti, sans que ce salaire ne soit inférieur à 80 % du SNMG.

Le barème des décomptes de la pension militaire des invalides et leurs ayants droit figure en annexe de la présente circulaire.

Monsieur le Trésorier Principal est chargé de l'exécution de la présente circulaire.

Signé : M. K. LAKHDARI
*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Trésorerie Principale.

Pour information :

- Cour des Comptes.
- Inspection Générale des Finances.
- Direction Générale du Budget.
- Ministère de la Défense Nationale (Direction des Services Financiers).
- Direction de la Caisse des Retraites militaires.
- Directions Régionales du Trésor.
- Agence Comptable Centrale du Trésor.
- Trésorerie Centrale.
- Trésoreries de Wilaya.

**BAREME DE LA PENSION D'INVALIDITE DES PERSONNELS MILITAIRES,
DES CIVILS ASSIMILES ET DES MILITAIRES DU SERVICE NATIONAL**

- Loi N° 13-03 du 20 Février 2013 modifiant et complétant l'ordonnance N°76-106 du 9 Décembre 1976.
- Date d'effet à compter du 01 Janvier 2012.

TAUX	JOURNALIER	MENSUEL	TRIMESTRIEL	ANNUEL
10%	480,00	14.400,00	43.200,00	172.800,00
15%	480,00	14.400,00	43.200,00	172.800,00
20%	480,00	14.400,00	43.200,00	172.800,00
25%	480,00	14.400,00	43.200,00	172.800,00
30%	480,00	14.400,00	43.200,00	172.800,00
35%	480,00	14.400,00	43.200,00	172.800,00
40%	480,00	14.400,00	43.200,00	172.800,00
45%	480,00	14.400,00	43.200,00	172.800,00
50%	480,00	14.400,00	43.200,00	172.800,00
55%	495,00	14.850,00	44.550,00	178.200,00
60%	540,00	16.200,00	48.600,00	194.400,00
65%	585,00	17.550,00	52.650,00	210.600,00
70%	630,00	18.900,00	56.700,00	226.800,00
75%	675,00	20.250,00	60.750,00	243.000,00
80%	720,00	21.600,00	64.800,00	259.200,00
85%	765,00	22.950,00	68.850,00	275.400,00
85% AVEC TP	1.147,50	34.425,00	103.275,00	413.100,00
90%	810,00	24.300,00	72.900,00	291.600,00
90% AVEC TP	1.215,00	36.450,00	109.350,00	437.400,00
95%	855,00	25.650,00	76.950,00	307.800,00
95 % AVEC TP	1.282,50	38.475,00	115.425,00	461.700,00
100%	900,00	27.000,00	81.000,00	324.000,00
100 % AVEC TP	1.350,00	40.500,00	121.500,00	486.000,00

BAREME DE LA PENSION D'INVALIDITE
DES VEUVES DES PERSONNELS MILITAIRES. DES CIVILS ASSIMILES
ET DES MILITAIRES DU SERVICE NATIONAL

- Loi N° 13-03 du 20 Février 2013 modifiant et complétant l'ordonnance N°76-106 du 9 Décembre 1976.
- Date d'effet à compter du 01 Janvier 2012.

TAUX DU DEFUNT	JOURNALIER	MENSUEL	TRIMESTRIEL	ANNUEL
10%	336,00	10.080,00	30.240,00	120.960,00
15%	336,00	10.080,00	30.240,00	120.960,00
20%	336,00	10.080,00	30.240,00	120.960,00
25%	336,00	10.080,00	30.240,00	120.960,00
30%	336,00	10.080,00	30.240,00	120.960,00
35%	336,00	10.080,00	30.240,00	120.960,00
40%	336,00	10.080,00	30.240,00	120.960,00
45%	336,00	10.080,00	30.240,00	120.960,00
50%	336,00	10.080,00	30.240,00	120.960,00
55%	346,50	10.395,00	31.185,00	124.740,00
60%	378,00	11.340,00	34.020,00	136.080,00
65%	409,50	12.285,00	36.855,00	147.420,00
70%	441,00	13.230,00	39.690,00	158.760,00
75%	472,50	14.175,00	42.525,00	170.100,00
80%	504,00	15.120,00	45.360,00	181.440,00
85%	535,50	16.065,00	48.195,00	192.780,00
85% AVEC TP	535,50	16.065,00	48.195,00	192.780,00
90%	567,00	17.010,00	51.030,00	204.120,00
90% AVEC TP	567,00	17.010,00	51.030,00	204.120,00
95%	598,50	17.955,00	53.865,00	215.460,00
95% AVEC TP	598,50	17.955,00	53.865,00	215.460,00
100%	630,00	18.900,00	56.700,00	226.800,00
100% AVEC TP	630,00	18.900,00	56.700,00	226.800,00

BAREME DE LA PENSION D'INVALIDITE
DES ASCENDANTS DES PERSONNELS MILITAIRES, DES CIVILS ASSIMILES ET
DES MILITAIRES DU SERVICE NATIONAL

- Loi N° 13-03 du 20 Février 2013 modifiant et complétant l'ordonnance N°76-106 du 9 Décembre 1976.
- Date d'effet à compter du 01 Janvier 2012.

TAUX DU DEFUNT	JOURNALIER	MENSUEL	TRIMESTRIEL	ANNUEL
10%	336,00	10.080,00	30.240,00	120.960,00
15%	336,00	10.080,00	30.240,00	120.960,00
20%	336,00	10.080,00	30.240,00	120.960,00
25%	336,00	10.080,00	30.240,00	120.960,00
30%	336,00	10.080,00	30.240,00	120.960,00
35%	336,00	10.080,00	30.240,00	120.960,00
40%	336,00	10.080,00	30.240,00	120.960,00
45%	336,00	10.080,00	30.240,00	120.960,00
50%	336,00	10.080,00	30.240,00	120.960,00
55%	346,50	10.395,00	31.185,00	124.740,00
60%	378,00	11.340,00	34.020,00	136.080,00
65%	409,50	12.285,00	36.855,00	147.420,00
70%	441,00	13.230,00	39.690,00	158.760,00
75%	472,50	14.175,00	42.525,00	170.100,00
80 %	504,00	15.120,00	45.360,00	181.440,00
85%	535,50	16.065,00	48.195,00	192.780,00
85 % AVEC TP	535,50	16.065,00	48.195,00	192.780,00
90%	567,00	17.010,00	51.030,00	204.120,00
90 % AVEC TP	567,00	17.010,00	51.030,00	204.120,00
95%	598,50	17.955,00	53.865,00	215.460,00
95% AVEC TP	598,50	17.955,00	53.865,00	215.460,00
100%	630,00	18.900,00	56.700,00	226.800,00
100% AVEC TP	630,00	18.900,00	56.700,00	226.800,00

**BAREME DE LA PENSION D'INVALIDITE DE (01) UN ORPHELIN DES PERSONNELS MILITAIRES,
DES CIVILS ASSIMILES ET DES MILITAIRES DU SERVICE NATIONAL**

- Loi N° 13-03 du 20 Février 2013 modifiant et complétant l'ordonnance N°76-106 du 9 Décembre 1976.

- Date d'effet à compter du 01 Janvier 2012.

TAUX DU DEFUNT	JOURNALIER	MENSUEL	TRIMESTRIEL	ANNUEL
10%	48,00	1.440,00	4.320,00	17.280,00
15 %	48,00	1.440,00	4.320,00	17.280,00
20%	48,00	1.440,00	4.320,00	17.280,00
25%	48,00	1.440,00	4.320,00	17.280,00
30%	48,00	1.440,00	4.320,00	17.280,00
35%	48,00	1.440,00	4.320,00	17.280,00
40%	48,00	1.440,00	4.320,00	17.280,00
45%	48,00	1.440,00	4.320,00	17.280,00
50%	48,00	1.440,00	4.320,00	17.280,00
55%	49,50	1.485,00	4.455,00	17.820,00
60%	54,00	1.620,00	4.860,00	19.440,00
65%	58,50	1.755,00	5.265,00	21.060,00
70%	63,00	1.890,00	5.670,00	22.680,00
75%	67,50	2.025,00	6.075,00	24.300,00
80 %	72,00	2.160,00	6.480,00	25.920,00
85%	76,50	2.295,00	6.885,00	27.540,00
85 % AVEC TP	76,50	2.295,00	6.885,00	27.540,00
90%	81,00	2.430,00	7.290,00	29.160,00
90 % AVEC TP	81,00	2.430,00	7.290,00	29.160,00
95%	85,50	2.565,00	7.695,00	30.780,00
95 % AVEC TP	85,50	2.565,00	7.695,00	30.780,00
100%	90,00	2.700,00	8.100,00	32.400,00
100 % AVEC TP	90,00	2.700,00	8.100,00	32.400,00

**BAREME DE LA PENSION D'INVALIDITE DE (02) DEUX ORPHELINS DES PERSONNELS MILITAIRES,
DES CIVILS ASSIMILES ET DES MILITAIRES DU SERVICE NATIONAL**

-Loi N° 13-03 du 20 Février 2013 modifiant et complétant l'ordonnance N°76-106 du 9 Décembre 1976.

-Date d'effet à compter du 01 Janvier 2012.

TAUX DU DEFUNT	JOURNALIER	MENSUEL	TRIMESTRIEL	ANNUEL
10%	96,00	2.880,00	8.640,00	34.560,00
15%	96,00	2.880,00	8.640,00	34.560,00
20%	96,00	2.880,00	8.640,00	34.560,00
25%	96,00	2.880,00	8.640,00	34.560,00
30%	96,00	2.880,00	8.640,00	34.560,00
35%	96,00	2.880,00	8.640,00	34.560,00
40%	96,00	2.880,00	8.640,00	34.560,00
45%	96,00	2.880,00	8.640,00	34.560,00
50%	96,00	2.880,00	8.640,00	34.560,00
55%	99,00	2.970,00	8.910,00	35.640,00
60%	108,00	3.240,00	9.720,00	38.880,00
65%	117,00	3.510,00	10.530,00	42.120,00
70%	126,00	3.780,00	11.340,00	45.360,00
75%	135,00	4.050,00	12.150,00	48.600,00
80%	144,00	4.320,00	12.960,00	51.840,00
85%	153,00	4.590,00	13.770,00	55.080,00
85 % AVEC TP	153,00	4.590,00	13.770,00	55.080,00
90%	162,00	4.860,00	14.580,00	58.320,00
90 % AVEC TP	162,00	4.860,00	14.580,00	58.320,00
95%	171,00	5.130,00	15.390,00	61.560,00
95 % AVEC TP	171,00	5.130,00	15.390,00	61.560,00
100%	180,00	5.400,00	16.200,00	64.800,00
100 % AVEC TP	180,00	5.400,00	16.200,00	64.800,00

BAREME DE LA PENSION D'INVALIDITE
DE (03) TROIS ORPHELINS ET PLUS DES PERSONNELS MILITAIRES, DES CIVILS ASSIMILES
ET DES MILITAIRES DU SERVICE NATIONAL

-Loi N° 13-03 du 20 Février 2013 modifiant et complétant l'ordonnance N°76-106 du 9 Décembre 1976.

-Date d'effet à compter du 01 Janvier 2012.

TAUX DU DEFUNT	JOURNALIER	MENSUEL	TRIMESTRIEL	ANNUEL
10%	144,00	4.320,00	12.960,00	51.840,00
15%	144,00	4.320,00	12.960,00	51.840,00
20%	144,00	4.320,00	12.960,00	51.840,00
25%	144,00	4.320,00	12.960,00	51.840,00
30%	144,00	4.320,00	12.960,00	51.840,00
35%	144,00	4.320,00	12.960,00	51.840,00
40%	144,00	4.320,00	12.960,00	51.840,00
45 %	144,00	4.320,00	12.960,00	51.840,00
50%	144,00	4.320,00	12.960,00	51.840,00
55%	148,50	4.455,00	13.365,00	53.460,00
60%	162,00	4.860,00	14.580,00	58.320,00
65%	175,50	5.265,00	15.795,00	63.180,00
70%	189,00	5.670,00	17.010,00	68.040,00
75%	202,50	6.075,00	18.225,00	72.900,00
80 %	216,00	6.480,00	19.440,00	77.760,00
85%	229,50	6.885,00	20.655,00	82.620,00
85 % AVEC TP	229,50	6.885,00	20.655,00	82.620,00
90%	243,00	7.290,00	21.870,00	87.480,00
90 % AVEC TP	243,00	7.290,00	21.870,00	87.480,00
95%	256,50	7.695,00	23.085,00	92.340,00
95 % AVEC TP	256,50	7.695,00	23.085,00	92.340,00
100%	270,00	8.100,00	24.300,00	97.200,00
100 % AVEC TP	270,00	8.100,00	24.300,00	97.200,00

MINISTÈRE DES FINANCES
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المحاسبي للميزانيات

CIRCULAIRE N° 05 DU 30/04/2013
COMPLETANT LES DISPOSITIONS DE LA CIRCULAIRE
N°03 DU 21/02/1996

OBJET : Dépôt au Trésor de la caution des intermédiaires d'assurances.

REFER : Circulaire n° 03 du 21/02/1996.

- Circulaire n° 03 du 29/02/2012.
- Lettre n° 177/MF/DGT du 23/01/2012.

Les dispositions de la circulaire n° 03 du 21 février 1996 sont complétées comme suit :

En vertu de l'article 20.....(sans changement).....jusqu'à.....de la société d'assurance.

Dans le cadre du dépôt au Trésor de la caution par les intermédiaires d'Assurances, la question est posée de savoir si cette caution est touchée par la prescription civile.

A cet effet, il convient de préciser qu'à titre de garantie, ladite caution est maintenue tant que l'intermédiaire d'assurance est en activité, et de ce fait elle ne peut faire l'objet de l'application de la prescription civile.

Le reste des dispositions de la circulaire n°03 du 21 février 1996 demeure sans changement.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente circulaire.

Signé : M. K. LAKHDARI

*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Trésorerie Centrale.
- Trésoreries de Wilaya.

Pour information :

- Cour des Comptes.
- Inspection Générale des Finances.
- Direction Générale du Trésor.
- Inspection des Services Comptables.
- Agence Comptable Centrale du Trésor.
- Directions Régionales du Trésor.
- Trésorerie Principale.

MINISTÈRE DES FINANCES
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المحاسبي للميزانيات

=====
N° 06 DU 28/05/2013
ERRATUM A LA CIRCULAIRE N°02
DU 06/02/2013
=====

OBJET : Revalorisation du montant des pensions concédées au titre de la guerre de libération nationale.

Titre II - Victimes civiles et victimes d'engins explosifs : (version en langue nationale)

Colonne relative au montant mensuel à servir à compter du 1er juillet 2013 en DA, douzième ligne (taux d'invalidité 45%).

AU LIEU DE : 80100

LIRE : 8100

Le reste demeure sans changement.

Signé : M. K. LAKHDARI
*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Trésorerie Principale.
- Trésoreries de wilaya.

Pour information :

- Cour des Comptes.
- Inspection Générale des Finances.
- Inspection des Services Comptables.
- Ministère des Moudjahidine (Direction des pensions).
- Direction Générale du Trésor.
- Direction Générale du Budget.
- Agence Comptable Centrale du Trésor.
- Directions Régionales du Trésor.
- Trésorerie Centrale.

MINISTÈRE DES FINANCES
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المحاسبي للميزانيات

CIRCULAIRE N° 07 DU 30/06/2013

OBJET : Loi n° 99-07 du 05 avril 1999 relative au moudjahid et au chahid, notamment ses articles 24 et 25.

Dans le cadre de l'application des dispositions des articles 24 et 25 de la loi n° 99-07 du 05 avril 1999 relative au moudjahid et au chahid, des difficultés ont été signalées par certains trésoriers de wilayas quant aux règlements des pensions concédées au titre des articles précités.

En effet, s'agissant des pensions régies par l'article 24, il a été constaté que certains bénéficiaires bien que disposant du certificat de non imposition délivré par les services fiscaux, demeurent toujours redevables envers l'administration fiscale.

Dans ce cas, le règlement de la pension reste subordonné à la production par les bénéficiaires ayant suspendu leur activité commerciale (radiation de l'activité) d'un extrait de rôle apuré.

Concernant l'article 25, il est apparu que très souvent la pension concédée au titre de cet article est liquidée au profit d'un seul bénéficiaire et que par la suite apparaissent d'autres ayants droit, nécessitant ainsi une nouvelle répartition du montant de ladite pension.

Aussi, dans le souci d'une saine gestion des dossiers de l'espèce, les services de la direction des pensions au Ministère des Moudjahidine ont institué une décision de re-partage de la pension conforme au modèle ci-annexé, qui se substitue au brevet de pension (voir la page 29 arab).

Cette décision qui est notifiée par les services précités aux directions de wilaya des moudjahidine et aux trésorier principal et trésoriers de wilaya, précise entre autres, le nouveau bénéficiaire, la nouvelle date de jouissance ainsi que le montant annuel.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente circulaire.

Signé : M. K. LAKHDARI
*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Trésorerie Principale
- Trésoreries de wilaya

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Ministère des Moudjahidines (direction des pensions)
- Direction Général du Budget
- Direction Général du Trésor
- Inspection des Services Comptables
- Directions Régionales du Trésor (et notification aux trésoriers communaux).
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale.

MINISTÈRE DES FINANCES
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المحاسبي للميزانيات

CIRCULAIRE N° 08 DU 22/10/2013

OBJET : Codification des Postes Comptables.

REFER : Circulaire n° 17 F/DC/RC du 30 octobre 1984.

La présente circulaire a pour objet la mise en place de la nouvelle nomenclature portant codification des postes comptables des régies financières.

Cette nomenclature se présente comme suit :

- Les deux (02) premiers chiffres désignent la wilaya.
- Le troisième chiffre représente la structure concernée (Impôts, Douanes ou Domaines).
- Les trois derniers chiffres constituent le numéro d'identification attribué au poste comptable concerné.

Exemple :

- Recette de la Direction des Grandes Entreprise (DGE) : 16/1-001.
- Recette des Impôt de Raïs Hamidou : 16/1-009.
- Recette des Douanes d'Alger-Port : 16/2-001.
- Conservation Foncière d'Alger : 16/3-001.
- Inspection des Domaines Bab El-Oued : 16/3-013.

Toute modification de cette nomenclature ne peut intervenir qu'à l'initiative de la Direction Générale de la Comptabilité (DRECB).

Je vous demande de bien vouloir veiller à l'application des dispositions de la présente circulaire qui prend effet à compter de la date de sa signature.

Signé : M. K. LAKHDARI
*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor.
- Trésorerie Centrale.
- Trésorerie Principale.
- Trésoreries de Wilaya.
- Toutes Régies Financières (Impôts, Douanes et Domaines).

Pour information :

- Cour des Comptes.
- Inspection Générale des Finances.
- Direction Générale des Impôts.
- Direction Générale des Douanes.
- Direction Générale du Domaine National.
- Direction Générale du Trésor.
- Direction Générale du Budget.
- Inspection des Services Comptables.
- Direction de la Modernisation et de la Normalisation Comptable.
- Directions Régionales du Trésor (Pour notification à l'ensemble des trésoreries relevant de votre région).

MINISTÈRE DES FINANCES
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المحاسبي للميزانيات

CIRCULAIRE N° 09 DU 30/12/2013

OBJET : Codification des Postes Comptables.

REFER : Circulaire n°08 du 22 octobre 2013 portant codification des postes comptables.

La présente circulaire a pour objet de compléter la liste des postes comptables relevant de la Direction Générale des Douanes, figurant à la nomenclature portant codification des postes comptables des régies financières (Impôts, Douanes et Domaines), conformément au tableau suivant :

Wilaya	Recette de douanes	N° de code
Naâma	Naâma	45/2-001

Je vous demande de bien vouloir veiller à l'application des dispositions de la présente circulaire.

Signé : M. K. LAKHDARI

*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor.
- Trésorerie Centrale.
- Trésorerie Principale.
- Trésorerie de la Wilaya de Naâma.
- Régies Financières des Douanes.

Pour information :

- Cour des Comptes.
- Inspection Générale des Finances.
- Direction Générale des Douanes.
- Direction Générale des Impôts.
- Direction Générale du Domaine National.
- Direction Générale du Trésor.
- Direction Générale du Budget.
- Inspection des Services Comptables.
- Direction de la Modernisation et de la Normalisation Comptable.
- Directions Régionales du Trésor (Pour notification à l'ensemble des trésoreries relevant de votre région).

MINISTÈRE DES FINANCES
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المحاسبي للميزانيات

CIRCULAIRE N° 10 DU 30/12/2013

OBJET : Centralisation des opérations comptables.

Dans le cadre de la centralisation de la comptabilité des postes comptables par l'Agent Comptable Central du Trésor, l'examen des documents qui sont transmis périodiquement à ce dernier, laisse apparaître des anomalies portant entre autres, sur :

- la non reconstitution des avances sur régies, (c/431-008) ;
- la non régularisation par les trésoriers communaux, des avances imputées au débit du compte n° 510-007 ;
- le report en balance d'entrée des soldes anormalement débiteurs ou créditeurs au regard de la réglementation ;
- discordances entre certaines masses ;
- absence ou insuffisance de pièces justificatives ;
- documents produits insuffisamment renseignés, ne permettant pas leur exploitation.

Par ailleurs, dans certains cas, des comptes à vocation créditrice présentent des soldes anormalement débiteurs et vice versa.

En outre, les correspondances adressées dans ce cadre aux postes comptables par l'Agent Comptable Central du Trésor, signalant des anomalies demeurent souvent sans suite.

Aussi, afin de mettre un terme à cette situation préjudiciable au fonctionnement normal des services et de permettre à l'Agence Comptable Centrale du Trésor d'assurer convenablement ses missions, les trésoriers sont tenus de veiller à ce que les situations périodiques destinées à cette structure, soient établies et présentées conformément à la réglementation en vigueur et les anomalies ainsi signalées prises en charge dans un délai raisonnable.

Je vous demande de veiller à la stricte application des dispositions de la présente circulaire.

Signé : M. K. LAKHDARI

*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Trésorerie Centrale.
- Trésorerie Principale.
- Trésoreries de Wilaya.

Pour information :

- Cour des Comptes.
- Inspection Générale des Finances.
- Inspection des Services Comptables.
- Agence Comptable Centrale du Trésor.
- Directions Régionales du Trésor.

INSTRUCTIONS

MINISTÈRE DES FINANCES
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المحاسبي للميزانيات

INSTRUCTION N° 01 DU 15/01/2013
MODIFIANT ET COMPLETANT LES DISPOSITIONS DE
L'INSTRUCTION N°26 DU 20/08/2002

OBJET : Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.109 « Fonds de lutte contre la désertification et le développement du pastoralisme et de la steppe »

REFER :- Loi n°11.11 du 18/07/2011 portant loi de finances complémentaire pour 2011 notamment son article 43
- Décret exécutif n° 12.06 du 09/01/2012 modifiant et complétant le décret exécutif le décret exécutif n°02.248 du 23/07/2002 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.109 «Fonds de lutte contre la désertification et le développement du pastoralisme et de la steppe»
- Instruction n°26 du 20/08/2002.

En application des dispositions du décret susvisé, le titre II de l'instruction n°26 du 20/08/2002 est modifié et complété comme suit:

I - DISPOSITIONS COMPTABLES

Le compte 302.109 enregistre:

En recettes :

.....(sans changement).....

En dépenses:

.....(sans changement).....

Sont éligibles au soutien du Fonds de lutte contre la désertification et le développement du pastoralisme et de la steppe.....sans changement.

L'ordonnateur de ce compte est le ministre chargé de l'agriculture

L'ordonnateur secondaire est le conservateur des forêts

Le reste des dispositions du titre II de l'instruction n°26 du 20/08/2002 demeure sans changement.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

Signé : M. K. LAKHDARI
*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Trésorerie Centrale.
- Trésorerie Principale
- Trésoreries de wilaya

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (DAM)
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Directions Régionales du Trésor
- Agence Comptable Centrale du Trésor

**INSTRUCTION N° 001 DU 15/01/2013
MODIFIANT ET COMPLETANT LES
DISPOSITIONS DE L'INSTRUCTION
N°08 DU 18/10/2012**

OBJET: Prorogation du délai de clôture des engagements et des ordonnancements et mandatements des dépenses liées au déroulement des élections locales (APC/APW) du 29 novembre 2012.

REFER: Décret présidentiel n°12-320 du 13 chaoual 1433 correspondant au 31 août 2012 portant convocation du corps électoral pour les élections des membres des assemblées populaires communales et de wilayas.

- Décret présidentiel n° 12-321 du 13 chaoual 1433 correspondant au 31 août 2012 portant nomination des membres de la commission nationale de supervision des élections des membres des assemblées populaires communales et de wilayas de l'année 2012.

Afin de permettre aux services du Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Locales, de régulariser l'ensemble des créances impayées enregistrées dans le cadre de l'organisation des élections locales (APC/APW) du 29 novembre 2012, les dispositions des titres I et II de l'instruction n° 08 du 18 octobre 2012 relatifs au délai de clôture des engagements et des ordonnancements et mandatements des dépenses sont modifiées et complétées comme suit :

1- Administration Centrale

- Engagement des dépenses : 28 février 2013
- Ordonnancement des dépenses : 10 mars 2013

Les chapitres concernés sont les suivants :

- Chapitre 37-05 : administration centrale - élections-
- Chapitre 37-08 : administration centrale - Commission Nationale de Surveillance des Elections Locales (APC/APW) du 29 novembre 2012.

2- Services déconcentrés de l'Etat

- Engagement des dépenses : 20 janvier 2013
- Mandatement des dépenses : 31 janvier 2013

Les chapitres concernés sont les suivants :

- Chapitre 37-15 : services déconcentrés de l'Etat - élection -
- Chapitre 37-18 : services déconcentrés de l'Etat - dépenses de fonctionnement des commissions de wilayas et commissions communales de surveillance des élections locales (APC/APW) du 29 novembre 2012.

Le reste des dispositions de l'instruction n° 08 du 18 novembre 2012 demeure sans changement.

Messieurs les ordonnateurs, contrôleurs financiers et comptables publics assignataires sont priés de veiller à la stricte application des dispositions de la présente instruction.

Signé : M. K. DJOUDI
Ministre des finances

Pour information :

- Monsieur le Ministre de l'Intérieur et des Collectivités Locales
- Monsieur le Président de la Cour des Comptes
- Monsieur le Chef de l'Inspection Générale des Finances
- Monsieur le Directeur Général du Budget (et notification aux contrôleurs financiers)
- Monsieur le Directeur Général de la Comptabilité (et notification aux services extérieurs du Trésor)
- Monsieur le Directeur Général du Trésor
- Messieurs les Walis

MINISTÈRE DES FINANCES
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المحاسبي للميزانيات

**INSTRUCTION N° 02 DU 15/01/2013
MODIFIANT ET COMPLETANT LES
DISPOSITIONS DE L'INSTRUCTION
N° 13 DU 25/05/2009**

OBJET : Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.126 « Fonds spécial d'appui aux éleveurs et petits exploitants agricoles »

REFER : - Loi n°11.11 du 18/07/2011 portant loi de finances Complémentaire pour 2011 notamment son article 46;

- Décret exécutif n°12.09 du 09/01/2012 modifiant et complétant le décret exécutif n°09.150 du 02/05/2009 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.126 «Fonds spécial d'appui aux éleveurs et petits exploitants agricoles»
- Instruction n°13 du 25/05/2009

En application des dispositions du décret susvisé, le titre II de l'instruction n°13 du 25/05/2009 est modifié et complété comme suit:

Le compte 302.126 enregistre:

En recettes :

.....(sans changement).....

En dépenses:

.....(sans changement)

Sont éligibles au soutien sur le « Fonds spécial d'appui aux éleveurs et petits exploitants agricoles »

.....(sans changement).....

.....(sans changement).....

L'ordonnateur principal de ce compte est le ministre chargé de l'agriculture

L'ordonnateur secondaire de ce compte est le conservateur des forêts.

.....(le reste sans changement).....

Le reste des dispositions de l'instruction n°13 du 25/05/2009 demeure sans changement.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

Signé : M. K. LAKHDARI

*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Principale

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural(DAM)
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Centrale.
- Trésoreries de Wilaya

MINISTÈRE DES FINANCES
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المحاسبي للميزانيات

INSTRUCTION N° 03 DU 17/02/2013
MODIFIANT ET COMPLETANT LES DISPOSITIONS
DE L'INSTRUCTION N°20 DU 11/09/2000

OBJET : Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.100 « Fonds National routier et autoroutier »

REFER : - Loi n° 11.11 du 20/07/2011 portant loi de finances complémentaire pour 2011 notamment son article 42;

-Décret exécutif n°12.10 du 09/01/2012 modifiant et complétant le décret exécutif n°2000.117 du 29/05/2000, modifié et complété, fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.100 «Fonds National routier et autoroutier»

-Instruction n°20 du 11/09/2000.

-Instruction n°30 du 03/12/2012

Le décret exécutif n°12.10 du 09/01/2012 susvisé, pris en application de l'article 42 de la loi de finances complémentaire pour 2011, a conféré la qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs des travaux publics de wilayas.

La présente instruction a pour objet de modifier et de compléter les dispositions de l'instruction n°20 du 11/09/2000, modifiée et complétée.

I - DISPOSITIONS GENERALES

..... (sans changement jusqu'à) se justifie tant en débit qu'en crédit.

Le compte n°302.100 est mouvementé par le ministre chargé des routes en sa qualité d'ordonnateur principal et par les directeurs des travaux publics de wilayas en leur qualité d'ordonnateurs secondaires et fonctionne dans les écritures du trésorier principal et des trésoriers de wilayas

II - DISPOSITIONS COMPTABLES

Le titre II de l'instruction n°20 du 11/09/2000, modifiée et complétée, est modifié et complété comme suit:

Le compte n°302.100 enregistre:

En recettes:

-(sans changement).....

En dépenses:

-.....(sans changement).....

Suite à la désignation des directeurs des travaux publics de wilayas en qualité d'ordonnateurs secondaires sur le compte précité, et pour des raisons de commodité comptable et afin de permettre la distinction des opérations effectuées au niveau central que local, le compte n°302.100 est désormais subdivisé en deux lignes qui figureront dans la nomenclature des comptes du Trésor sous les intitulés suivants:

-Ligne 001 : gestion trésorerie principale

-Ligne 002 : gestion trésorerie de wilaya

A- LIGNE 001: GESTION TRESORERIE PRINCIPALE

La ligne 001 du compte n°302.100 fonctionne dans les seules écritures du trésorier principal et retrace:

En recettes :

- Les produits des taxes spécifiques fixées par les lois de finances
- La subvention éventuelle de l'Etat et des collectivités locales
- Les dons et legs

En dépenses:

Les subventions ordonnancées par l'ordonnateur principal au profit des directeurs des travaux publics de wilaya

B- LIGNE 002: GESTION TRESORERIES DE WILAYAS

Cette ligne fonctionne uniquement dans les écritures des trésoriers des wilayas et enregistre :

En recettes:

- Les subventions transférées par le trésorier principal au profit des ordonnateurs secondaires

En dépenses:

- Les dépenses mandatées par les directeurs des travaux publics de wilaya, en leur qualité d'ordonnateurs secondaires et exécutées par les trésoriers de wilaya au titre de l'entretien et de la sauvegarde du réseau routier national

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

Signé : M. K. LAKHDARI

*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Trésorerie Principale
- Trésoreries de Wilaya

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Ministère de des travaux publics
- Directions Régionales du Trésor
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale.

MINISTÈRE DES FINANCES
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المحاسبي للميزانيات

INSTRUCTION N° 04 DU 27/02/2013

OBJET : Gestion par les walis du programme de réalisation de marchés de proximité au profit des jeunes.

REFER : Instruction interministérielle (Finances- Intérieur) n°002 du 11 février 2012.

Les dispositions de l'instruction interministérielle visée en référence ont précisé les modalités d'exécution à titre dérogatoire de la procédure de gestion directe par les walis, du programme de réalisation de marchés de proximité au profit des jeunes, inscrit au titre des programmes communaux de développement (PCD).

Pour permettre l'exécution comptable des opérations liées à la réalisation de ce programme, l'instruction interministérielle précitée a ouvert dans la nomenclature des comptes du Trésor, au sein du Compte d'affectation spéciale n°302.134 « Fonds de gestion des opérations d'investissements publics inscrites au titre du programme de consolidation de la croissance économique (PCCE) 2010-2014 », la ligne n°004 intitulée ; « plans communaux de développement (P C D) gestion walis».

A cet effet, les opérations retracées à la ligne 004 « gestion BAD » ouverte actuellement au sein du compte n°302.134 suivant message n°3187 du 15 Septembre 2010 seront désormais imputées à la ligne 005 qui est ainsi ouverte au sein du compte n°302.134 sous l'intitulé : « Gestion Fonds National d'investissements ».

Dés lors, les opérations enregistrées jusque là à l'ex-ligne 004 « gestion BAD », feront l'objet d'un transport par le trésorier central, par voie de contrepartie, à la nouvelle ligne 005 qui est ainsi ouverte au sein du compte 302-134 (Fonds National D'investissements).

Compte tenu de ce qui précède, la structure du compte 302.134 est réaménagée comme suit :

- Ligne 001 : Programme Sectoriel Centralisé
- Ligne 002 : Programme Sectoriel déconcentré
- Ligne 003 : Plans communaux de développement (PCD)
- Ligne 004 : Plans communaux de développement (PCD)
« Gestion walis »
- Ligne 005 : Gestion Fonds National d'investissements.

Les opérations comptabilisées à la ligne 005 du compte 302-134 feront l'objet de production par les trésoriers de wilaya d'une situation dans les conditions fixées par l'instruction n°28 du 01 juillet 2012.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

Signé : M. K. LAKHDARI

*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésoreries de Wilayas

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Inspection des Services Comptables
- Ministère de L'intérieur et des Collectivités Locales
- Walis
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Principale

MINISTÈRE DES FINANCES
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المحاسبي للميزانيات

INSTRUCTION N° 05 DU 06/03/2013

OBJET : Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-014 intitulé : « Fonds de développement de l'art, de la technique et de l'industrie cinématographiques ».

REFER :- Loi n°09-09 du 30/12/2009 portant loi de finances pour 2010, notamment son article 65.

- Loi n°10-01 du 26/08/2010 portant loi de finances complémentaire pour 2010, notamment son article 63.

- Loi n°10-13 du 29/12/2010 portant loi de finances pour 2011, notamment son article 75.

- Décret exécutif n° 12-90 du 28/02/2012 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302-014 intitulé : « Fonds de développement de l'art, de la technique et de l'industrie cinématographiques »

I - Dispositions Générales

En application des dispositions de l'article 65 de la loi n°09-09 du 30/12/2009 portant loi de finances pour 2010, modifié et complété, le décret exécutif n°12-90 du 28/02/2012 susvisé a fixé les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-014 intitulé : « Fonds de développement de l'art, de la technique et de l'industrie cinématographiques ».

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités pratiques d'application comptable des textes cités ci-dessus.

II - Dispositions Comptables

Le compte n° 302-014 «Fonds de développement de l'art, de la technique et de l'industrie cinématographiques» est un compte d'affectation spéciale dont le solde est reporté d'année en année.

Ce compte est ouvert dans la nomenclature des comptes du Trésor au groupe 03, compte général 30, section 2 et figure à la rubrique 09 de la situation statistique décadaire, il se justifie tant en débit qu'en crédit et fonctionne dans les écritures du trésorier principal.

L'ordonnateur de ce compte est le Ministre chargé de la Culture.

Ce compte retrace :

En recettes :

- Le produit des redevances applicables aux billets d'entrée aux salles de spectacles cinématographiques instituées au profit du fonds par les lois de finances ;

- Le produit des taxes perçues à l'occasion de la délivrance des visas et autorisations prévus par la législation et la réglementation en vigueur ;

- Le produit de la taxe de publicité applicable au chiffre d'affaires réalisé dans le cadre de l'activité publicitaire prévue par l'article 63 de l'ordonnance N°10-01 du 16 Ramadhan 1431 correspondant au 26 Août 2010 portant loi de finances complémentaire pour 2010 ;

- Le remboursement des prêts ;
- Les subventions du budget de l'Etat et des collectivités locales ;
- Toutes autres contributions ou ressources ;
- Les dons et legs ;

En dépenses :

- Les aides de l'Etat à la production, à la distribution, à l'exploitation et à l'équipement cinématographiques ;
- Les dotations aux établissements sous tutelle, par décision du ministre chargé de la culture, au titre des dépenses liées aux opérations qui leur sont confiées, conformément au cahier des charges général annexé au décret susvisé ;
- Un arrêté conjoint du Ministre chargé des Finances et du Ministre chargé de la Culture détermine la nomenclature des recettes et des dépenses imputables sur ce compte.
- Les modalités de suivi et d'évaluation du compte n° 302.014 sont précisées par un arrêté conjoint du Ministre chargé des Finances et du Ministre chargé de la Culture.
- Un programme d'action sera établi par l'ordonnateur précisant les objectifs visés ainsi que les échéances de réalisation.
- Les opérations imputables au compte n°302.014, sont effectuées conformément aux dispositions de la loi n° 90-21 du 15Août 1990, modifiée et complétée, relative à la comptabilité publique.

III - Dispositions diverses

Pour permettre le suivi du compte n° 302-014, le trésorier principal adressera mensuellement à la Direction Générale de la Comptabilité, au Ministère de la culture, à la Direction Générale du Trésor et à la Direction Générale du Budget, une situation détaillée de ce compte faisant ressortir les recettes enregistrées, les dépenses réglées et le solde disponible.

Toutes dispositions contraires aux dispositions de la présente instruction sont abrogées, notamment les dispositions de l'instruction n° 79 du 28/08/1991.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

Signé : M. K. LAKHDARI

*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Trésorerie Principale.
- Trésoreries de Wilayas.

Pour information :

- Ministère de la Culture (DAM).
- Cour des Comptes.
- Inspection Générale des Finances.
- Inspection des Services Comptables.
- Direction Générale du Budget.
- Direction Générale du Trésor.
- Agence Comptable Centrale du Trésor.
- Directions Régionales du Trésor.
- Trésorerie Centrale.

MINISTÈRE DES FINANCES
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المحاسبي للميزانيات

**INSTRUCTION N° 06 DU 11/03/2013
MODIFIANT ET COMPLETANT
LES DISPOSITIONS DE L'INSTRUCTION
N° 28 DU 26/07/1998**

OBJET : Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-093 intitulé : « Fonds de soutien aux organes de presse écrite, audiovisuels et électroniques et aux actions de formation et de perfectionnement des journalistes et intervenants dans les métiers de la communication ».

REFER : - Loi n° 97-02 du 31/12/1997 portant loi de finances pour 1998, notamment son article 91.

- Loi n° 11-16 du 28/12/2011 portant loi de finances pour 2012, notamment son article 85.

- Décret exécutif n° 12-411 du 08 Décembre 2012 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302-093 intitulé : « Fonds de soutien aux organes de presse écrite, audiovisuels et électroniques et aux actions de formation et de perfectionnement des journalistes et intervenants dans les métiers de la communication ».

- Instruction n°28 du 26/07/1998.

En application des dispositions du décret susvisé, le titre II de l'instruction n° 28 du 26/07/1998 est modifié et complété comme suit :

II- Dispositions comptables

Le compte 302-093 « Fonds de soutien aux organes de presse écrite, audiovisuels et électroniques et aux actions de formation et de perfectionnement des journalistes et intervenants dans les métiers de la communication » est un compte d'affectation spéciale..... sans changement Jusqu'à en sa qualité d'ordonnateur principal.

Ce compte retrace :

En recettes :

- Les subventions de l'Etat et des collectivités locales ;
- Toutes autres contributions ou ressources ;
- Les dons et legs ;

En dépenses :

- Les subventions accordées dans l'intérêt général visent à promouvoir les organes nationaux de presse écrite, audiovisuels et électroniques, notamment l'encouragement à l'émergence d'une presse spécialisée, locale et régionale et au soutien à la diffusion de la presse dans les zones enclavées ou éloignées.
- Le financement des actions de formation et de perfectionnement des journalistes et intervenants dans les métiers de la communication.

Les subventions visant à la promotion des organes de presse écrite, audiovisuels et électroniques, ainsi que le financement des actions de formation et de perfectionnement des journalistes et intervenants dans les métiers de la communication sont accordées, selon des critères d'éligibilité fixés par une commission spécialisée instituée auprès du ministre chargé de la communication.

Le financement de ces actions s'exécute conformément aux prescriptions d'un cahier des charges général annexé au décret sus visé.

Le reste des dispositions de l'instruction n°28 du 26/07/1998 demeure sans changement.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

Signé : M. K. LAKHDARI

*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Trésorerie Principale.

Pour information :

- Cour des Comptes.
- Inspection Générale des Finances.
- Inspection des Services Comptables.
- Ministère de la Communication.
- Direction Générale du Budget.
- Direction Générale du Trésor.
- Directions régionales du Trésor.
- Agence Comptable Centrale du Trésor.
- Trésorerie Centrale.
- Trésoreries de Wilaya.

MINISTÈRE DES FINANCES
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المحاسبي للميزانيات

INSTRUCTION N° 07 DU 25/03/2013

OBJET : Détermination des résultats des budgets non réglés et leur affectation au compte permanent de l'avoir et découvert du Trésor. (Exercice 2010)

REFER :- Loi n°13-04 du 9 Rabie Ethani 1434 correspondant au 20 février 2013 portant règlement budgétaire pour l'exercice 2010.
- Instruction générale sur la comptabilité du Trésor.

Les dispositions de la loi visée en référence ont affecté au compte permanent de l'avoir et découvert du Trésor, au titre de l'exercice 2010:

- Le déficit définitif au titre des opérations budgétaires pour l'exercice 2010 pour un montant de 2.592.170.779.188,13 DA;
- Les pertes des comptes spéciaux du Trésor apurés ou clôturés enregistrées au 31 décembre 2010, pour un montant de 844.297.712,390,52 DA;
- Les pertes résultant de la gestion des opérations de la dette de l'Etat enregistrées au 31 décembre 2010, pour un montant de 297.478.126,495,68 DA;
- La variation nette au titre:
 - De la variation positive nette des soldes des comptes spéciaux du Trésor pour un montant de 3.020.364.815.626,98 DA;
 - De la variation positive nette des soldes des comptes d'emprunts pour un montant de 288.337.161.754,87 DA;
 - De la variation nette positive des soldes des comptes de participations pour un montant de 449.903.335,64 DA.

Le déficit global au titre de l'exercice 2010 pour un montant de 424.794.737.356,84 DA.

En application des dispositions de la loi précitée, la présente instruction a pour objet de décrire les procédures comptables afférentes à l'affectation au compte permanent de l'avoir et découvert du Trésor.

I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Conformément aux dispositions de l'instruction visée en référence, l'agent comptable central du Trésor est chargé en fin de gestion, d'arrêter les comptes de l'Etat et de dégager les résultats budgétaires et de trésorerie.

Les résultats ainsi obtenus sont imputés provisoirement aux comptes de résultats des budgets non réglés.

II – DISPOSITIONS COMPTABLES

Suite à la promulgation de la loi portant règlement budgétaire de l'année 2010, l'affectation au compte permanent des résultats du Trésor est réalisée par l'agent comptable central du Trésor comme suit:

a) Constatation des variations

Pour l'année 2010, les variations déterminées au titre des comptes spéciaux du Trésor, d'emprunts et de participations doivent être constatées aux comptes ci-après :

1 - Au titre des comptes spéciaux du Trésor

- Débit compte 530.004 }
- Crédit compte 600.004 } 3.020.364.815.626,98 DA

2 - Au titre des comptes d'emprunts

- Débit compte 530.005w }
- crédit compte 600 .005 } 288.337.161.754,87 DA

3 - Au titre des comptes de participations

- Débit compte 530.006 }
- Crédit compte 600.006 } 449.903.335,64 DA

Après mise en place des résultats constatés au titre de ces variations, l'agent comptable central du Trésor procédera, sur la base des données consacrées par la loi de règlement budgétaires pour l'exercice 2010, à la passation des écritures suivantes :

b) Opérations relatives aux comptes de résultats des budgets non réglés

1- Au titre du déficit définitif des opérations budgétaires :

Débit compte 610.001/01 }
Crédit compte 600.001 } 424.794.737.356,84 DA

2- Au titre des pertes des comptes spéciaux du Trésor, apurés ou clôturés :

Débit compte 610.001/02 }
Crédit compte 600.002 } 844.297.712.390,52 DA

3- Au titre des profits et pertes résultant de la gestion des opérations de la dette de l'Etat :

Débit compte 610.001/03 }
Crédit compte 600.003 } 297.478.126.495,68 DA

c) Opérations relatives aux Opérations des comptes spéciaux du Trésor, d'emprunts et de participations

1-) Au titre des variations positives nettes des soldes des comptes spéciaux du Trésor

Débit compte 600.004 }
Crédit compte 610.001/04 } 3.020.364.815.626,98 DA

2-) Au titre des variations positives nettes des soldes des comptes d'emprunts

Débit compte 600.005 }
Crédit compte 610.001/05 } 288.337.161.754,87 DA

3-) Au titre des variations positives nettes des soldes des comptes de participations

Débit compte 600.006 }
Crédit compte 610.001/06 } 449.903.335,64 DA

L'ensemble de ces opérations sont transcrites au grand livre des comptes de résultats et de l'avoir et découvert du Trésor. Au terme de ces opérations, une balance définitive des comptes de résultats des budgets réglés est établie par l'agent comptable central du Trésor.

La lecture de ce document comptable permet de constater l'apurement de l'ensemble des comptes afférents aux résultats des budgets non réglés (600.001 à 600.010). Cette balance arrêtée au 31 décembre 2010, consacra les résultats affectés à l'avoir et découvert du Trésor, au titre des opérations financières de l'année 2010.

La synthèse des opérations réalisées au titre des résultats affectés au 31 décembre 2010 à l'avoir et découvert du Trésor et la situation du compte permanent des résultats du Trésor, constituent la base de référence auxquelles viendraient s'ajouter les montants qui seront consacrés par les lois de règlement à venir

Monsieur l'agent comptable central du Trésor est chargé de l'exécution de la présente instruction.

Signé : M. K. LAKHDARI

*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale du Budget
- Inspection des Services Comptables
- Direction de la Modernisation et de la Normalisation Comptable
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésorerie Principale
- Trésoreries de Wilaya

MINISTÈRE DES FINANCES
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المحاسبي للميزانيات

INSTRUCTION N°08 DU 26/03/2013

OBJET : Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-079 intitulé : « Fonds national de l'eau ».

REFER : - Ordonnance n°94-03 du 31/12/1994 portant loi de finances pour 1995, notamment son article 143.

- Loi n°09-09 du 30/12/2009 portant loi de finances pour 2010, notamment son article 68.

- Loi n°11-11 du 18/07/2011 portant loi de finances complémentaire pour 2011, notamment ses articles 38 et 39.

- Décret exécutif n°12-105 du 05/03/2012 modifiant et complétant le décret exécutif n°95-176 du 24/06/1995, modifié et complété, fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302-079 intitulé : « Fonds national de l'eau potable ».

- Instruction n°13 du 03/10/1995.

-Instruction n° 37 du 17/10/2005.

I - Dispositions Générales

Les articles 68 de la loi n°09-09 du 30/12/2009 portant loi de finances pour 2010 et 38 de la loi n°11-11 du 18/07/2011 portant loi de finances complémentaire pour 2011, ont modifié et complété les dispositions de l'article 143 de l'ordonnance n°94-03 du 31/12/1994 portant loi de finances pour 1995, qui ont créé le compte d'affectation spéciale n°302-079 intitulé : « Fonds national de l'eau Potable ».

Le décret exécutif n°12-105 du 05/03/2012 susvisé, pris en application des articles de lois précités a modifié et complété les dispositions du décret exécutif n°95-176 du 24/06/1995 fixant les modalités de fonctionnement du compte n°302-079 sus désigné.

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités pratiques d'application comptable des textes cités ci-dessus.

II - Dispositions comptables

Le compte 302-079 est un compte d'affectation spéciale dont le solde est reporté d'année en année.

Ce compte est ouvert dans la nomenclature des comptes du trésor au groupe 3, compte général 30, section 2 et figure à la rubrique 09 de la situation statistique décadaire ; il se justifie tant en débit qu'en crédit et fonctionne dans les écritures du Trésorier Principal.

L'ordonnateur principal de ce compte est le Ministre chargé des Ressources en Eau.

Ce compte retrace :

En recettes :

- Le produit des redevances dues par les services, organismes et établissements publics de l'Etat et des collectivités territoriales chargés de l'alimentation en eau potable et industrielle au titre de la concession de la gestion des installations publiques de production, de transport et de distribution de l'eau potable ;

- Les subventions éventuelles de l'Etat ou des collectivités territoriales ;
- Les dons et legs ;
- Les produits de la redevance due en raison de l'usage à titre onéreux du domaine public hydraulique pour les eaux minérales et les eaux de source ;
- Une quote-part du produit de la redevance due au titre de l'usage à titre onéreux du domaine public hydraulique par le prélèvement d'eau pour son usage industriel et touristique et de service ;
- Une quote-part du produit de la redevance due en raison de l'usage à titre onéreux du domaine public hydraulique par le prélèvement d'eau pour son injection dans les puits pétroliers ou pour d'autres usages dans le domaine des hydrocarbures.

En dépenses :

- La prise en charge financière des dépenses liées aux systèmes de mobilisation et de transfert d'alimentation en eau potable, d'assainissement et d'hydraulique agricole et aux investissements d'aménagement et/ou d'acquisition d'équipements et matériels indispensables, résultant d'incidents techniques majeurs ou de déficits en eau imprévisibles ;
- Les organismes et/ou établissements publics bénéficiaires de ces opérations doivent souscrire à un cahier des charges établi avec l'administration de tutelle faisant ressortir, notamment, avec précision, les actions éligibles au financement de ce fonds ainsi que les modalités de contrôle afférentes à l'exécution des dépenses publiques ;
- Les contributions au titre des investissements d'extension, de renouvellement et d'équipement ;
- Les dotations au profit de l'autorité de régulation des services de l'eau ;
- Les dépenses induites par les mesures de soutien du prix de l'eau.
- Un arrêté conjoint du Ministre chargé des Finances et du Ministre chargé des Ressources en Eau déterminera la nomenclature des recettes et des dépenses imputables sur ce compte.
- Les modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n°302-079 sont précisées par arrêté conjoint du Ministre chargé des Finances et du Ministre chargé des Ressources en Eau.
- Un programme d'action sera établi par l'ordonnateur précisant les objectifs visés ainsi que les échéances de réalisation.
- Les opérations imputables au compte n° 302-079 sont effectuées conformément aux dispositions de la loi n°90-21, modifiée et complétée, relative à la comptabilité publique.

III - Dispositions Diverses

Pour permettre le suivi du compte n° 302-079, le Trésorier Principal adressera mensuellement à la Direction Générale de la Comptabilité, au Ministère des Ressources en Eau, à la Direction Générale du Trésor et à la Direction Générale du Budget une situation détaillée de ce compte faisant ressortir les recettes enregistrées, les dépenses réglées et le solde disponible.

Les dispositions de la présente instruction annulent et remplacent les dispositions de l'instruction n° 13 du 03/10/1995 et de l'instruction n° 37 du 17/10/2005.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

Signé : M. K. LAKHDARI

*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Trésorerie Principale.

Pour information :

- Cour des Comptes.
- Inspection Générale des Finances.
- Inspection des Services Comptables.
- Ministère de Ressources en Eau.
- Direction Générale du Budget.
- Direction Générale du Trésor.
- Directions Régionales du Trésor.
- Agence Comptable Centrale du Trésor.
- Trésorerie Centrale.
- Trésoreries de Wilaya.

MINISTÈRE DES FINANCES
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المحاسبي للميزانيات

===== INSTRUCTION N° 09 DU 26/03/2013 =====

OBJET : Clôture du compte d'affectation spéciale n°302.132 «Fonds de bonification du taux d'intérêt sur les crédits accordés aux ménages pour l'acquisition, la construction et l'extension d'un logement, ainsi qu'aux promoteurs immobiliers dans le cadre des programmes soutenus par l'Etat».

REFER : Loi n°12.12 du 26 décembre 2012 portant loi de finances pour 2013 notamment son article 53;

Les dispositions de l'article 53 de la loi de finances visée en référence, portant loi de finances pour 2013, ont prononcé la clôture du compte d'affectation spéciale n°302.132 «Fonds de bonification du taux d'intérêt sur les crédits accordés aux ménages pour l'acquisition, la construction et l'extension d'un logement ainsi qu'aux promoteurs immobiliers dans le cadre des programmes soutenus par l'Etat», et le versement de son solde au compte d'affectation spéciale n°302.062 «bonification du taux d'intérêts».

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités pratiques d'application comptable de cette mesure.

Après l'arrêté définitif des écritures au titre de la gestion 2013, le solde dégagé à cette date au compte n°302.132, fera l'objet d'un versement par le trésorier principal au crédit du compte d'affectation spéciale n°302.062 «bonification du taux d'intérêts».

Au terme de cette opération, le compte n°302.132 ne figurera plus dans la nomenclature des comptes du Trésor.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

Signé : M. K. LAKHDARI
*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Trésorerie Principale

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Directions Régionales du Trésor
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésoreries de Wilaya

MINISTÈRE DES FINANCES
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المحاسبي للميزانيات

===== INSTRUCTION N° 10 DU 26/03/2013 =====

OBJET : Clôture du compte d'affectation spéciale n°302.090 «Fonds de promotion de la formation professionnelle continue»

REFER : Loi n°12.12 du 26 décembre 2012 portant loi de finances pour 2013 notamment son article 57;

Les dispositions de l'article 57 de la loi visée en référence, portant loi de finances pour 2013, ont prononcé la clôture du compte d'affectation spéciale n°302.090 «Fonds de promotion de la formation professionnelle continue», et le versement de son solde au compte d'affectation spéciale n°302.091 «fonds de promotion de l'apprentissage»

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités pratiques d'application comptable de cette mesure.

Après l'arrêté définitif des écritures au titre de la gestion 2013, le solde dégagé à cette date au compte d'affectation spéciale n°302.090, fera l'objet d'un versement par le trésorier principal au crédit du compte d'affectation spéciale n°302.091 qui s'intitulera désormais « Fonds de promotion de l'apprentissage et de la formation professionnelle continue».

Au terme de cette opération, le compte n°302.090 ne figurera plus dans la nomenclature des comptes du Trésor.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

Signé : M. K. LAKHDARI
*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

-Trésorerie Principale

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Ministère de la Formation et de L'enseignement Professionnels (DAM)
- Directions Régionales du Trésor
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésoreries de Wilaya

MINISTÈRE DES FINANCES
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المحاسبي للميزانيات

INSTRUCTION N° 11 DU 26/03/2013

OBJET : Nomenclature du compte n° 201.005 «produits des douanes »

REFER: Envoi n° 214 du 14/02/2013 de la Direction Générale des Douanes

La présente instruction a pour objet de fixer la nomenclature des lignes budgétaires du compte n° 201.005 produit des douanes.

Lignes	Intitulé
05-11	Droit de douane à l'importation
05-12	Redevance sur l'utilisation de l'infrastructure routière.
05-41	Redevance sur changement de résidence
05-64	Produit au titre des déclarations informatisées sous tous les régimes douaniers d'exportation à l'exception de l'exportation en simple sortie
05-65	Produit au titre des déclarations sommaires informatisées (manifestations)
05-66	Produit au titre des frais d'abonnement annuel pour les usagers reliés au système de gestion informatisé des douanes (SGID)
05-67	Produit au titre de l'utilisation du système de gestion informatisé des douanes
05-68	Produit au titre des déclarations informatisées sous tous les régimes douaniers à l'importation
05-69	Redevance sur les scellements douaniers
05-70	Redevance sur le contrôle par scanners
05-71	Redevances sur les moyens de sécurisation des opérations et documents douaniers
05-72	Redevance douanière de 0,4%
05-73	Redevance pour formalités douanières de 2%
05-74	Droit additionnel provisoire au taux de 60% à démanteler de manière linéaire de 12%.

Les lignes ainsi ouvertes ne figureront pas en tant que telles à la nomenclature des comptes du Trésor et seront retracées dans les registres auxiliaires des comptables publics assignataires.

Dans le cadre de l'apurement de certains dossiers contentieux ayant donné lieu à un jugement définitif prévoyant l'acquittement de certains droits et redevances, les lignes 05-72 – 05-73 et 05-74 fonctionneront à titre provisoire et enregistrent certains droits et redevances ayant fait l'objet d'une suppression mais dont le recouvrement continue d'être effectué par les receveurs des douanes.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

Signé : M. K. LAKHDARI
Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Recettes des Douanes

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale des Douanes
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Domaine National
- Inspection des Services Comptables
- Directions Régionales du Trésor
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorier Central.
- Trésorier Principal.
- Trésoreries de Wilaya

MINISTÈRE DES FINANCES
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المحاسبي للميزانيات

INSTRUCTION N° 12 DU 03/04/2013
COMPLÉTANT L'INSTRUCTION
N° 09 DU 26/03/2013

OBJET : Création de lignes au sein du compte d'affectation spéciale n°302.062 " bonification du taux d'intérêt"

REFER : Loi n°12.12 du 26 décembre 2012 portant loi de finances pour 2013 notamment son article 53;
Instruction n° 09 du 26 mars 2013

Les dispositions de l'instruction n° 09 du 23 mars prise en application de l'article 53 de la loi de finances pour 2013, ont précisé les modalités comptables de clôture du compte d'affectation spéciale n°302.132 «Fonds de bonification du taux d'intérêt sur les crédits accordés aux ménages pour l'acquisition, la construction et l'extension d'un logement ainsi qu'aux promoteurs immobiliers dans le cadre des programmes soutenus par l'Etat» et le versement de son solde au compte d'affectation spéciale n°302.062 qui s'intitule désormais «bonification du taux d'intérêts».

Afin de permettre la distinction de ce solde de celui dégagé au 31 décembre 2012 au compte n° 302-062, il est ouvert au sein de ce dernier compte, les lignes suivantes :

Ligne 001 " bonification du taux d'intérêt sur les investissements"

Cette ligne enregistrera le solde dégagé au 31 décembre 2012 en balance de sortie au compte n° 302.062.

Ligne 002 « bonification du taux d'intérêt sur les crédits immobiliers"

Cette ligne abritera le solde dégagé au 31 décembre 2012 au compte n° 302.132.

Dès réalisations de l'opération de transfert décrite ci-dessus, le trésorier principal en informera aussitôt la Direction Générale du Trésor et l'Agent comptable Central du Trésor et leur transmettra à cet effet une situation comptable décrivant les soldes versés à chacune des lignes précitées.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

Signé : M. K. LAKHDARI
*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Trésorerie Principale

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale du Budget
- Direction de la Modernisation et de la Normalisation Comptable
- Directions Régionales du Trésor
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésoreries de Wilaya

MINISTÈRE DES FINANCES
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المحاسبي للميزانيات

=====
N° 13 DU 07/04/2013
ERRATUM A L'INSTRUCTION
N°09 DU 26/03/2013
=====

OBJET : Clôture du compte d'affectation spéciale n°302.132 « Fonds de bonification du taux d'intérêt sur les crédits accordés aux ménages pour l'acquisition, la construction et l'extension d'un logement, ainsi qu'aux promoteurs immobiliers dans le cadre des programmes soutenus par l'Etat ».

AU LIEU DE :

Après l'arrêté définitif des écritures au titre de la gestion 2013.

LIRE :

Après l'arrêté définitif des écritures au titre de la gestion 2012.

Signé : M. K. LAKHDARI

*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Trésorerie Principale.

Pour information :

- Cour des Comptes.
- Inspection Générale des Finances.
- Inspection des Services Comptables.
- Direction Générale du Budget.
- Direction Générale du Trésor.
- Direction de la Modernisation et de la Normalisation Comptable.
- Directions Régionales du Trésor.
- Trésorerie Centrale.
- Trésoreries de Wilaya.

MINISTÈRE DES FINANCES
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المحاسبي للميزانيات

=====
N° 14 DU 09/04/2013
ERRATUM A L'INSTRUCTION
N°07 DU 25/03/2013
=====

OBJET : Détermination des résultats des budgets non réglés et leur affectation au compte permanent de l'avoir et découvert du Trésor (exercice 2010).

Page 2

b) – opérations relatives aux comptes de résultats des budgets non réglés

1- Au titre du déficit définitif des opérations budgétaires :

Au lieu de :

- Débit compte 610.001/01 }
- Crédit compte 600.001 } 424.794. 737. 356,84 DA

LIRE :

- Débit compte 610.001/01 }
- Crédit compte 600.001 } 2.592.170.779.188,13 DA

Signé : M. K. LAKHDARI

*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale du Budget
- Inspection des Services Comptables
- Direction de la Modernisation et de la Normalisation Comptable
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésorerie Principale
- Trésoreries de Wilaya

MINISTÈRE DES FINANCES
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المحاسبي للميزانيات

INSTRUCTION N°15 DU 09/04/2013

OBJET : Modalités de répartition des ressources du fonds de revenu complémentaire (F R C).

REFER : - Ordonnance n° 09-01 du 22 juillet 2009 portant loi de finances complémentaire pour 2009 notamment ses articles 22 et 23.

- Arrêté n°17 du 17 mars 2013 fixant les modalités de répartition des ressources du fonds de revenu complémentaire entre l'administration fiscale et les services appelés à apporter une assistance aux services fiscaux.

En vertu des dispositions de l'article 22 de la loi de finances complémentaire pour 2009, le taux annuel du prélèvement destiné à alimenter le fonds de revenu complémentaire en faveur du personnel de l'administration fiscale est porté à 70%.

En application de l'article 23 de la même loi, le taux de prélèvement des indemnités liées à l'assistance pour l'élargissement de l'assiette de l'impôt et la recherche de la matière imposable est fixé à 30%.

L'arrête n° 17 du 13 mars 2013 a fixé la nouvelle répartition des ressources du fonds de revenu complémentaire entre l'administration fiscale et les services appelés à apporter une assistance aux services fiscaux.

A cet effet, la structure du compte d'affectation spéciale n° 302.078 «Fonds de revenu complémentaire en faveur de l'administration fiscale est réaménagée» comme suit :

Compte n° 302.078

Lignes	Intitulés	Type de répartition
001	Personnel de l'administration fiscale	69,5%
002	Autres services (Ecole Nationale des Impôts)	0,5%
003	Personnels du Trésor	10,44%
004	Personnels des Domaines	9,88%
005	Personnels du Cadastre	2,64%
006	Personnels du Budget	4,73%
007	Personnels de l'Inspection Générale des Finances	0,85%
008	Personnels pris en charge par la D.O.B.I (Secrétariat Général, Cabinet, DGRFE, DGPP, DMP ,DAJTI, DMM, DRH, DSI, DC)	0,96%
009	La cellule du traitement du renseignement Financier	0,03%
10	Office Central de Répression le la corruption	0,02%
11	Office National des statistiques	0,45%
Total du compte 302.078		100%

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction qui prennent effet à compter du 1^{er} semestre 2013.

Signé : M. K. LAKHDARI

*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Trésorerie Centrale.
- Trésorerie Principale.
- Trésoreries de wilaya

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale des Impôts
- Direction Générale du domaine National
- Direction des Opérations Budgétaires et des infrastructures
- Cellule du Traitement du Renseignement Financières
- Office Central de Répression de la Corruption
- Office National des Statistiques
- Direction Générale des Relations Financières Extérieures
- Direction Générale de la Prévision et des Politiques
- Inspection des Services Comptables
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Directions Régionales du Trésor

MINISTÈRE DES FINANCES
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المحاسبي للميزانيات

INSTRUCTION N° 16 DU 11/04/2013

OBJET : Clôture du compte d'affectation spéciale n°302.127 «Fonds national de préparation et d'organisation du festival culturel panafricain 2009»

REFER : Loi n°12.12 du 26 décembre 2012 portant loi de finances pour 2013 notamment son article 56;

I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

En vertu des dispositions de l'article 56 de la loi visée en référence, portant loi de finances pour 2013, le compte d'affectation spéciale n°302.127 «Fonds national de préparation et d'organisation du festival culturel panafricain 2009» est clôturé.

Ces dispositions prévoient également le versement du solde de ce compte au compte de résultats du Trésor.

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités pratiques de comptabilisation des opérations résultant de cette mesure.

II - DISPOSITIONS COMPTABLES

II-1 Rôle du trésorier principal

A la date du 31 décembre 2012, le trésorier principal procédera, au titre de la période complémentaire, au transport dans les écritures de l'agent comptable central du Trésor, du solde créditeur dégagé au compte d'affectation spéciale n°302.127 sus désigné par le biais du compte n°530.002 «compte d'ordre, de centralisation et d'apurement de fin d'année».

II-2 Rôle de l'agent comptable central du Trésor

Lors de l'arrêt définitif des écritures de la gestion 2012, l'agent comptable central du Trésor procédera au versement du solde du compte n°302.127 au compte de résultats du Trésor, dans les conditions réglementaires en vigueur.

Après la date du 31 décembre 2012, le compte d'affectation spéciale n°302.127 ne figurera plus dans la nomenclature des comptes du Trésor.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

Signé : M. K. LAKHDARI
*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Principale

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des services comptables
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Ministère de la Culture (DAM)
- Inspection des Services Comptables
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésoreries de Wilaya

MINISTÈRE DES FINANCES
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المحاسبي للميزانيات

INSTRUCTION N° 17 DU 29/04/2013

OBJET : Gestion comptable et financière des établissements pour enfants assistés.

REFER :- Décret exécutif n°12-04 du 04 janvier 2012 portant le statut-type des établissements pour enfants assistés.

- Instruction n°40 du 11 décembre 2002 relative à la gestion comptable des foyers pour enfants assistés.

Les dispositions du décret exécutif n°12-04 du 04 janvier 2012 visé en référence a modifié la dénomination des foyers pour enfants assistés en établissements pour enfants assistés.

A cet effet, le sous-compte n°49 ouvert au sein du compte 402 001 « Wilaya et Etablissements de wilaya –service financier- », s'intitule désormais «**Etablissements pour Enfants Assistés**».

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

Signé : M. K. LAKHDARI

*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Trésoreries des Wilayas.

Pour information :

- Cour des Comptes.
- Inspection Générale des Finances.
- Inspection des Services Comptables.
- Ministère de la Solidarité Nationale de la Famille et de la Condition de la Femme.
- Direction de la Modernisation et de la Normalisation Comptable.
- Agence Comptable Centrale du Trésor.
- Directions Régionales du Trésor.
- Trésorerie Centrale.
- Trésorerie Principale.

MINISTÈRE DES FINANCES
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المحاسبي للميزانيات

INSTRUCTION N° 18 DU 29/04/2013

OBJET : Gestion comptable et financière des établissements d'éducation et d'enseignement spécialisés pour enfants handicapés.

REFER :- Décret exécutif n°12-05 du 04 janvier 2012 portant le statut-type des établissements d'éducation et d'enseignements spécialisés pour enfants handicapés.

- Instruction n°41 du 11 décembre 2002 relative à la gestion comptable des centres médico-pédagogiques et des centres d'enseignements spécialisés pour l'enfance handicapés.

Les dispositions du décret exécutif n°12-05 du 04 janvier 2012 visé en référence a modifié la dénomination des centres médico-pédagogiques et des centres d'enseignements spécialisés pour l'enfance handicapée en établissements d'éducation et d'enseignements spécialisés pour enfants handicapés.

À cet effet, le sous-compte n°50 ouvert au sein du compte 402 001 « Wilaya et Etablissements de wilaya –service financier- », s'intitule désormais «**Etablissements d'éducation et d'enseignements spécialisés pour enfants handicapés**».

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

Signé : M. K. LAKHDARI

*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Trésoreries des Wilayas.

Pour information :

- Cour des Comptes.
- Inspection Générale des Finances.
- Inspection des Services Comptables.
- Ministère de la Solidarité Nationale de la Famille et de la Condition de la Femme.
- Direction de la Modernisation et de la Normalisation Comptable.
- Agence Comptable Centrale du Trésor.
- Directions Régionales du Trésor.
- Trésorerie Centrale.
- Trésorerie Principale.

MINISTÈRE DES FINANCES
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المحاسبي للميزانيات

INSTRUCTION N°19 DU 30/04/2013

OBJET : Comptabilisation du produit de la taxe sur les pneus neufs importés et du produit de la taxe sur les huiles, lubrifiants et préparations lubrifiantes importés.

REFER : - Loi n°05-16 du 31/12/2005, portant loi de Finances pour 2006, notamment ses articles 60 et 61.
-Loi n° 12-12 du 26/12/2012, portant loi de Finances pour 2013, notamment son article 43.

Les dispositions de l'article 43 de la loi n°12-12 du 26/12/2012, portant Loi de Finances pour 2013 ont modifié la répartition du produit de la taxe sur les pneus neufs importés et du produit de la taxe sur les huiles, lubrifiants et préparation lubrifiantes importés.

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités d'application comptable de la mesure précitée.

I -Produit de la taxe sur les pneus neufs importés :

Le produit de la taxe sur les pneus neufs importés est affecté comme suit :

40% au profit du fonds commun des collectivités locales.

Pour permettre l'imputation comptable des recettes enregistrées dans ce cadre, Il est ouvert dans la nomenclature des comptes du trésor au sein des comptes n°302.020 et 500.019, les lignes ci après :

- **Compte n°302.020** « Fonds de Solidarité des Collectivités Locales » **Ligne n°026** « Produit de la taxe sur les pneus neufs importés ».

- **Compte n°500.019** « Transfert produits de taxes au trésorier principal P/C Fonds Commun des Collectivités Locales » **Ligne 017** « Produit de la taxe sur les pneus neufs importés»

II -Produit de la taxe sur les huiles, lubrifiants et préparations lubrifiantes importés :

50% au profit du fonds commun des collectivités locales.

Ce produit est comptabilisé aux comptes et lignes suivantes :

- **Compte 302.020, ligne 027** « Produit de la taxe sur les huiles, lubrifiants et préparations lubrifiantes importés ».

- **Compte 500.019, ligne 018** «Produit de la taxe sur les huiles, lubrifiants et préparations lubrifiantes importés ».

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

Signé : M. K. LAKHDARI

*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Trésorerie Principale ;
- Trésoreries de Wilaya.

Pour information :

- Cour des Comptes ;
- Inspection Générale des Finances ;
- Inspection des Services Comptables ;
- Direction Générale des Douanes ;
- Direction Générale du Budget ;
- Direction Générale du Trésor ;
- Direction de la Modernisation et de la Normalisation Comptable ;
- Agence Comptable Centrale du Trésor ;
- Directions Régionales du Trésor ;
- Trésorerie Centrale.

MINISTÈRE DES FINANCES
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المحاسبي للميزانيات

**INSTRUCTION N° 20 DU 30/04/2013
MODIFIANT ET COMPLETANT LES
DISPOSITIONS DE L'INSTRUCTION
N° 15 DU 18/06/2002
(MODIFIÉE ET COMPLÉTÉE)**

OBJET : Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-103 intitulé : « Fonds de régulation des recettes ».

REFER :- Loi n° 2000-02 du 27/06/2000 portant loi de finances complémentaire pour 2000, notamment son article 10.

- Décret exécutif n° 02-67 du 06/02/2002 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302-103 intitulé : « Fonds de régulation des recettes », modifié et complété.

- Instruction n° 15 du 18/06/2002.

- Instruction n°44 du 20/12/2006

La présente instruction a pour objet de modifier et de compléter les dispositions de l'instruction n° 15 du 18 juin 2002 fixant les modalités pratiques d'application comptable des textes cités ci-dessus.

I - Dispositions Générales

..... (Sans changement).....

Les opérations imputables sur ce compte sont ordonnancées par le Directeur Général du Trésor, agissant par délégation du Ministre chargé des Finances.

II - Dispositions comptables

1 - Comptabilisation des recettes :

..... (Sans changement).....

2 - Comptabilisation des dépenses :

A) - Au titre du financement du déficit du Trésor :

Le compte n° 302-103 peut supporter les opérations de couverture du déficit du Trésor, sans que le solde du fonds ne puisse être inférieur à 740 milliards de DA.

Cette opération fait l'objet d'un ordonnancement par la Direction Générale du Trésor sur le compte n° 302-103, appuyé d'une décision de prélèvement du Ministre chargé des Finances, conformément à l'article 4 de l'arrêté n°122 du 16/06/2002, dûment visée par le contrôleur financier.

Cet ordonnancement donne lieu à la passation des écritures comptables ci-après :

Au niveau du Trésorier Principal :

- Débit compte n° 302-103 « Fonds de régulation des recettes ».
- Crédit compte n° 500-005 ligne 001 « recettes diverses à transférer aux comptes principaux ».

Au niveau de l'Agent Comptable Central du Trésor :

A la réception du transfert dont il s'agit, l'agent comptable central du Trésor procédera à l'imputation du montant ainsi transféré, au compte de résultats du Trésor, dans les conditions réglementaires habituelles.

B) - Au titre de la réduction de la dette publique :

Le compte n° 302-103 supporte (Sans changement).....jusqu'à..... de la dette publique.

Ces opérations font l'objet d'un ordonnancement trimestriel, à titre de régularisation à partir du compte n° 302-103, par la Direction Générale du Trésor, sur la base d'un état établi par l'agent comptable central du Trésor.

..... (Sans changement).....

III - Dispositions diverses

Pour permettre le suivi du compte n° 302-103, le Trésorier Principal adressera mensuellement à la Direction Générale de la Comptabilité, à la Direction Générale du Trésor et à la Direction Générale du Budget une situation détaillée de ce compte faisant ressortir les recettes enregistrées, les dépenses réglées et le solde disponible.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

Signé : M. K. LAKHDARI

*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor.
- Trésorerie Principale.
- Trésorerie de la Wilaya d'Alger.

Pour information :

- Cour des Comptes.
- Inspection Générale des Finances.
- Inspection des Services Comptables.
- Ministère de la Communication.
- Direction Générale du Budget.
- Direction Générale du Trésor.
- Directions Régionales du Trésor.
- Trésorerie Centrale.
- Trésoreries de Wilaya.

MINISTÈRE DES FINANCES
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المحاسبي للميزانيات

=====
N° 21 DU 02/06/2013
ERRATUM A L'INSTRUCTION
N°10 DU 26/03/2013
=====

OBJET : Clôture du compte d'affectation spéciale n°302.090 « Fonds de promotion de la formation professionnelle continue ».

AU LIEU DE :

Après l'arrêté définitif des écritures au titre de la gestion 2013

LIRE :

Après l'arrêté définitif des écritures au titre de la gestion **2012**

Signé : M. K. LAKHDARI

*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Trésorerie Principale.

Pour information :

- Cour des Comptes.
- Inspection Générale des Finances.
- Inspection des Services Comptables.
- Direction Générale du Budget.
- Direction Générale du Trésor.
- Ministère de la Formation et de l'Enseignement Professionnels (DAM).
- Directions Régionales du Trésor.
- Agence Comptable Centrale du Trésor.
- Trésorerie Centrale.
- Trésoreries de Wilaya.

MINISTÈRE DES FINANCES
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المحاسبي للميزانيات

INSTRUCTION N° 22 DU 06/06/2013

OBJET : Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-138 intitulé : « Fonds de lutte contre le cancer ».

REFER :- Loi n°10-13 du 29/12/2010 portant loi de finances pour 2011, notamment son article 79.

- Loi n°11-16 du 28/12/2011 portant loi de finances pour 2012, notamment ses articles 48, 70, 73 et 74.

- Décret exécutif n°12-343 du 17/09/2012 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302-138 intitulé : « Fonds de lutte contre le cancer ».

I - Dispositions Générales

Les dispositions de la loi visée en référence portant loi de finances pour 2011, notamment son article 79 ont créé le compte d'affectation spéciale n° 302-138 intitulé : « Fonds de lutte contre le cancer ».

Le décret exécutif susvisé pris en application de la loi précitée a fixé les modalités de fonctionnement du compte n° 302-138 sus désigné.

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités pratiques d'application comptable des textes cités ci-dessus.

II - Dispositions comptables

Le compte 302-138 est un compte d'affectation spéciale dont le solde est reporté d'année en année.

Ce compte est ouvert dans la nomenclature des comptes du Trésor au groupe 3, compte général 30, section 2 et figure à la rubrique 09 de la situation statistique décadaire ; il se justifie tant en débit qu'en crédit et fonctionne dans les écritures du Trésorier Principal.

L'ordonnateur principal de ce compte est le Ministre chargé de la Santé.

Ce compte retrace :

En recettes :

- les dotations du budget de l'Etat ;
- la taxe additionnelle sur le droit de circulation des alcools dans la limite du taux fixé par la loi ;
- la quote-part du produit de la taxe additionnelle sur les produits tabagiques ;
- la quote-part du produit de la taxe sur le chiffre d'affaires des opérateurs de téléphonie mobile ;
- la taxe sur le chiffre d'affaires des entreprises de production et d'importation des boissons gazeuses dans la limite du taux fixé par la loi ;
- toutes autres ressources et contributions éventuelles.

En dépenses :

- Les opérations de sensibilisation, de prévention et de dépistage précoce du cancer et son traitement ;
- Un arrêté conjoint du Ministre chargé des Finances et du Ministre chargé de la Santé déterminera la nomenclature des recettes et des dépenses imputables sur ce compte.
- Les modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-138 sont précisées par arrêté conjoint du Ministre chargé des Finances et du Ministre chargé de la Santé.
- Un programme d'action sera établi par l'ordonnateur précisant les objectifs visés ainsi que les échéances de réalisation.
- Les opérations imputables au compte n° 302-138 sont effectuées conformément aux dispositions de la loi n° 90-21 modifiée et complétée relative à la comptabilité publique.

III - Dispositions Diverses

Pour permettre le suivi du compte n° 302-138, le Trésorier Principal adressera mensuellement à la Direction Générale de la Comptabilité, au Ministère de la Santé, à la Direction Générale du Trésor et à la Direction Générale du Budget, une situation détaillée de ce compte faisant ressortir les recettes enregistrées, les dépenses réglées et le solde disponible.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

Signé : M. K. LAKHDARI

*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Trésorerie Principale.

Pour information :

- Cour des Comptes.
- Inspection Générale des Finances.
- Direction Générale du Budget.
- Direction Générale du Trésor.
- Inspection des Services Comptables.
- Direction de la Modernisation et de la Normalisation Comptable.
- Ministère de la Santé.
- Directions Régionales du Trésor.
- Agence Comptable Centrale du Trésor.
- Trésorerie Centrale.
- Trésoreries de wilaya.

MINISTÈRE DES FINANCES
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المحاسبي للميزانيات

INSTRUCTION N° 23 DU 30/06/2013
COMPLETANT L'INSTRUCTION
N° 11 DU 26/03/2013

OBJET : Création de lignes au sein du compte n°201-005 « produits des douanes ».

REFER : Instruction n°11 du 26/03/2013

La nomenclature des lignes budgétaires du compte n° 201.005 « produits des douanes », est complétée par la ligne ci-après :

Ligne 05-62 : produits des amendes et confiscations (part du trésor public)

Le reste des dispositions de l'instruction n°11 du 26/03/2013 demeure sans changement.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

Signé : M. K. LAKHDARI

*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRE

Pour exécution :

- Recettes des Domaines

Pour information:

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale des Douanes
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale des Impôts
- Direction Générale du Domaine National
- Inspection des Services Comptables
- Direction de la Modernisation et de la Normalisation Comptable
- Directions Régionales du Trésor
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorier Central
- Trésorier Principal
- Trésoreries de Wilaya

MINISTÈRE DES FINANCES
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المحاسبي للميزانيات

**INSTRUCTION N° 24 DU 30/07/1013
COMPLETANT LES DISPOSITIONS
DE L'INSTRUCTION N°10 DU 20/08/1995**

OBJET : Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-080 intitulé :

«Fonds national d'aide à la pêche artisanale et à l'aquaculture»

REFER : Ordonnance n°94-03 du 31/12/1994, portant loi de finances pour 1995, notamment son article 144.

- Loi n°11-16 du 28/12/2011, portant loi de finances pour 2012, notamment son article 83.

- Loi n° 12-12 du 26/12/2012, portant loi de finances pour 2013, notamment son article 61.

- Décret exécutif n°13-214 du 09/06/2013 complétant le décret exécutif n°95- 73 du 24/06/1995, fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302-080 intitulé: «Fonds national d'aide à la pêche artisanale et à l'aquaculture».

- Instruction n°10 du 20/08/1995.

En application des dispositions du décret susvisé, le titre 1 de l'instruction n° 10 du 20/08/1995 est complété comme suit:

En recettes :

..... sans changement

En dépenses :

- Les aides à la promotion et au développement de la pêche et de l'aquaculture.

- L'aide financière aux marins pêcheurs pendant l'arrêt biologique, telle que prévue par les dispositions de l'article 83 de la loi n°11-16 du 3 Safar 1433 correspondant au 28 décembre 2011, susvisée, et destinée au soutien et aux contributions du fonds aux actions et opérations collectives et de solidarité aux institutions de protection sociale et de mutualité, au profit des marins pêcheurs.

Le reste des dispositions de l'instruction n°10 du 20/08/1995 demeure sans changement.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

Signé : M. K. LAKHDARI

*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Trésorerie Principale.

Pour information :

- Cour des Comptes.
- Inspection Générale des Finances.
- Direction Générale du Budget.
- Direction Générale du Trésor.
- Inspection des Services Comptables.
- Direction de la Modernisation et de la Normalisation Comptable.
- Ministère de la Pêche et des Ressources Halieutiques.
- Directions Régionales du Trésor.
- Agence Comptable Centrale du Trésor.
- Trésorerie Centrale.
- Trésoreries de Wilaya.

MINISTÈRE DES FINANCES
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المحاسبي للميزانيات

INSTRUCTION N° 25 DU 09/09/2013

OBJET : Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-091 intitulé : « Fonds de promotion de l'apprentissage et de la formation professionnelle continue ».

REFER :- Loi n°97-02 du 31 décembre 1997, modifiée et complétée, portant loi de finances pour 1998, notamment ses articles 86 et 87.

- Loi n°12-12 du 26 décembre 2012 portant loi de finances pour 2013, notamment son article 57.
- Décret exécutif n°13-290 du 1^{er} août 2013 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-091 intitulé : « Fonds de promotion de l'apprentissage et de la formation professionnelle continue ».
- Instruction n° 10 du 26 mars 2013.

I - Dispositions Générales

Les dispositions de l'article 57 de la loi visée en référence portant loi de finances pour 2013, ont prononcé la clôture du compte d'affectation spéciale n°302-090 intitulé : « fonds de promotion de la formation professionnelle » et le regroupement de ses opérations au sein du compte d'affectation spéciale n° 302-091 qui s'intitulera désormais : « Fonds de promotion de l'apprentissage et de la formation professionnelle continue ».

Le décret exécutif n°13-290 du 1^{er} août 2013 susvisé, pris en application de l'article précité, a fixé les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-091 sus-désigné.

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités pratiques d'application comptable des textes cités ci-dessus.

II - Dispositions comptables

Le compte 302-091 est un compte d'affectation spéciale dont le solde est reporté d'année en année.

Ce compte est ouvert dans la nomenclature des comptes du Trésor au groupe 3, compte général 30, section 2 et figure à la rubrique 09 de la situation statistique décadaire ; il se justifie tant en débit qu'en crédit et fonctionne dans les écritures du Trésorier Principal.

L'ordonnateur principal de ce compte est le Ministre chargé de la formation et de l'enseignement professionnels.

Ce compte retrace :

En recettes :

- les contributions éventuelles de l'Etat et/ou des collectivités territoriales ;
- les produits des taxes d'apprentissage ;
- les produits des taxes de la formation professionnelle continue ;
- les apports obtenus des autres fonds ;
- les dons et legs.

En dépenses :

- Les contributions ou subventions destinées à la prise en charge des actions de promotion de la formation par apprentissage ;
- Les contributions ou subventions destinées à la prise en charge des actions de promotion de la formation professionnelle continue ;
- Les frais de gestion liés à la mise en œuvre des programmes de formation par apprentissage ;
- Les frais de gestion liés à la mise en œuvre des programmes de formation professionnelle continue.
- Un arrêté conjoint du Ministre chargé des Finances et du Ministre chargé de la formation et de l'enseignement professionnels déterminera la nomenclature des recettes et des dépenses imputables sur ce compte.
- Les modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n°302-091 sont précisées par arrêté conjoint du Ministre chargé des Finances et du Ministre chargé de la formation et de l'enseignement professionnels.
- Un programme d'action sera établi par l'ordonnateur précisant les objectifs visés ainsi que les échéances de réalisation.
- Les opérations imputables au compte n° 302-091 sont effectuées conformément aux dispositions de la loi n° 90-21 modifiée et complétée relative à la comptabilité publique.

III - Dispositions Diverses

Pour permettre le suivi du compte n° 302-091, le Trésorier Principal adressera mensuellement à la Direction Générale de la Comptabilité, au Ministère de la formation et de l'enseignement professionnels, à la Direction Générale du Trésor et à la Direction Générale du Budget, une situation détaillée de ce compte faisant ressortir les recettes enregistrées, les dépenses réglées et le solde disponible.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

Signé : M. K. LAKHDARI

*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Trésorerie Principale.

Pour information :

- Cour des Comptes.
- Inspection Générale des Finances.
- Direction Générale du Budget.
- Direction Générale du Trésor.
- Inspection des Services Comptables.
- Direction de la Modernisation et de la Normalisation Comptable.
- Ministère de la formation et de l'enseignement professionnels (DAM).
- Directions Régionales du Trésor.
- Agence Comptable Centrale du Trésor.
- Trésorerie Centrale.
- Trésoreries de wilaya.

MINISTÈRE DES FINANCES
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المحاسبي للميزانيات

INSTRUCTION N° 26 DU 18/09/2013

OBJET : Nomenclature du compte n°201-006 « produits et revenus des domaines ».

REFER : Envoi n°4673 du 12/05/2013 de la Direction Générale du Domaine National.

La présente instruction a pour objet d'actualiser la nomenclature du compte 201-006 intitulé « Produits et revenus des domaines », dont la structure se présente désormais comme suit :

LIGNES	INTITULE
06-10	Produits des mines
06-11	Produits de l'exploitation des carrières
06-20	Produits des coupes de bois
06-21	Produits des droits de chasse dans les forêts domaniales
06-22	Autres produits des forêts
06-23	Produits divers et imprévus
06-30	Revenus du domaine public
06-31	Autres revenus de toute nature
06-32	Concessions de logements
06-33	Aliénations d'objets mobiliers
06-34	Aliénations d'immeubles
06-35	Successions en déshérence
06-36	Epaves et bien vacants : somme et valeurs acquises à l'Etat par prescription
06-37	Indemnités d'affectations d'immeubles domaniaux
06-38	Produits de la cession de biens immobiliers et fonds de commerce (loi n°81-01 du 07/02/1981)
06-39	Taxes de publicité foncière
06-40	Redevances pour délivrance des renseignements et documents fonciers
06-41	Redevance pour concessions du droit de jouissance des terres agricoles
06-42	Redevances d'expertises mobilières et immobilières
06-43	Rémunérations des actes administratifs
06-44	Frais de régis
06-58	Produit de la cession par l'Etat des biens, meubles et immeubles détenus en jouissance par les EPE et les EPIC
06-64	Produit de la redevance due au titre de la licence ou de l'autorisation délivrée dans le cadre des régimes d'exploitation des télécommunications
06-65	Droit de concession pour l'exploitation de toutes les lignes de transport aérien
06-66	Droit de concession pour l'exploitation du transport maritime
06-67	Produit de la cession des biens immobiliers appartenant à l'Etat mis en exploitation avant le 1 ^{er} janvier 2004
06-68	Redevance au titre du droit de concession des terres agricoles du domaine privé de l'Etat
06-69	Produit de la concession par l'Etat des biens, meubles et immeubles détenus en jouissance par les EPE et les EPIC.
06-70	Produit de la concession des terrains domaniaux au profit des investisseurs.

Les lignes ainsi ouvertes ne figureront pas en tant que telles à la nomenclature des comptes du Trésor et seront retracées dans les registres auxiliaires des comptables publics assignataires.

Par ailleurs, les lignes 06-41 et 06-58, leur objet n'existe plus, mais elles fonctionneront à titre provisoire et sont maintenues dans la présente nomenclature à l'effet d'enregistrer les opérations anciennes non encore apurées dont le recouvrement continue d'être effectué par les receveurs des domaines.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

Signé : M. K. LAKHDARI

*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRE

Pour exécution :

- Recettes des Domaines

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction Générale du Domaine National
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale des Impôts
- Direction de la Modernisation et de la Normalisation Comptable
- Directions Régionales du Trésor
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorier Central
- Trésorier Principal
- Trésoreries de Wilaya

MINISTÈRE DES FINANCES
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المحاسبي للميزانيات

INSTRUCTION N° 27 DU 18/09/2013

OBJET : Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-117 intitulé : « Fonds national de soutien au micro -crédit ».

REFER : - Ordonnance n° 05-05 du 25/07/2005 portant loi de finances complémentaire pour 2005, notamment son article 24.

- Ordonnance n° 08-02 du 24/07/2008 portant loi de finances complémentaire pour 2008, notamment son article 53.

- Loi n°11-16 du 28/12/2011 portant loi de finances pour 2012, notamment son article 86.

- Loi n°12-12 du 26/12/2012 portant loi de finances pour 2013, notamment son article 60.

- Décret exécutif n°04-14 du 22/01/ 2004 modifié portant création et fixant le statut de l'agence nationale de gestion du micro -crédit ».

- Décret exécutif n°13-175 du 29/04/ 2013 modifiant et complétant le décret exécutif n°05-414 du 25/10/2005 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302-117 « fonds national de soutien au micro -crédit ».

- Instruction n°45 du 04/12/2005.

I - Dispositions Générales

Les articles 53 de l'ordonnance n°08-02 du 24/07/2008, 86 de la loi n°11-16 du 28/12/2011 et 60 de la loi n° 12-12 du 26/12/2012 susvisées ont modifié et complété les dispositions de l'article 24 de l'ordonnance n° 05-05 du 25/07/2005 portant loi de finances complémentaire pour 2005, qui ont créé le compte d'affectation spéciale n°302-117 intitulé : « Fonds national de soutien au micro -crédit ».

En application des dispositions des articles précités, le décret exécutif n°13-175 du 29/04/2013 susvisé, a modifié et complété les dispositions du décret exécutif n°05-414 du 25/10/2005 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302-117 sus désigné.

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités pratiques d'application comptable des textes cités ci-dessus.

II - Dispositions comptables

Le compte 302-117 est un compte d'affectation spécial dont le solde est reporté d'année en année.

Ce compte est ouvert dans la nomenclature des comptes du Trésor au groupe 3, compte général 30, section 2 et figure à la rubrique 09 de la situation statistique décadaire ; il se justifie tant en débit qu'en crédit et fonctionne dans les écritures du trésorier principal.

L'ordonnateur principal de ce compte est le Ministre chargé de la Solidarité Nationale.

La gestion de ce compte est confiée à l'Agence Nationale de Gestion du micro crédit (ANGEM).

Ce compte retrace :

En recettes :

- Les dotations du budget de l'Etat ;
- Le produit des taxes spécifiques instituées par les lois de finances ;
- Le solde du compte de dépôt du Trésor public ouvert à l'indicatif de l'Agence Nationale de Gestion du micro-crédit en application de l'article 28 du décret exécutif n°04-14 du 22/01/2004 susvisé ;
- Le produit des remboursements de prêts non rémunérés consentis aux citoyens éligibles aux microcrédits ;
- Toutes autres ressources ou contributions.

En dépenses :

- L'octroi de prêts non rémunérés, consentis aux citoyens éligibles au micro-crédit, au titre de la création d'activités par l'acquisition de petits matériels et matières premières de démarrage pour les projets dont le coût ne saurait dépasser un million (1.000.000) de dinars, destinés à compléter le niveau des apports personnels requis pour être éligible au crédit bancaire ;

- L'octroi de prêts non rémunérés, au titre de l'achat de matières premières dont le coût ne saurait dépasser cent mille (100.000) dinars, ce coût peut atteindre deux cent cinquante mille (250.000 DA) dinars, au niveau des wilayas d'Adrar, Béchar, Tindouf, Biskra, El Oued, Ouargla, Ghardaïa, Laghouat, Illizi et Tamanrasset, le financement des projets d'achats de matières premières, dans les wilayas du sud, citées au tiret ci-dessus, se fera sur une période de trois années (2012, 2013 et 2014) ;

- La bonification des taux d'intérêts des crédits bancaires obtenus par les citoyens éligibles au dispositif du micro-crédit ;

- Les frais de gestion liés à la mise en œuvre des programmes et actions susvisés, notamment ceux liés au fonctionnement de l'Agence Nationale de Gestion du micro-crédit (ANGEM).

- Le niveau de ces frais de gestion est fixé, à partir du 1^{er} Janvier 2008, par l'Agence Nationale du micro-crédit (ANGEM).

- Un arrêté conjoint du Ministre chargé des finances et du Ministre chargé de la Solidarité Nationale déterminera la nomenclature des recettes et des dépenses imputables sur ce compte.

- Les modalités du suivi et de l'évaluation du compte d'affectation spéciale n°302-117 seront précisées par un arrêté du Ministre chargé des Finances et du Ministre chargé de la Solidarité Nationale.

- Un programme d'action sera établi par l'ordonnateur précisant les objectifs visés ainsi que les échéances de réalisation.

- Les opérations imputables au compte n°302-117 sont effectuées conformément aux dispositions de la loi n°90-21 du 15/08/1990 modifiée et complétée, relative à la comptabilité publique.

III - Dispositions Diverses

Pour permettre le suivi du compte 302.117 le trésorier principal adressera mensuellement à la Direction Générale de la Comptabilité, au Ministère de la Solidarité Nationale, à la Direction Générale du Trésor et à la Direction Générale du Budget une situation détaillée de ce compte faisant ressortir les recettes enregistrées, les dépenses réglées et le solde disponible.

Les dispositions de la présente instruction annulent et remplacent les dispositions de l'instruction n°45 du 04/12/2005.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

Signé : M. K. LAKHDARI

*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Trésorerie Principale.

Pour information :

- Cour des Comptes.
- Inspection Générale des Finances.
- Direction Générale du Budget.
- Direction Générale du Trésor.
- Inspection des Services Comptables.
- Direction de la Modernisation et de la Normalisation Comptable.
- Ministère de la Solidarité Nationale.
- Directions Régionales du Trésor.
- Agence Comptable Centrale du Trésor.
- Trésorerie Centrale.
- Trésoreries de Wilaya.

MINISTÈRE DES FINANCES
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المحاسبي للميزانيات

INSTRUCTION N° 28 DU 26/09/2013

OBJET : Gestion comptable et financière de l'Ecole Nationale des Douanes ;

Création du sous-compte n°128 au sein du compte 402 003 « Etablissements publics nationaux -service financier- ».

REFER :- Décret exécutif n°12-202 du 06 mai 2012 portant création, organisation et fonctionnement de l'Ecole Nationale des Douanes.

- Arrêté n°101 du 25/09/2013 portant désignation de Monsieur le Trésorier de la Wilaya d'Oran en qualité d'agent comptable auprès de l'Ecole Nationale des Douanes.

I – DISPOSITIONS GENERALES

Le décret exécutif n°12-202 du 06 mai 2012 visé en référence, a créé l'Ecole Nationale des Douanes.

Cette Ecole est un établissement public à caractère administratif doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Par arrêté n°101 du 25/09/2013 le Trésorier de la Wilaya d'Oran a été désigné en qualité d'agent comptable auprès de ladite école.

II – DISPOSITIONS COMPTABLES

Pour permettre la comptabilisation des opérations financières de l'école précitée, il est créé dans la nomenclature des comptes du Trésor, au sein du compte **402 003** « Etablissements publics nationaux –service financier- » le sous-compte **n°128** intitulé «**Ecole Nationale des Douanes**».

Ce sous-compte est subdivisé en deux lignes :

- **1281** : Exercice courant,
- **1283** : OHB.

Le sous-compte **128** enregistre :

En recettes :

- les subventions allouées par l'Etat ;
- les dons et legs ;
- les recettes diverses liées à l'activité de l'école ;
- les subventions des organismes internationaux.

En dépenses :

- les dépenses de fonctionnement ;
- les dépenses d'équipement ;

Je vous demande de bien vouloir veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

Signé : M. K. LAKHDARI

*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Trésorerie de la Wilaya d'Oran.

Pour information :

- Cour des Comptes.
- Inspection Générale des Finances.
- Direction Générale des Douanes.
- Ecole Nationale des Douanes.
- Inspection des Services Comptables.
- Direction de la Modernisation et de la Normalisation Comptable.
- Agence Comptable Centrale du Trésor.
- Directions Régionales du Trésor.
- Trésorerie Centrale.
- Trésorerie Principale.
- Trésoreries de Wilayas.

MINISTÈRE DES FINANCES
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المحاسبي للميزانيات

INSTRUCTION N° 29 DU 26/09/2013

OBJET : Réaménagement de la structure du compte d'affectation spéciale n° 302-069 intitulé :
« Fonds spécial de solidarité nationale ».

REFER :- Décret législatif n°93-01 du 19 janvier 1993 portant loi de finances pour 1993, notamment son article 136.

- Loi n°03-22 du 28 décembre 2003 portant loi de finances pour 2004, notamment son article 61.
- Loi n°04-21 du 29 décembre 2004 portant loi de finances pour 2005, notamment son article 79.
- Loi n°09-09 du 30 décembre 2009 portant loi de finances pour 2010, notamment son article 43.
- Loi n°11-16 du 28 décembre 2011 portant loi de finances pour 2012, notamment son article 87.
- Décret présidentiel n°06-94 du 28 février 2006 relatif à l'aide de l'Etat aux familles démunies éprouvées par l'implication d'un de leurs proches dans le terrorisme, notamment son article 31.
- Décret présidentiel n°06-124 du 27 mars 2006 fixant les modalités de réintégration et d'indemnisation des personnes ayant fait l'objet de mesures administratives de licenciement pour des faits liés à la tragédie nationale, notamment son article 17.
- Décret exécutif n° 03-230 du 22 juin 2003 modifiant et complétant le décret exécutif n° 94-310 du 08 octobre 1994 relatif aux modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302-069 intitulé « fonds spécial de solidarité nationale ».
- Décret exécutif n° 04-230 du 04 août 2004 modifiant et complétant le décret exécutif n°94-310 du 08 octobre 1994, modifié et complété, fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302-069 intitulé « fonds spécial de solidarité nationale ».
- Décret exécutif n° 05-133 du 24 avril 2005 modifiant et complétant le décret exécutif n°94-310 du 08 octobre 1994, modifié et complété, relatif aux modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302-069 intitulé « fonds spécial de solidarité nationale ».
- Instruction n°16 du 17 octobre 1995.

Les dispositions des textes visés en référence ont créé et fixé le fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302-069 intitulé : « Fonds spécial de solidarité nationale ».

L'article 43 de la loi 09-09 du 30 décembre 2009 susvisée a prévu l'affectation au compte n°302-069 la quote-part de 1 DA par paquet, bourse ou boîte de cigarettes, de la taxe additionnelle sur les produits tabagiques.

Les dispositions de l'article 87 de la loi n°11-16 du 28 décembre 2011 susvisée ont prévu la prise en charge sur le compte n°302-069 des frais de transport des dépouilles avec un seul accompagnateur de et vers les régions éloignées de l'intérieur du pays.

A cet effet, la structure du compte d'affectation spéciale n°302-069 est réaménagée comme suit :

Le compte n° 302-069 retrace :

En recettes :

Ligne 001 :

- 50 % du produit du droit de timbre gradué sur les attestations d'assurances automobiles ; (Décret exécutif n°03-230 du 22/06/2003)
- 800 DA des montants des droits des timbres pour les passeports ; (Décret exécutif n°03-230 du 22/06/2003)
- Le produit des taxes de solidarité instituées par les lois de finances ; (Décret exécutif n°03-230 du 22/06/2003)
- Les contributions volontaires de toutes personnes physiques ou morales ; (Décret exécutif n°03-230 du 22/06/2003)
- Le produit des recettes provenant de la révision des opérations de cession de biens immeubles publics effectuées en dépassement des normes admissibles ; (Décret exécutif n°03-230 du 22/06/2003)
- 1 DA par paquet, bourse ou boîte de cigarettes, de la taxe additionnelle sur les produits tabagiques. (Article 43, loi de finances 2010)

Ligne 002 :

Dotations au titre de l'aide octroyée par l'Etat aux familles démunies éprouvées par l'implication d'un de leurs proches dans le terrorisme. (Décret présidentiel n°06-94 du 28/02/2006, article 31).

Ligne 003 :

Dotations au titre des indemnisations des personnes ayant fait l'objet de mesures administratives de licenciement pour des faits liés à la tragédie nationale. (Décret présidentiel n°06-124 du 27/03/2006, article 17)

En dépenses :

Ligne 001 :

- L'aide financière de l'Etat au titre de la solidarité nationale ; (Article 61, loi de finances 2004 / Décret exécutif n°04-230 du 04/08/2004)
- L'aide de l'Etat à travers les associations de bienfaisance et sociales ; (Article 79, loi de finances 2005 / Décret exécutif n°05-133 du 24/04/2005)
- Le transport des dépouilles avec un seul accompagnateur de et vers les régions éloignées de l'intérieur du pays. (Article 87, loi de finances 2012)

Ligne 002 :

- Aides de l'Etat aux familles démunies éprouvées par l'implication d'un de leurs proches dans le terrorisme. (Décret présidentiel n°06-94 du 28/02/2006, article 31)

Ligne 003 :

- Indemnisations des personnes ayant fait l'objet de mesures administratives de licenciement pour des faits liés à la tragédie nationale. (Décret présidentiel n°06-124 du 27/03/2006, article 17)

Par ailleurs, les lignes n°004 « dotations au titre de l'aide octroyée par l'Etat aux familles démunies éprouvées par l'implication d'un de leurs proches dans le terrorisme » et n°005 « dotations au titre des indemnisations des personnes ayant fait l'objet de mesures administratives de licenciement pour des faits liés à la tragédie nationale » du compte n°322-069 intitulé : « dépenses à transférer au trésorier principal P/C fonds spécial de solidarité nationale » sont supprimées.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

Signé : M. K. LAKHDARI

*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Trésorerie Principale.
- Trésoreries de wilaya.

Pour information :

- Cour des Comptes.
- Inspection Générale des Finances.
- Direction Générale du Budget.
- Direction Générale des Impôts.
- Direction Générale du Trésor.
- Inspection des Services Comptables.
- Direction de la Modernisation et de la Normalisation Comptable.
- Ministère de la Solidarité Nationale.
- Directions Régionales du Trésor.
- Agence Comptable Centrale du Trésor.
- Trésorerie Centrale.

MINISTÈRE DES FINANCES
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المحاسبي للميزانيات

INSTRUCTION N° 30 DU 20/11/2013

OBJET : Gestion comptable de l'université de Blida 2.

- Création du sous-compte n° 70 au sein du compte 402 001 « Wilaya et Etablissements de wilaya –service financier- ».

REFER :- Décret exécutif n°13-162 du 15 avril 2013 portant création de l'université de Blida 2.

- Décret exécutif n°03-279 du 23 août 2003, modifié et complété, fixant les missions et les règles particulières d'organisation et de fonctionnement de l'université.

- Arrêté n°105 du 04/11/2013 portant désignation du Trésorier de la wilaya de Blida en qualité d'agent comptable auprès de l'université de Blida 2.

I – DISPOSITIONS GENERALES

Le décret exécutif n°13-162 du 15 avril 2013 visé en référence a créé l'université de Blida 2.

L'université de Blida 2 est un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Par arrêté n°105 du 04/11/2013, le Trésorier de la wilaya de Blida a été désigné en qualité d'agent comptable auprès de l'établissement sus-cité.

II – DISPOSITIONS COMPTABLES

Pour permettre la comptabilisation des opérations financières de l'école précitée, il est créé dans la nomenclature des comptes du Trésor, au sein du compte 402 001 « Wilaya et Etablissements de wilaya –service financier- » le sous-compte 70 intitulé « **Université de Blida 2**».

Ce sous-compte est subdivisé en deux lignes :

- 701 : Exercice courant,
- 703 : OHB.

Le sous-compte 70 enregistre :

En recettes :

- Les subventions allouées par l'Etat, les collectivités locales et par les établissements ou organismes publics ;
- Les contributions au financement de l'université par des personnes morales ou physiques ;
- Les subventions des organisations internationales ;
- Les emprunts, dons et legs ;
- Les dotations exceptionnelles ;
- Les recettes diverses provenant des activités liées à l'objectif de l'université.

En dépenses :

- Les dépenses de fonctionnement du rectorat et des services communs;
- Les dépenses de fonctionnement propres aux facultés, aux instituts et, s'il y a lieu, aux annexes
- Les dépenses d'équipement ;
- Toutes autres dépenses nécessaires à la réalisation des objectifs de l'université.

Je vous demande de bien vouloir veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

Signé : M. K. LAKHDARI

*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES*Pour exécution :*

- Trésorerie de la Wilaya de Blida.

Pour information :

- Cour des Comptes.
- Inspection Générale des Finances.
- Inspection des Services Comptables.
- Agence Comptable Centrale du Trésor.
- Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique.
- Université de Blida 2.
- Direction de la Modernisation et de la Normalisation Comptable.
- Directions Régionales du Trésor.
- Trésorerie Centrale.
- Trésorerie Principale
- Trésoreries de Wilaya.

MINISTÈRE DES FINANCES
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المحاسبي للميزانيات

INSTRUCTION N° 31 DU 21/11/2013

OBJET : Coopération financière Algéro-Belge.

- ouverture de lignes au sein des comptes n°335-025 et n°432-103.

REFER : Accord de prêt signé le 29 décembre 2003.

- Accord de prêt signé le 26 juin 2005.

- Accord de prêt signé le 09 juillet 2006.

A l'effet de permettre la comptabilisation dans les écritures de l'Agence Comptable Centrale du Trésor, des opérations découlant des accords de prêts intervenus entre le Gouvernement Algérien et le Gouvernement du Royaume de Belgique, il est ouvert dans la nomenclature des comptes du Trésor au sein des comptes n°335-025 et 432-103 « Prêts du Royaume de Belgique » les lignes suivantes :

- Ligne n°006 : « Accord du 29 décembre 2003 ».
- Ligne n°007 : « Accord du 26 juin 2005 ».
- Ligne n°008 : « Accord du 09 juillet 2006 ».

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

Signé : M. K. LAKHDARI

*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor.

Pour information :

- Cour des Comptes.
- Inspection Générale des Finances.
- Direction Générale du Trésor.
- Direction Générale du Budget.
- Inspection des Services Comptables.
- Direction de la Modernisation et de la Normalisation Comptable.
- Directions Régionales du Trésor.
- Trésorerie Centrale.
- Trésorerie Principale.
- Trésoreries de Wilaya.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
République Algérienne Démocratique et Populaire

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET
DE L'EXECUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم والتنفيذ
المحاسبي للميزانيات

مجموعة
المناشير
والتعليمات

2013

MINISTÈRE DES FINANCES
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المحاسبي للميزانيات

مجموعة المناشير والتعليمات

2013

الفهرس

الرقم	التاريخ	الموضوع	الصفحة
المنشائر			
01	2013/02/05	دفع منح ذوي حقوق المجاهدين و الشهداء.	9
02	2013/02/06	رفع قيمة المنح الممنوحة بعنوان حرب التحرير الوطن.	11
03	2013/03/11	ترميز الأمرين بالصرف لميزانية الدولة.	17
04	2013/04/03	رفع قيمة المنح العسكرية.	18
05	2013/04/30	إيداع كفالة لدى الخزينة من طرف وسطاء التأمين.	25
06	2013/05/28	رفع قيمة المنح الممنوحة بعنوان حرب التحرير الوطني.	27
07	2013/06/03	القانون رقم 07.99 المؤرخ في 05 افريل 1999 المتعلق بالمجاهد والشهيد، لاسيما المادتان 24 و 25 منه.	28
08	2013/10/22	ترميز المراكز المحاسبية.	30
09	2013/12/03	ترميز المراكز المحاسبية.	32
10	2013/12/30	مركزة العمليات المحاسبية.	34
التعليقات			
01	2013/01/15	سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.109 صندوق مكافحة التصحر و تنمية الاقتصاد الرعوي و السهوب.	39
001	2013/01/15	كيفية التزام وتنفيذ النفقات المرتبطة بسير الانتخابات المحلية (المجلس الشعبي البلدي / المجلس الشعبي الولائي) ليوم 29 نوفمبر 2012.	41
02	2013/01/15	سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.126 «الصندوق الخاص لدعم مربي المواشي و صغار المستغلين الفلاحين».	43
03	2013/02/17	سير حساب التخصيص الخاص رقم 302-100 « الصندوق الوطني للطرق ».	45
04	2013/02/27	تسيير برنامج إنجاز لأسواق الجوارية من طرف الولاة لفائدة الشباب.	47
05	2013/03/06	سير حساب التخصيص الخاص رقم 302-014 المعنون: « صندوق تنمية الفن السينمائي و تقنياته و صناعته ».	49
06	2013/03/11	سير حساب التخصيص الخاص رقم 302-093 المعنون: « صندوق دعم هيئات الصحافة المكتوبة و السمعية البصرية و الإلكترونية و نشاطات تكوين و تحسين مستوى الصحفيين و المتدخلين في مهن الإتصال ».	52
07	2013/03/25	تحديد نتائج الميزانيات التي لم تتم تسويتها وتخصيصها للحساب الدائم لمتاح ومكشوف الخزينة (سنة 2010).	53
08	2013/03/26	سير حساب التخصيص الخاص رقم 302-079 المعنون: «الصندوق الوطني للمياه».	56

الفهرس (تابع)

59	إقفال حساب التخصيص الخاص رقم 302-132 صندوق تخصيص نسب الفوائد على القروض الممنوحة للعائلات لاقتناء و بناء و توسيع السكن و كذا المرقيين العقارين في إطار البرامج المدعمة من طرف الدولة.	2013/03/26	09
60	إقفال حساب التخصيص الخاص رقم 302.090 "صندوق ترقية التكوين المهني المتواصل".	2013/03/26	10
61	مدونة الحساب رقم 201.005 « نواتج الجمارك».	2013/03/26	11
63	إحداث سطرين ضمن حساب التخصيص الخاص رقم 302.062 «تخفيض نسب الفوائد».	2013/04/03	12
65	إقفال حساب التخصيص الخاص رقم 302-132 المعنون: «صندوق تخصيص نسب الفوائد على القروض الممنوحة للعائلات لاقتناء و توسيع السكن وكذا المرقيين العقارين في إطار البرامج المدعمة من طرف الدولة»	2013/04/07	13
66	تحديد نتائج الميزانيات التي لم تتم تسويتها و تخصيصها للحساب الدائم لمتاح و مكشوف الخزينة (سنة 2010).	2013/04/09	14
67	كيفية توزيع موارد صندوق المداخيل الإضافية.	2013/04/09	15
69	إقفال حساب التخصيص الخاص رقم 302.127 «الصندوق الوطني لتحضير وتنظيم المهرجان الثقافي الإفريقي 2009» .	2013/04/11	16
71	التسيير المحاسبي لدور الأطفال المسعفين.	2013/04/29	17
72	التسيير المحاسبي لمؤسسات التربية و التعليم المتخصصة للأطفال المعوقين.	2013/04/29	18
73	تقييد ناتج الرسم على الأطر المطاطية الجديدة المستوردة و ناتج الرسم على الزيوت و الشحوم و تحضير الشحوم المستوردة.	2013/04/30	19
75	سير حساب التخصيص الخاص رقم 302-103 المعنون: « صندوق ضبط الإيرادات».	2013/04/30	20
77	إقفال حساب التخصيص الخاص رقم 302-090 المعنون: « صندوق ترقية التكوين المهني المتواصل».	2013/06/02	21
78	سير حساب التخصيص الخاص رقم 302-138 المعنون: « صندوق مكافحة السرطان».	2013/06/06	22
80	إحداث سطور ضمن الحساب رقم 201.005 « نواتج الجمارك».	2013/06/30	23
81	سير حساب التخصيص الخاص رقم 302-080 المعنون: «الصندوق الوطني لإعانة الصيد البحري الحرقي و تربية المائيات».	2013/07/30	24
83	سير حساب التخصيص الخاص رقم 302-091 المعنون: " صندوق ترقية التمهين والتكوين المهني المتواصل".	2013/09/09	25
85	مدونة الحساب رقم 201-006 «نواتج و مداخيل أملاك الدولة».	2013/09/18	26

الفهرس (تابع)

87	سير حساب التخصيص الخاص رقم 117-302 المعنون: «الصندوق الوطني لدعم القرض المصغر».	2013/09/18	27
90	التسيير المحاسبي والمالي للمدرسة الوطنية للجمارك. إنشاء حساب فرعي رقم 128 ضمن الحساب رقم 402003 مؤسسات عمومية وطنية المصالح المالية	2013/09/26	28
92	إعادة ترتيب بنية حساب التخصيص الخاص رقم 069-302 المعنون: "الصندوق الخاص بالتضامن الوطني".	2013/09/26	29
95	التسيير المحاسبي لجامعة البليدة 2. إنشاء حساب فرعي رقم 70 ضمن الحساب رقم 402001 الولايات ومؤسسات الولايات المصالح المالية	2013/11/20	30
97	التعاون المالي الجزائري-البلجيكي. فتح أسطر ضمن الحسابين رقم 025-335 ورقم 432-103	2013/11/21	31

المناشير

منشور رقم 01 مؤرخ في 2013/02/05

الموضوع : دفع منح ذوي حقوق المجاهدين و الشهداء.

المرجع : القانون رقم 99-07 المؤرخ في 05 أفريل 1999، المتعلق بالمجاهد و الشهيد، لاسيما المادتان 24 و 25 منه.

- الإرسال رقم 04/م م المؤرخ في 03 جانفي 2013 لوزارة المجاهدين.

في إطار تنفيذ أحكام المادتين 24 و 25 من القانون رقم 99-07 المؤرخ في 05 أفريل 1999، المتعلق بالمجاهد و الشهيد، يهدف هذا المنشور إلى توضيح وثائق المراقبة المطالب بها لتسديد المنح المعنية بهاتين المادتين.

المادة 24 : "أبناء قصر و بنات غير متزوجات بدون دخل".

• بالنسبة للقصر :

- شهادة الميلاد.

• بالنسبة للبنات :

- شهادة العزوبية أو عدم تكرار الزواج،

- شهادة عدم الانتساب للصدوق الوطني للضمان الاجتماعي للعمال الأجراء CNAS أو شهادة انتساب للصدوق الوطني للضمان الاجتماعي للعمال الأجراء CNAS المتضمنة عبارة هيئة مصرحة " مجاهدين "،

- شهادة عدم الانتساب للصدوق الوطني للضمان الاجتماعي للعمال الغير أجراء CASNOS،

- شهادة عدم الاستفادة من معاش التقاعد CNR،

- شهادة عدم الاستفادة من معاش التقاعد للصدوق الوطني للضمان الاجتماعي للعمال الغير أجراء CASNOS،

- شهادة عدم الخضوع للضريبة.

المادة 25: " بنات شهيد عازبات أو مطلقات أو أرامل و كذا أبناء شهيد ذكور بدون عمل أو دخل "

• بالنسبة للبنات :

- شهادة العزوبية أو عدم تكرار الزواج.

• بالنسبة للذكور:

- شهادة عدم الانتساب للصدوق الوطني للضمان الاجتماعي للعمال الأجراء CNAS أو شهادة انتساب للصدوق الوطني للضمان الاجتماعي للعمال الأجراء المتضمنة عبارة هيئة مصرحة (مجاهدين)،

- شهادة عدم الانتساب للصدوق الوطني للضمان الاجتماعي للعمال الغير أجراء CASNOS،

- شهادة عدم الاستفادة من معاش التقاعد CNR،

- شهادة عدم الاستفادة من معاش التقاعد CASNOS،

- شهادة عدم الخضوع للضريبة.

علاوة على ذلك، تجدر الإشارة إلى أن مصالح وزارة المجاهدين تتكفل بالمستفيدين من المنح المنصوص عليها في المادتين 24 و 25 السابقتين ابتداء من السنة المالية 2012.

للمنتسبين الحاصلين على الشهادة الصادرة عن الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي للعمال الأجراء CNAS و المتضمنة عبارة "مجاهدين"، الحق في الاستفادة من المنح المذكورة أعلاه.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذا المنشور.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات
إمضاء : السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ:

- الخزينة الرئيسية

- خزائن الولايات

للإعلام:

- مجلس المحاسبة

- المفتشية العامة للمالية

- مفتشية المصالح المحاسبية

- مديرية المنح بوزارة المجاهدين

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة

- المديرية الجهوية للخزينة

- الخزينة المركزية

منشور رقم 02 مؤرخ في 2013/02/06

الموضوع : رفع قيمة المنح الممنوحة بعنوان حرب التحرير الوطني

المرجع : القانون رقم 99-07 المؤرخ في 05 أفريل 1999، المتعلق بالمجاهد و الشهيد.

- المرسوم التنفيذي رقم 12-440 المؤرخ في 26 ديسمبر 2012، يعدل و يتم للمرسوم التنفيذي رقم 08-155 المؤرخ في 26 ماي 2008، المعدل و المتمم، المتضمن رفع قيمة منح المجاهدين وذوي حقوق الشهداء و المجاهدين و الضحايا المدنيين و ضحايا الألغام المتفجرة و ذوي حقوق هؤلاء الضحايا.

- منشور رقم 05 المؤرخ في 15 جويلية 2008.

أعدت أحكام المرسوم التنفيذي المشار إليه في المرجع تقييم منح المجاهدين و ذوي حقوق الشهداء و المجاهدين و الضحايا المدنيين و ضحايا الألغام المتفجرة و كذا ذوي حقوقهم.

تحدد المبالغ الشهرية لهذه المنح و كذلك أجال دفعها طبقا للجدول المبين في ملحق هذا المنشور.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذا المنشور.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات
إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم:

للتنفيذ

- الخزينة الرئيسية
- خزائن الولايات

للإعلام :

- مجلس المحاسبة
- المفتشية العامة للمالية
- مفتشية المصالح المحاسبية
- وزارة المجاهدين
- المديرية العامة للخزينة
- المديرية العامة للميزانية
- المديرية الجهوية للخزينة
- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة
- الخزينة المركزية.

جدول يحدد المبالغ الشهرية حسب طبيعة المنح

المعطوبون:

المبلغ الشهري الممنوح ابتداء من أول يوليو 2013 (د ج)	المبلغ الشهري الممنوح ابتداء من أول يناير 2013 (د ج)	طبيعة المنح
المنحة الأصلية 86 000 علاوة الشخص المرافق 9 000 العلاوة الخاصة 2 000 المجموع 97 000	المنحة الأصلية 86 000 علاوة الشخص المرافق 9 000 العلاوة الخاصة 2 000 المجموع 97 000	معطوب كبير مصاب بإعاقة دائمة مكفوف أو مبتور عضوين أو أكثر أو مشلول الجزء النصف السفلي من الجسد أو مبتور عضو بجذع قصير غير قابل للتجهيز بسبب مشاركته في ثورة التحرير الوطني، يحتاج إلى شخص مرافق (الصف4).
المنحة الأصلية 46 000 علاوة الشخص المرافق 9 000 العلاوة الخاصة 2 000 المجموع 57 000	المنحة الأصلية 46 000 علاوة الشخص المرافق 9 000 العلاوة الخاصة 2 000 المجموع 57 000	معطوب كبير مصاب بإعاقة دائمة مبتور عضو قابل للتجهيز أو ذو عاهة وظيفية ناجمة عن جروح خطيرة وقعت له أثناء ثورة التحرير الوطني تجعل العضو أو أكثر غير قابل للاستعمال، يحتاج إلى شخص مرافق (الصف3).
المنحة الأصلية 38 000 العلاوة الخاصة 2 000 المجموع 40 000	المنحة الأصلية 38 000 العلاوة الخاصة 2 000 المجموع 40 000	معطوب كبير مصاب بإعاقة دائمة أصيب بجروح أو أمراض خطيرة أثناء ثورة التحرير الوطني و تفاقمت آثارها (الصف2).
المنحة الأصلية 33 000 العلاوة الخاصة 2 000 المجموع 35 000	المنحة الأصلية 33 000 العلاوة الخاصة 2 000 المجموع 35 000	معطوب كبير مصاب بإعاقة دائمة تفاقم عطبه بظهور أمراض خطيرة أو بمضاعفات أمراض مزمنة ظهرت بعد ثورة التحرير الوطني (الصف1).
المنحة الأصلية 33 000 علاوة الشخص المرافق 9 000 العلاوة الخاصة 2 000 المجموع 44 000	المنحة الأصلية 33 000 علاوة الشخص المرافق 9 000 العلاوة الخاصة 2 000 المجموع 44 000	معطوب كبير مصاب بإعاقة دائمة يحتاج إلى شخص مرافق (المجاهدين المرتبين في هذا الصف بموجب أحكام المرسوم التنفيذي رقم 01-146 المؤرخ في 06 جوان 2001).

المبلغ الشهري الساري المفعول ابتداء من أول يوليو 2013 (د ج)	المبلغ الشهري الساري المفعول ابتداء من أول يناير 2013 (د ج)	الأصناف
24 100	24 100	معطوب كبير مصاب بإعاقة دائمة بنسبة 100%
22 100	22 100	معطوب كبير مصاب بإعاقة دائمة بنسبة 95%
20 100	20 100	معطوب كبير مصاب بإعاقة دائمة بنسبة 90%
18 100	18 100	معطوب كبير مصاب بإعاقة دائمة بنسبة 85%
16 700	16 700	معطوب كبير بنسبة 80%
13 500	13 500	معطوب بنسبة 75%
12 600	12 600	معطوب بنسبة 70%
11 700	11 700	معطوب بنسبة 65%
10 800	10 800	معطوب بنسبة 60%
9 009	9 900	معطوب بنسبة 55%
9 000	9 000	معطوب بنسبة 50%
8 100	8 100	معطوب بنسبة 45%
7 200	7 200	معطوب بنسبة 40%
6 300	6 300	معطوب بنسبة 35%
5 400	5 400	معطوب بنسبة 30%
4 500	4 500	معطوب بنسبة 25%
3 600	3 600	معطوب بنسبة 20%
2 700	2 700	معطوب بنسبة 15%
1 800	1 800	معطوب بنسبة 10%

II الضحايا المدنيين و ضحايا الألغام المتفجرة :

المبلغ الشهري الساري المفعول ابتداء من أول يوليو 2013 (د ج)	المبلغ الشهري الساري المفعول ابتداء من أول يناير 2013 (د ج)	الأصناف
18 000	18 000	الضحايا المدنيون و ضحايا الألغام المتفجرة نسبة العجز 100 %
17 100	17 100	الضحايا المدنيون و ضحايا الألغام المتفجرة نسبة العجز 95 %
16 200	16 200	الضحايا المدنيون و ضحايا الألغام المتفجرة نسبة العجز 90 %
15 300	15 300	الضحايا المدنيون و ضحايا الألغام المتفجرة نسبة العجز 85 %
14 400	14 400	الضحايا المدنيون و ضحايا الألغام المتفجرة نسبة العجز 80 %
13 500	13 500	الضحايا المدنيون و ضحايا الألغام المتفجرة نسبة العجز 75 %
12 600	12 600	الضحايا المدنيون و ضحايا الألغام المتفجرة نسبة العجز 70 %
11 700	11 700	الضحايا المدنيون و ضحايا الألغام المتفجرة نسبة العجز 65 %
10 800	10 800	الضحايا المدنيون و ضحايا الألغام المتفجرة نسبة العجز 60 %
9 900	9 900	الضحايا المدنيون و ضحايا الألغام المتفجرة نسبة العجز 55 %
9 000	9 000	الضحايا المدنيون و ضحايا الألغام المتفجرة نسبة العجز 50 %
8 100	8 100	الضحايا المدنيون و ضحايا الألغام المتفجرة نسبة العجز 45 %
7 200	7 200	الضحايا المدنيون و ضحايا الألغام المتفجرة نسبة العجز 40 %
6 300	6 300	الضحايا المدنيون و ضحايا الألغام المتفجرة نسبة العجز 35 %
5 400	5 400	الضحايا المدنيون و ضحايا الألغام المتفجرة نسبة العجز 30 %
4 500	4 500	الضحايا المدنيون و ضحايا الألغام المتفجرة نسبة العجز 25 %
3 600	3 600	الضحايا المدنيون و ضحايا الألغام المتفجرة نسبة العجز 20 %
2 700	2 700	الضحايا المدنيون و ضحايا الألغام المتفجرة نسبة العجز 15 %
1 800	18 00	الضحايا المدنيون و ضحايا الألغام المتفجرة نسبة العجز 10 %

III. ذوي الحقوق :

المبلغ الشهري الساري المفعول ابتداء من أول يوليو 2013 (دج)	المبلغ الشهري الساري المفعول ابتداء من أول يناير 2013 (دج)	الأصناف
66 000	63 750	منحة تحويل أرملة معطوب كبير ذي عاهة دائمة من الصنف .4
36 000	33 750	منحة تحويل أرملة معطوب كبير ذي عاهة دائمة من الصنف .3
30 000	27 750	منحة تحويل أرملة معطوب كبير ذي عاهة دائمة من الصنف .2
26 250	24 000	منحة تحويل أرملة معطوب كبير ذي عاهة دائمة من الصنف .1
26 250	24 000	منحة تحويل أرملة معطوب كبير يحتاج إلى شخص آخر مرافق
23 000	20 000	منحة تحويل أرملة معطوب
27 000	27 000	أرملة الشهيد
13 500	11 250	منحة تحويل أرملة ضحية مدنية
13 500	11 250	منحة تحويل أرملة ضحية الألغام المتفجرة
20 000	20 000	أصول الشهيد
7 000 (بدون تغيير)	7 000 (بدون تغيير)	ابنة شهيد عازية أو أرملة أو مطلقة
61 000 54 000	- ابنة الشهيد العازية أو الأرملة أو المطلقة - أبناء الشهيد بدون عمل أو دخل	منحة أرملة شهيد محولة إلى بنات الشهيد العازيات أو المطلقات أو الأرمال، و إلى أبناء الشهيد بدون عمل أو دخل طبقا لأحكام المادة 25 (الفقرة 2) من القانون رقم 07-99 المؤرخ في 5 ابريل سنة 1999
54 000	27 000	أبناء الشهداء القصر فاقدو الوالدين قبل 1962 طبقا لأحكام المادة 25 (الفقرة 4) من القانون رقم 07-99 المؤرخ في 5 ابريل سنة 1999
5000 بدون تغيير	5000 بدون تغيير	إبنة شهيد متزوجة بدون عمل

المبلغ الشهري الساري المفعول ابتداء من أول يوليو 2013 (دج)	المبلغ الشهري الساري المفعول ابتداء من أول يناير 2013 (دج)	الأصناف
24 000	24 000	ابن شهيد معوق
24 000	21 000	منحة ابن شهيد معوق محولة إلى الأرملة طبقا لأحكام المادة 28 من القانون 07-99 المؤرخ في 5 ابريل 1999
48 000	48 000	ابن و بنت الشهيدين طبقا لأحكام المادة 86 من القانون رقم 24-06 المؤرخ في 26 ديسمبر 2006
21 000	21 000	ابن المجاهد المعوق
21 000	18 000	منحة ابن مجاهد معوق محولة إلى الأرملة طبقا لأحكام المادة 28 من القانون 07-99 المؤرخة في 5 ابريل 1999
أرملة المعطوب صنف 4 93 000 أرملة المعطوب صنف 3 63 000 أرملة المعطوب صنف 2 57 000 أرملة المعطوب صنف 1 53 250 أرملة المعطوب كبير يحتاج إلى شخص مرافق 53 250 أرملة المعطوب 50 000	أرملة المعطوب صنف 4 90 750 أرملة المعطوب صنف 3 60 750 أرملة المعطوب صنف 2 54 750 أرملة المعطوب صنف 1 51 000 أرملة معطوب كبير يحتاج إلى شخص مرافق 51 000 أرملة المعطوب 47 000	منحة أرملة المعطوب المحولة إلى الأبناء القصر و البنات غير المتزوجات بدون دخل طبقا لأحكام المادة 24 من القانون رقم 07-99 المؤرخ في 5 ابريل سنة 1999
20 000	20 000	أصول الشهيد (منحة على كل شهيد أو شهيدة في حالة تعدد الشهداء الأبناء (ة)) طبقا لأحكام المادة 29 من القانون رقم 07-99 المؤرخ في 5 أبريل سنة 1999
13 000	13 000	أصول القصر المتوفون أثناء ثورة التحرير الوطني و بسبب أحداثها طبقا لأحكام المادة 32 من القانون رقم 07-99 المؤرخ في 5 أبريل 1999
13 000	13 000	أصول ضحايا الألغام المتفجرة
600 (بدون تغيير)	600 (بدون تغيير)	زيادة منح الأطفال
27 000	27 000	منحة تكميلية

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم والتنفيذ

المحاسبي للميزانيات

منشور رقم 03 مؤرخ في 11 / 03 / 2013

الموضوع : ترميز الأمرين بالصرف لميزانية الدولة

المرجع : المرسوم التنفيذي رقم 12.13 المؤرخ في 15 جانفي 2013، المتضمن تنظيم مصالح كتابة الدولة لدى الوزير الأول المكلفة بالاستشراف و الإحصائيات.

- إرسال رقم 38 المؤرخ في 14/02/2013 لمصالح الوزير الأول.

طبقا لصدور المرسوم المشار إليه في المرجع، المتضمن تنظيم مصالح كتابة الدولة لدى الوزير الأول المكلفة بالاستشراف و الإحصائيات، يمنح لهذه الهيئة الرمز التالي:

كتابة الدولة لدى الوزير الأول مكلفة بالاستشراف و الإحصائيات : 102.2.00

- الرمز رقم 129.0.00 الممنوح سابقا لوزارة الاستشراف و الإحصائيات قد تم إلغاؤه.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذا المنشور.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات

إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم:

للتنفيذ

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة

- الخزينة المركزية.

لإعلام :

- مجلس المحاسبة

- المفتشية العامة للمالية

- مفتشية المصالح المحاسبية

- الوزارة الأولى (مديرية إدارة الوسائل)

- المديرية العامة للميزانية

- المديرية الجهوية للخزينة

- الخزينة الرئيسية

- خزائن الولايات

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم والتنفيذ

المحاسبي للميزانيات

منشور رقم 04 مؤرخ في 2013/04/03

الموضوع : رفع قيمة المنح العسكرية.

المرجع : الأمر رقم 76-106 المؤرخ في 1976/12/09، المتضمن قانون المنح العسكرية، لاسيما المادة 78 المعدلة و المتممة.

- القانون رقم 13-03 المؤرخ في 2013/02/20، المعدل و المتمم للأمر رقم 76-106 المؤرخ في 1976/12/09، المتضمن قانون المنح العسكرية.

رفعت أحكام القانون المشار إليه في المرجع، قيمة منحة العجز للموظفين العسكريين، المدنيين الشبهيين والعسكريين في إطار الخدمة الوطنية، بأثر رجعي ابتداءً من 01 جانفي 2012.

بمقتضى المادة 04 من القانون المذكور أعلاه، يساوي المبلغ الشهري لهذه المنحة حاصل ضرب نسبة العجز في المبلغ الشهري الأقصى لمنحة العجز الذي يعادل مرة ونصف الأجر الوطني الأدنى المضمون، دون أن يقل هذا المبلغ عن نسبة 80 % من الأجر الوطني الأدنى المضمون.

يَظْهَرُ سُلْمُ حَسْمِ الْمُنْحَةِ الْعَسْكَرِيَّةِ لِلْعَاجِزِينَ وَذَوِي حَقُوقِهِمْ فِي مَلْحَقِ هَذَا الْمُنْشُورِ.

يُكَلِّفُ السَّيِّدُ أَمِينُ الْخَزِينَةِ الرَّئِيسِي بِتَنْفِيْذِ هَذَا الْمُنْشُورِ.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات

إمضاء: السيد خ. لخضاري

المُرْسَلُ إِلَيْهِمْ:

للتنفيذ

- الخزينة الرئيسية

للإعلام :

- مجلس المحاسبة

- المفتشية العامة للمالية

- المديرية العامة للميزانية

- وزارة الدفاع الوطني (مديرية المصالح المالية)

- مديرية صندوق التقاعد العسكري

- المديرية الجهوية للخزينة

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة

- الخزينة المركزية

- خزائن الولايات.

سلم منحة العطب الممنوحة للموظفين العسكريين، المدنيين الشبهيين

و العسكريين في إطار الخدمة الوطنية

القانون رقم 03-13 المؤرخ في 20/02/2013، المعدل و المتمم للأمر رقم 76-106 المؤرخ في 09/12/1976.

تاريخ السريان ابتداءً من 01 جانفي 2012.

المبلغ سنوياً (دج)	المبلغ كل ثلاثة أشهر (دج)	المبلغ شهرياً (دج)	المبلغ يومياً (دج)	النسبة المئوية
172.800,00	43.200,00	14.400,00	480,00	% 10
172.800,00	43.200,00	14.400,00	480,00	% 15
172.800,00	43.200,00	14.400,00	480,00	% 20
172.800,00	43.200,00	14.400,00	480,00	% 25
172.800,00	43.200,00	14.400,00	480,00	% 30
172.800,00	43.200,00	14.400,00	480,00	% 35
172.800,00	43.200,00	14.400,00	480,00	% 40
172.800,00	43.200,00	14.400,00	480,00	% 45
172.800,00	43.200,00	14.400,00	480,00	% 50
178.200,00	44.550,00	14.850,00	495,00	% 55
194.400,00	48.600,00	16.200,00	540,00	% 60
210.600,00	52.650,00	17.550,00	585,00	% 65
226.800,00	56.700,00	18.900,00	630,00	% 70
243.000,00	60.750,00	20.250,00	675,00	% 75
259.200,00	64.800,00	21.600,00	720,00	% 80
275.400,00	68.850,00	22.950,00	765,00	% 85
413.100,00	103.275,00	34.425,00	1.147,50	% 85 مع شخص مرافق
291.600,00	72.900,00	24.300,00	810,00	% 90
437.400,00	109.350,00	36.450,00	1.215,00	% 90 مع شخص مرافق
307.800,00	76.950,00	25.650,00	855,00	% 95
461.700,00	115.425,00	38.475,00	1.282,50	% 95 مع شخص مرافق
324.000,00	81.000,00	27.000,00	900,00	% 100
486.000,00	121.500,00	40.500,00	1.350,00	% 100 مع شخص مرافق

سلم منحة العطب الممنوحة لأرامل الموظفين العسكريين، المدنيين الشبهيين

و العسكريين في إطار الخدمة الوطنية

القانون رقم 03-13 المؤرخ في 20/02/2013، المعدل و المتمم للأمر رقم 76-106 المؤرخ في 09/12/1976.

تاريخ السريان ابتداءً من 01 جانفي 2012.

النسبة المتويزة	المبلغ يومياً (دج)	المبلغ شهرياً (دج)	المبلغ كل ثلاثة أشهر (دج)	المبلغ سنوياً (دج)
% 10	336,00	10.080,00	30.240,00	120.960,00
% 15	336,00	10.080,00	30.240,00	120.960,00
% 20	336,00	10.080,00	30.240,00	120.960,00
% 25	336,00	10.080,00	30.240,00	120.960,00
% 30	336,00	10.080,00	30.240,00	120.960,00
% 35	336,00	10.080,00	30.240,00	120.960,00
% 40	336,00	10.080,00	30.240,00	120.960,00
% 45	336,00	10.080,00	30.240,00	120.960,00
% 50	336,00	10.080,00	30.240,00	120.960,00
% 55	346,50	10.395,00	31.185,00	124.740,00
% 60	378,00	11.340,00	34.020,00	136.080,00
% 65	409,50	12.285,00	36.855,00	147.420,00
% 70	441,00	13.230,00	39.690,00	158.760,00
% 75	472,50	14.175,00	42.525,00	170.100,00
% 80	504,00	15.120,00	45.360,00	181.440,00
% 85	535,50	16.065,00	48.195,00	192.780,00
% 85 مع شخص مرافق	535,50	16.065,00	48.195,00	192.780,00
% 90	567,00	17.010,00	51.030,00	204.120,00
% 90 مع شخص مرافق	567,00	17.010,00	51.030,00	204.120,00
% 95	598,50	17.955,00	53.865,00	215.460,00
% 95 مع شخص مرافق	598,50	17.955,00	53.865,00	215.460,00
% 100	630,00	18.900,00	56.700,00	226.800,00
% 100 مع شخص مرافق	630,00	18.900,00	56.700,00	226.800,00

سلم منحة العطب الممنوحة لأصول الموظفين العسكريين، المدنيين الشبهيين
و العسكريين في إطار الخدمة الوطنية

القانون رقم 03-13 المؤرخ في 20/02/2013، المعدل و المتمم للأمر رقم 76-106 المؤرخ في 09/12/1976.

تاريخ السريان ابتداءً من 01 جانفي 2012.

المبلغ سنوياً (دج)	المبلغ كل ثلاثة أشهر (دج)	المبلغ شهرياً (دج)	المبلغ يومياً (دج)	النسبة المئوية
120.960,00	30.240,00	10.080,00	336,00	% 10
120.960,00	30.240,00	10.080,00	336,00	% 15
120.960,00	30.240,00	10.080,00	336,00	% 20
120.960,00	30.240,00	10.080,00	336,00	% 25
120.960,00	30.240,00	10.080,00	336,00	% 30
120.960,00	30.240,00	10.080,00	336,00	% 35
120.960,00	30.240,00	10.080,00	336,00	% 40
120.960,00	30.240,00	10.080,00	336,00	% 45
120.960,00	30.240,00	10.080,00	336,00	% 50
124.740,00	31.185,00	10.395,00	346,50	% 55
136.080,00	34.020,00	11.340,00	378,00	% 60
147.420,00	36.855,00	12.285,00	409,50	% 65
158.760,00	39.690,00	13.230,00	441,00	% 70
170.100,00	42.525,00	14.175,00	472,50	% 75
181.440,00	45.360,00	15.120,00	504,00	% 80
192.780,00	48.195,00	16.065,00	535,50	% 85
192.780,00	48.195,00	16.065,00	535,50	% 85 مع شخص مرافق
204.120,00	51.030,00	17.010,00	567,00	% 90
204.120,00	51.030,00	17.010,00	567,00	% 90 مع شخص مرافق
215.460,00	53.865,00	17.955,00	598,50	% 95
215.460,00	53.865,00	17.955,00	598,50	% 95 مع شخص مرافق
226.800,00	56.700,00	18.900,00	630,00	% 100
226.800,00	56.700,00	18.900,00	630,00	% 100 مع شخص مرافق

سلم منحة العطب الممنوحة لیتیم (01) الموظفین العسکرین، المدنین الشبیهین

و العسکرین فی إطار الخدمة الوطنية

القانون رقم 03-13 المؤرخ فی 20/02/2013، المعدل و المتمم للأمر رقم 76-106 المؤرخ فی 09/12/1976.

تاریخ السریان ابتداءً من 01 جانفي 2012.

المبلغ سنوياً (دج)	المبلغ كل ثلاثة أشهر (دج)	المبلغ شهرياً (دج)	المبلغ يومياً (دج)	النسبة المئوية
17.280,00	4.320,00	1.440,00	48,00	% 10
17.280,00	4.320,00	1.440,00	48,00	% 15
17.280,00	4.320,00	1.440,00	48,00	% 20
17.280,00	4.320,00	1.440,00	48,00	% 25
17.280,00	4.320,00	1.440,00	48,00	% 30
17.280,00	4.320,00	1.440,00	48,00	% 35
17.280,00	4.320,00	1.440,00	48,00	% 40
17.280,00	4.320,00	1.440,00	48,00	% 45
17.280,00	4.320,00	1.440,00	48,00	% 50
17.820,00	4.455,00	1.485,00	49,50	% 55
19.440,00	4.860,00	1.620,00	54,00	% 60
21.060,00	5.265,00	1.755,00	58,50	% 65
22.680,00	5.670,00	1.890,00	63,00	% 70
24.300,00	6.075,00	2.025,00	67,50	% 75
25.920,00	6.480,00	2.160,00	72,00	% 80
27.540,00	6.885,00	2.295,00	76,50	% 85
27.540,00	6.885,00	2.295,00	76,50	% 85 مع شخص مرافق
29.160,00	7.290,00	2.430,00	81,00	% 90
29.160,00	7.290,00	2.430,00	81,00	% 90 مع شخص مرافق
30.780,00	7.695,00	2.565,00	85,50	% 95
30.780,00	7.695,00	2.565,00	85,50	% 95 مع شخص مرافق
32.400,00	8.100,00	2.700,00	90,00	% 100
32.400,00	8.100,00	2.700,00	90,00	% 100 مع شخص مرافق

سلم منحة العطب الممنوحة لبييمي (02) الموظفين العسكريين، المدنيين الشبيبين

و العسكريين في إطار الخدمة الوطنية

القانون رقم 03-13 المؤرخ في 20/02/2013، المعدل و المتمم للأمر رقم 76-106 المؤرخ في 09/12/1976.

تاريخ السريان ابتداءً من 01 جانفي 2012.

المبلغ سنوياً (دج)	المبلغ كل ثلاثة أشهر (دج)	المبلغ شهرياً (دج)	المبلغ يومياً (دج)	النسبة المئوية
34.560,00	8.640,00	2.880,00	96,00	% 10
34.560,00	8.640,00	2.880,00	96,00	% 15
34.560,00	8.640,00	2.880,00	96,00	% 20
34.560,00	8.640,00	2.880,00	96,00	% 25
34.560,00	8.640,00	2.880,00	96,00	% 30
34.560,00	8.640,00	2.880,00	96,00	% 35
34.560,00	8.640,00	2.880,00	96,00	% 40
34.560,00	8.640,00	2.880,00	96,00	% 45
34.560,00	8.640,00	2.880,00	96,00	% 50
35.640,00	8.910,00	2.970,00	99,00	% 55
38.880,00	9.720,00	3.240,00	108,00	% 60
42.120,00	10.530,00	3.510,00	117,00	% 65
45.360,00	11.340,00	3.780,00	126,00	% 70
48.600,00	12.150,00	4.050,00	135,00	% 75
51.840,00	12.960,00	4.320,00	144,00	% 80
55.080,00	13.770,00	4.590,00	153,00	% 85
55.080,00	13.770,00	4.590,00	153,00	% 85 مع شخص مرافق
58.320,00	14.580,00	4.860,00	162,00	% 90
58.320,00	14.580,00	4.860,00	162,00	% 90 مع شخص مرافق
61.560,00	15.390,00	5.130,00	171,00	% 95
61.560,00	15.390,00	5.130,00	171,00	% 95 مع شخص مرافق
64.800,00	16.200,00	5.400,00	180,00	% 100
64.800,00	16.200,00	5.400,00	180,00	% 100 مع شخص مرافق

سلم منحة العطب الممنوحة لثلاث يتامى (03) فأكثر للموظفين العسكريين، المدنيين الشبيبين

و العسكريين في إطار الخدمة الوطنية

القانون رقم 03-13 المؤرخ في 20/02/2013، المعدل و المتمم للأمر رقم 76-106 المؤرخ في 09/12/1976.

تاريخ السريان ابتداءً من 01 جانفي 2012.

النسبة المتووية	المبلغ يومياً (دج)	المبلغ شهرياً (دج)	المبلغ كل ثلاثة أشهر (دج)	المبلغ سنوياً (دج)
% 10	144,00	4.320,00	12.960,00	51.840,00
% 15	144,00	4.320,00	12.960,00	51.840,00
% 20	144,00	4.320,00	12.960,00	51.840,00
% 25	144,00	4.320,00	12.960,00	51.840,00
% 30	144,00	4.320,00	12.960,00	51.840,00
% 35	144,00	4.320,00	12.960,00	51.840,00
% 40	144,00	4.320,00	12.960,00	51.840,00
% 45	144,00	4.320,00	12.960,00	51.840,00
% 50	144,00	4.320,00	12.960,00	51.840,00
% 55	148,50	4.455,00	13.365,00	53.460,00
% 60	162,00	4.860,00	14.580,00	58.320,00
% 65	175,50	5.265,00	15.795,00	63.180,00
% 70	189,00	5.670,00	17.010,00	68.040,00
% 75	202,50	6.075,00	18.225,00	72.900,00
% 80	216,00	6.480,00	19.440,00	77.760,00
% 85	229,50	6.885,00	20.655,00	82.620,00
% 85 مع شخص مرافق	229,50	6.885,00	20.655,00	82.620,00
% 90	243,00	7.290,00	21.870,00	87.480,00
% 90 مع شخص مرافق	243,00	7.290,00	21.870,00	87.480,00
% 95	256,50	7.695,00	23.085,00	92.340,00
% 95 مع شخص مرافق	256,50	7.695,00	23.085,00	92.340,00
% 100	270,00	8.100,00	24.300,00	97.200,00
% 100 مع شخص مرافق	270,00	8.100,00	24.300,00	97.200,00

منشور رقم 05 مؤرخ في 2013/04/30
يتم أحكام المنشور رقم 03 المؤرخ في
1996 /02/ 21

الموضوع : إيداع كفالة لدى الخزينة من طرف وسطاء التأمين.

المرجع : المنشور رقم 03 المؤرخ في 12 فبراير 1996.

- المنشور رقم 03 المؤرخ في 29 فبراير 2012

- الرسالة رقم 177/م/م ع خ المؤرخة في 23 جانفي 2012 للمديرية العامة للخزينة.

تتم أحكام المنشور رقم 03 المؤرخ في 21 فبراير 1996 على النحو التالي:

بمقتضى المادة 20.....(بدون تغيير).....إلى غاية.....من شركة التأمين.

في إطار إيداع الكفالة لدى الخزينة من طرف وسطاء التأمين، طرحت مسألة ما إذا كان التقادم المدني يمس هذه الكفالة.

لأجل هذا، يجدر التوضيح بأن هذه الكفالة يُحتفظ بها كضمان مادام وسيط التأمين في حالة نشاط، وبالتالي لا تُطبق عليها أحكام التقادم المدني.

تبقى باقي أحكام المنشور رقم 03 المؤرخ في 21 فبراير 1996 بدون تغيير

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذا المنشور.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات
إمضاء: السيد خ. لخضاري

المُرسل إليهم:

للتنفيذ

- الخزينة المركزية.

- خرائن الولايات

للإعلام :

- مجلس المحاسبة
- المفتشية العامة للمالية
- المديرية العامة للخزينة
- مفتشية المصالح المحاسبية
- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة
- المديرية الجهوية للخزينة
- الخزينة الرئيسية

منشور رقم 06 مؤرخ في 2013/05/28
تصويب للمنشور رقم 20 المؤرخة
في 06 / 02 / 2013

الموضوع : رفع قيمة المنح الممنوحة بعنوان حرب التحرير الوطني.

العنوان II- الضحايا المدنيين و ضحايا الألغام المتفجرة: (نسخة اللغة العربية)

العمود المتعلق بالمبلغ الشهري الممنوح ابتداءً من 01 يوليو 2013 (دج)، السطر الثاني عشر (نسبة العجز 45%).

عوض : 8 0100

تقراً : 8 100

الباقي بدون تغيير.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات
إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم:

للتنفيذ:

- الخزينة الرئيسية.
- خزائن الولايات.

للإعلام:

- مجلس المحاسبة.
- المفتشية العامة للمالية.
- مفتشية المصالح المحاسبية.
- وزارة المجاهدين (مديرية المنح).
- المديرية العامة للخزينة.
- المديرية العامة للميزانية.
- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة.
- المديرية الجهوية للخزينة.
- الخزينة المركزية.

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم والتنفيذ

المحاسبي للميزانيات

منشور رقم 07 مؤرخ في 2013/06/03

الموضوع : القانون رقم 07.99 المؤرخ في 05 افريل 1999 المتعلق بالمجاهد والشهيد، لاسيما المادتان 24 و 25 منه.

في إطار تطبيق أحكام المادتين 24 و 25 من القانون رقم 07.99 المؤرخ في 05 افريل 1999 المتعلق بالمجاهد و الشهيد، أشار بعض أمناء الخزائن الولائية إلى الصعوبات التي تصادفهم عند تسديد المنح الممنوحة فيما يخص المادتين السالفتين الذكر. فعلا، فيما يتعلق بالمنح المحددة بموجب المادة 24، فقد لوحظ أن بعض المستفيدين الذين بحوزتهم شهادة الإعفاء من الضريبة المسلمة من طرف المصالح الجبائية، لا يزالون مدينين تجاه الإدارة الجبائية. في هذه الحالة، يكون تسديد المنحة مرتببا بتقديم مستخرج من الجدول، من طرف المستفيدين الذين علقوا نشاطهم التجاري (شطب النشاط).

فيما يخص المادة 25، فقد تبين في كثير من الأحيان أن المنحة الممنوحة في إطار هذه المادة تصفى لصالح مستفيد واحد، و يظهر بعد ذلك ذوى حقوق آخرون مما يتطلب إعادة تقسيم مبلغ هذه المنحة من جديد. لذا، وحرصا على التسيير السليم لهذه الملفات أحدثت مصالح مديرية المنح بوزارة المجاهدين مقرر تقسيم للمنحة طبقا للنموذج المرفق و الذي حل محل إجازة المنحة.

يوضح هذا المقرر، المرسل من طرف المصالح السالفة الذكر إلى المديرية الولائية للمجاهدين، أمناء الخزائن و إلى أمين الخزينة الرئيسية، فضلا عن البيانات الموجودة، المستفيد الجديد، التاريخ الجديد للانتفاع وكذا المبلغ السنوي. أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذا المنشور.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات
إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم:

للتنفيذ

- الخزينة الرئيسية

- خزائن الولايات

للإعلام :

- مجلس المحاسبة

- المفتشية العامة للمالية

- وزارة المجاهدين (مديرية المنح)

- المديرية العامة للميزانية

- المديرية العامة للخزينة

- مفتشية المصالح المحاسبية

- المديرية الجهوية للخزينة (مع التبليغ أمناء الخزائن التابعين)

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة

- الخزينة المركزية.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

رقم الملف:
الرقم الوطني:

وزارة المجاهدين
مديرية المعاشات
رقم : وم / م / م 20..

مقرر إعادة التقسيم

إن وزير المجاهدين،

- بمقتضى القانون رقم 89-26 المؤرخ في 31 ديسمبر 1989 المتضمن قانون المالية لسنة 1990، لاسيما المادة 129 الفقرة 1 و 3 منها،
 - و بمقتضى القانون رقم 07-99 المؤرخ في 05 أبريل سنة 1999 والمتعلق بالمجاهد والشهيد، لاسيما المادة 24 الفقرة 3 منها و المادة 25 الفقرة 2 منها،
 - و بمقتضى التعليمات الوزارية المشتركة رقم 08-04 المؤرخة في 14 ماي سنة 2008 المتعلقة بتطبيق أحكام المواد 24-25 و 28 من القانون رقم 07-99 المؤرخ في 5 أبريل سنة 1999 المتعلق بالمجاهد و الشهيد .
- و نظرا لـ الأخ (ة): المستفيد (ة) من المنحة رقم :

يقرر مايلي

- المادة الأولى :**
- يعاد تقسيم المنحة رقم :
المولود (ة) بتاريخ :
إبن (ة) :
الساكن:
بالمبلغ السنوي:
ابتداء من تاريخ :
- المستفيد منها السيد (ة):
بـ :

المادة الثانية : يحفظ هذا المقرر بالوثائق الحاسوبية للمعنيين .

المادة الثالثة : يكلف السادة / مدير المجاهدين و أمين الخزينة الولائية لولاية كل فيما يخصه ، بتنفيذ هذا المقرر.

ع/وزير المجاهدين

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم والتنفيذ

المحاسبي للميزانيات

منشور رقم 08 مؤرخ في 2013/10/22

الموضوع : ترميز المراكز المحاسبة.

المرجع : منشور رقم 17 المؤرخ في 30 أكتوبر 1984.

يهدف هذا المنشور إلى وضع مدونة جديدة تتضمن ترميز المراكز المحاسبية للوكالات المالية.

تقدم هذه المدونة كمايلي:

- الرقمين الأولين يرمزان إلى الولاية

- الرقم الثالث يمثل الهيئة المعنية (ضرائب، جمارك أو أملاك الدولة)

- الأرقام الثلاثة الأخيرة تشكل الرقم التعريفي الممنوح للمركز المحاسبي المعني.

أمثلة:

- قبابضة مديرية المؤسسات الكبرى (DGE): 16/1-001

- قبابضة الجمارك الجزائر- ميناء . 16/2-001 :

- المحافظة العقارية الجزائر. 16/3-001 :

- مفتشيه أملاك الدولة باب الواد . 16/1-3013

لايمكن إجراء أي تعديل لهذه المدونة إلا بمبادرة من طرف المديرية العامة للمحاسبة (مديرية التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات).

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذا المنشور.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات

إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم:

للتنفيذ

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة

- الخزينة المركزية.

- الخزينة الرئيسية

- خزائن الولايات

لإعلام :

- مجلس المحاسبة

- المفتشية العامة للمالية

- المديرية العامة للضرائب

- المديرية العامة للجمارك
- المديرية العامة للأملاك الوطنية
- المديرية العامة للخرينة
- المديرية العامة للميزانية
- مفتشية المصالح المحاسبية
- مديرية تحديث و ضبط المقاييس المحاسبية
- المديرية الجهوية للخرينة (للتبليغ إلى أمناء الخزائن التابعين لناحياتكم).

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم والتنفيذ

المحاسبي للميزانيات

منشور رقم 09 مؤرخ في 2013/12/03

الموضوع : ترميز المراكز المحاسبية.

المرجع : منشور رقم 08 المؤرخ في 22 أكتوبر 2013 المتضمن ترميز المراكز المحاسبية.

يهدف هذا المنشور إلى تمة قائمة المراكز المحاسبية التابعة للمديرية العامة للجمارك، و التي تظهر في المدونة المتضمنة ترميز المراكز المحاسبية للوكالات المالية (ضرائب، جمارك و أملاك الدولة)، طبقاً للجدول التالي:

الولاية	قبضة الجمارك	رقم الرمز
النعامة	النعامة	001-2/45

أطلب منكم السَّهر على تطبيق أحكام هذا المنشور.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات
إمضاء: السيد خ. لخضاري

المُرسل إليهم:

للتنفيذ

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة.
- الخزينة المركزية.
- الخزينة الرئيسية.
- خزينة ولاية النعامة.
- الوكالات المالية للجمارك.

للإعلام :

- مجلس المحاسبة.
- المفتشية العامة للمالية.
- المديرية العامة للجمارك.
- المديرية العامة للضرائب.
- المديرية العامة لأملاك الدولة.
- المديرية العامة للخزينة.
- المديرية العامة للميزانية.
- مفتشية المصالح المحاسبية.
- مديرية التحديث وضبط المقاييس المحاسبية.
- المديرية الجهوية للخزينة (لإبلاغ الخزائن التابعة لناحيتم).

منشور رقم 10 مؤرخ في 2013/12/30

الموضوع : مركزة العمليات المحاسبية.

في إطار مركزة محاسبة المراكز المحاسبية من طرف العون المحاسب المركزي للخزينة، أظهر فحص الوثائق المرسلة بصفة دورية إلى هذا الأخير مجموعة من العيوب تخص:

- عدم إعادة تشكيل التسيبقات على الوكالات (ح/008-431).
- عدم تسوية التسيبقات المقيدة في خصوم الحساب رقم 510-007 من طرف أمناء خزائن البلديات،
- نقل أرصدة مدينة أو دائنة بصفة غير طبيعية حسب التنظيم، إلى ميزان الدخل،
- عدم تجانس ما بين بعض الكتل،
- غياب أو نقص الوثائق الثبوتية،
- تقديم وثائق منقوصة المعلومات يتعذر استغلالها.

فضلاً عن ذلك وفي بعض الحالات، هنالك حسابات دائنة تقدم أرصدة مدينة بصفة غير عادية والعكس صحيح.

علاوةً على ذلك، غالباً ما تبقى الرسائل التي تشير إلى العيوب و الموجهة من طرف العون المحاسب المركزي للخزينة إلى المراكز المحاسبية دون رد.

لذا، ولأجل وضع حد لهذه الوضعية المضرة بالسير العادي للمصالح والسماح للعون المحاسب المركزي للخزينة بالقيام بمهامه على أحسن وجه، يلتزم أمناء الخزائن بالسهر على التأكد من أنّ الوضعية الدورية المرسلة إلى هذه الهيئة معدة ومقدمة طبقاً للتنظيم المعمول به، وبالتكفل في آجال معقولة بالعيوب التي تمت إفادتهم بها.

أطلب منكم السهر على التطبيق الصارم لأحكام هذا المنشور.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات
إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم:

للتنفيذ:

- الخزينة المركزية.

- الخزينة الرئيسية.

- خزائن الولايات.

للإعلام:

- مجلس المحاسبة.

- المفتشية العامة للمالية.

- مفتشية المصالح المحاسبية.

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة.

- المديرية الجهوية للخزينة.

التعليقات

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم والتنفيذ

المحاسبي للميزانيات

تعليمية رقم 01 المؤرخة في 15 / 01 / 2013 تعدل

وتتم أحكام التعليمية

رقم 26 المؤرخة في 20/08/2002

الموضوع : سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.109 صندوق مكافحة التصحر و تنمية الاقتصاد الرعوي و السهوب

المرجع : القانون رقم 11.11 المؤرخ في 18/07/2011 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2011 لا سيما المادة 43 منه.

- المرسوم التنفيذي رقم 06.12 المؤرخ في 09/01/2012 يعدل و يتم المرسوم التنفيذي

رقم 248.02 المؤرخ في 23/07/2002 يحدد كيفيات سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.109 « صندوق مكافحة التصحر و تنمية الاقتصاد الرعوي و السهوب .

- التعليمية رقم 26 المؤرخة في 20/08/2002 .

تطبيقا لأحكام المرسوم التنفيذي المشار إليه أعلاه، يعدل و يتم العنوان II من التعليمية رقم 26 المؤرخة في 20/08/2002 على النحو التالي:

II - أحكام محاسبية

سجل الحساب رقم 302.109

في باب الإيرادات

.....(بدون تغيير).....

في باب النفقات

.....(بدون تغيير).....

يؤهل للاستفادة من دعم صندوق مكافحة التصحر و تنمية الاقتصاد الرعوي و السهوب(بدون تغيير).....

الوزير المكلف بالفلاحة هو الأمر بالصرف الرئيسي لهذا الحساب.

محافظ الغابات هو الأمر بالصرف الثانوي لهذا الحساب.

تبقى باقي أحكام التعليمية رقم 26 المؤرخة في 20/08/2002 بدون تغيير.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعليمية

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات

إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الخزينة الرئيسية
- خزائن الولايات

للإعلام :

- مجلس المحاسبة
- المفتشية العامة للمالية
- مفتشية المصالح المحاسبية
- وزارة الفلاحة والصيد البحري (مديرية إدارة الوسائل)
- مديرية التحديث و ضبط مقاييس المحاسبة.
- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة
- المديريات الجهوية للخزينة
- الخزينة المركزية

تعليمية رقم 001 المؤرخة في 15 / 01 / 2013
تعديل و تتم أحكام التعليمية رقم 08 المؤرخة في 2012/10/18

الموضوع : كفيات إلتزام وتنفيذ النفقات المرتبطة بسير الانتخابات المحلية (المجلس الشعبي البلدي / المجلس الشعبي الولائي) ليوم 29 نوفمبر 2012.

المرجع : المرسوم الرئاسي رقم 12-320 المؤرخ في 13 شوال 1433 الموافق لـ 31 أوت 2012 يتضمن استدعاء الناخبين لانتخاب أعضاء المجالس الشعبية البلدية و الولائية .

- المرسوم الرئاسي رقم 12-321 المؤرخ في 13 شوال 1433 الموافق لـ 31 أوت 2012 يتضمن تعيين أعضاء اللجنة الوطنية للإشراف على انتخاب أعضاء المجالس الشعبية البلدية و الولائية لسنة 2012.

للسماح لمصالح وزارة الداخلية و الجماعات المحلية بتسوية مجمل الديون غير المدفوعة المسجلة في إطار تنظيم الانتخابات المحلية (المجلس الشعبي البلدي / المجلس الشعبي الولائي ليوم 29/11/2012 وتعديل و تتم أحكام العنوانين I و II من التعليمية رقم 08 المؤرخة في 18/10/2012 المتعلقة بأجال إقفال إلتزام النفقات و الأمر بالصرف و تحرير حوالات النفقات على النحو التالي :

(1) الإدارة المركزية:

إلتزام النفقات : 28 فيفري 2013

الأمر بصرف النفقات : 10 مارس 2013

الفصلان المعنيان هما:

الفصل 37.05 : إدارة مركزية - انتخابات

الفصل 37.08 : إدارة مركزية - اللجنة الوطنية لمراقبة الانتخابات المحلية (المجلس

الشعبي البلدي / المجلس الشعبي الولائي ليوم 29 نوفمبر 2012).

(2) مصالح لامركزية للدولة :

إلتزام النفقات : 20 جانفي 2013

الأمر بصرف النفقات : 30 جانفي 2013

الفصلان المعنيان هما :

الفصل 37.15 : مصالح لامركزية للدولة - انتخابات

الفصل 37.18 : مصالح لا مركزية للدولة - نفقات التسيير للجان الولائية ولجان البلديات

لمراقبة الانتخابات المحلية (المجلس الشعبي البلدي / المجلس الشعبي

الولائي ليوم 29 نوفمبر 2012).

تبقى باقي أحكام التعليم رقم 08 المؤرخة في 18 أكتوبر 2012 بدون تغيير.
على السادة الآمرين بالصرف، المراقبين الماليين و المحاسبين المعنيين السهر على التطبيق الصارم لأحكام هذه التعليم.

إمضاء، وزير المالية
كريم جودي

المرسل إليهم :

- السيد وزير الداخلية والجماعات المحلية.
- السيد رئيس مجلس المحاسبة.
- السيد رئيس المفتشية العامة للمالية.
- السيد المدير العام للميزانية (وإبلاغ المراقبين الماليين) .
- المدير العام للمحاسبة (وإبلاغ المصالح الخارجية للخزينة).
- السيد المدير العام للخزينة.
- السادة الولاة.

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم والتنفيذ

المحاسبي للميزانيات

تعلیمة رقم 02 مؤرخة في 2013/01/15

تعديل و تتم أحكام التعلیمة

رقم 13 المؤرخة في 2009/05/25

الموضوع : سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.126 «الصندوق الخاص لدعم مربي المواشي و صغار المستغلين الفلاحين» .

المرجع : القانون رقم 11 - 11 المؤرخ في 2011/07/18 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2011 ، لاسيما المادة 46 منه .

- المرسوم التنفيذي رقم 09.12 المؤرخ في 2012/01/09 يعدل و يتم المرسوم التنفيذي رقم 150.09 المؤرخ في 2009/05/02 يحدد
كيفية سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.126 سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.126 « الصندوق الخاص لدعم مربي
المواشي و صغار المستغلين الفلاحين ».

- التعلیمة رقم 13 المؤرخة في 2009/05/25

تطبيقا لأحكام المرسوم التنفيذي المشار إليه أعلاه يعدل و يتم العنوان II من التعلیمة رقم 13 المؤرخة في 2009/05/25 على النحو
التالي :

II - أحكام محاسبية

يسجل الحساب رقم 302.126:

في باب الإيرادات

..... (بدون تغيير)

في باب النفقات

..... (بدون تغيير)

يؤهل للاستفادة من دعم الصندوق الخاص بدعم مربي المواشي و صغار المستغلين الفلاحين (بدون تغيير).

الوزير المكلف بالفلاحة هو الأمر بالصرف الرئيسي لهذا الحساب

محافظ الغابات هو الأمر بالصرف الثانوي لهذا الحساب.

تبقى باقي أحكام التعلیمة رقم 13 المؤرخة في 2009/05/25 بدون تغيير.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعلیمة.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات

إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الوكالة المحاسبية المركزية للخرينة
- الخزينة الرئيسية

للإعلام :

- مجلس المحاسبة
- المفتشية العامة للمالية
- المديرية العامة للخرينة
- المديرية العامة للميزانية
- وزارة الفلاحة و الصيد البحري (مديرية إدارة الوسائل)
- مفتشية المصالح المحاسبية
- المديريات الجهوية للخرينة
- الخزينة المركزية
- خزائن الولايات

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم والتنفيذ

المحاسبي للميزانيات

التعليمة رقم 03 المؤرخة في 2013/02/17

تعديل وتنتم أحكام التعليمة رقم 20

المؤرخ في 2000/09/11

الموضوع : سير حساب التخصيص الخاص رقم 100-302 « الصندوق الوطني للطرقاات».

المرجع: القانون رقم 11-11 المؤرخ في 2011/07/18 يتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2011، لاسيما المادة 42 منه،

- المرسوم التنفيذي رقم 10-12 المؤرخ في 2012/01/09 يعدل و يتم المرسوم التنفيذي

رقم 2000 - 117 المؤرخ في 2000 /05/29 المعدل والمتمم والذي يحدد كفيات سير حساب

التخصيص الخاص رقم 100-302 « الصندوق الوطني للطرقاات»

- التعليمة رقم 20 المؤرخة في 2000/09/11.

- التعليمة رقم 30 المؤرخة في 2012/12/03

منح المرسوم التنفيذي رقم 10.12 المؤرخ في 2012/01/09 ، و المأخوذ تطبيقا لأحكام المادة 42 من قانون المالية التكميلي لسنة 2011،

صفة الأمر بالصرف الثانوي لمديري الأشغال العمومية بالولايات .

تهدف هذه التعليمة إلى تعديل و تنمة أحكام التعليمة رقم 20 المؤرخة في 2000/09/11 المعدلة والمتممة:

I - أحكام عامة

..... (بدون تغيير حتى) يبرر في الخصوم و الأصول.

يحرك الحساب رقم 302.100 من طرف الوزير المكلف بالطرقاات بصفته الأمر بالصرف الرئيسي و مديري الأشغال العمومية بصفتهم

الأمريين بالصرف الثانويين و يعمل في كتابات أمين الخزينة الرئيسي و أمناء الخزائن الولائية.

II - أحكام محاسبية

يعدل و يتم العنوان II من التعليمة رقم 20 المؤرخة في 2000/09/11 على النحو التالي:

يسجل الحساب رقم 100-302

في باب الإيرادات :

.....(بدون تغيير).....

في باب النفقات :

.....(بدون تغيير).....

تبعاً لتعيين مديري الأشغال العمومية للولايات بصفتهم أمريين بالصرف ثانويين على الحساب السالف الذكر، و لأسباب تسهيلية على الصعيد

المحاسبي و قصد السماح بالتمييز بين العمليات المنجزة سواء على المستوى المركزي أو المحلي ، يقسم من هنا فصاعدا الحساب رقم 302.100

إلى سطرين، اللذان سيظهران في مدونة حسابات الخزينة تحت العناوين التاليين :

- السطر 001: تسيير الخزينة الرئيسية

- السطر 002 : تسيير الخزينة الولائية

أ – السطر 001: تسيير الخزينة الرئيسية

يعمل السطر 001 للحساب رقم 302.100 في كتابات أمين الخزينة الرئيسية و حدها و يسطر :

في باب الإيرادات :

- ناتج الرسوم النوعية المحددة بموجب قوانين المالية ،

- الإعانات المحتملة للدولة و الجماعات المحلية،

- الهبات والوصايا.

في باب النفقات :

- الإعانات المأمور بصرفها من طرف الأمر بالصرف الرئيسي لصالح مديري الأشغال العمومية للولايات

ب – السطر 002 : تسيير أمناء الخزائن الولائية

يعمل هذا السطر فقط في كتابات أمناء الخزائن الولائية و يسجل :

في باب الإيرادات :

- الإعانات المحولة من طرف أمين الخزينة الرئيسي لصالح الآمرين بالصرف الثانويين

في باب النفقات :

- النفقات التي يتم تحريرها من طرف مديري الأشغال العمومية للولايات بصفتهم الآمرين بالصرف الثانويين و المنفذة من طرف أمناء

الخزائن الولائية فيما يخص صيانة و حماية شبكة الطرقات الوطنية .

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعليمات.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات

إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم:

- للتنفيذ:

- الخزينة الرئيسية.

- خزائن الولايات

للإعلام:

- مجلس المحاسبة.

- المفتشية العامة للمالية.

- المديرية العامة للخزينة.

- المديرية العامة للميزانية.

- وزارة الأشغال العمومية

- مفتشية المصالح المحاسبية.

- المديرية الجهوية للخزينة.

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة.

- الخزينة المركزية.

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم والتنفيذ

المحاسبي للميزانيات

تعليمة رقم 04 مؤرخة في 2013/02/27

الموضوع : تسيير برنامج إنجاز لأسواق الجوارية من طرف الولاية لفائدة الشباب.

المرجع : التعليمة الوزارية المشتركة (مالية - داخلية) رقم 002 المؤرخة في 11 فيفري 2012

أوضحت التعليمة الوزارية المشتركة المشار إليها في المرجع كيفيات تنفيذ إجراء التسيير المباشر من طرف الولاية و بصفة استثنائية ، لبرنامج إنجاز الأسواق الجوارية لفائدة الشباب ، المسجلة فيما يخص المخططات البلدية للتنمية .

للسماح بالتنفيذ المحاسبي للعمليات المرتبطة بإنجاز هذا البرنامج، فتح بموجب التعليمة الوزارية المشتركة السالفة الذكر ، السطر رقم 400 المعلنون « مخططات البلدية للتنمية -تسيير الولاية » في مدونة حسابات الخزينة ضمن حساب التخصيص الخاص رقم 431.203 « صندوق تسيير عمليات الاستثمارات العمومية المسجلة فيما يخص برنامج دعم التنمية الاقتصادية ».

لأجل هذا، تقيد من هنا فصاعدا، العمليات المسطرة في السطر 004 «تسيير البنك الجزائري للتنمية » المفتوح حاليا ضمن الحساب رقم 302.104 تبعا للبرقية رقم 3187 المؤرخة في 15 سبتمبر 2010، في السطر 005 و الذي تم فتحه ضمن الحساب رقم 302.134 تحت عنوان «تسيير الصندوق الوطني للاستثمار».

من هنا تكون العمليات المسجلة لحد الآن في السطر 004 «تسيير البنك الجزائري للتنمية » موضوع نقل من طرف أمين الخزينة المركزي عن طريق المقابل إلى السطر الجديد 005 و الذي تم فتحه ضمن الحساب رقم 302.134 «تسيير الصندوق الوطني للاستثمار».

نظرا لما سبق، يعاد هيكلة بنية الحساب رقم 302.134 على النحو التالي :

- السطر 001 : برنامج قطاعي ممرکز

- السطر 002 : برنامج قطاعي لا ممرکز

- السطر 003 : المخططات البلدية للتنمية

- السطر 004 : المخططات البلدية للتنمية « تسيير الولاية»

- السطر 005 : تسيير الصندوق الوطني للاستثمار

تكون العمليات المقيدة في السطر 005 للحساب رقم 302.134 موضوع تقديم وضعية من طرف أمناء الخزائن الولائية ضمن الشروط المحددة بموجب التعليمة رقم 28 المؤرخة في 01 جويلية 2012.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعليمة.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات

إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة
- الخزينة المركزية
- خزائن الولايات

للإعلام :

- مجلس المحاسبة
- المفتشية العامة للمالية
- المديرية العامة للميزانية
- المديرية العامة للخزينة
- مفتشية المصالح المحاسبية
- وزارة الداخلية و الجماعات المحلية
- المديرية الجهوية للخزينة
- الخزينة الرئيسية

تعليمية رقم 05 مؤرخة في 2013/03/06

الموضوع : سير حساب التخصيص الخاص رقم 302-014 المعنون: « صندوق تنمية الفن السينمائي و تقنياته و صناعته.»

المرجع : القانون رقم 09-09 المؤرخ في 2009/12/30 المتضمن قانون المالية لسنة 2010 لاسيما المادة 65 منه.

- القانون رقم 10-01 المؤرخ في 2010/08/26 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2010 لاسيما المادة 63 منه.

- القانون رقم 10-13 المؤرخ في 2010/12/29 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2011 لاسيما المادة 75 منه.

- المرسوم التنفيذي رقم 12-90 المؤرخ في 2012/02/28 الذي يحدد كفيات سير حساب التخصيص الخاص رقم

302-014 المعنون: « صندوق تنمية الفن السينمائي و تقنياته و صناعته.»

I - أحكام عامة

تطبيقاً لأحكام المادة 65 من القانون رقم 09-09 المؤرخ في 2009/12/30 المتضمن قانون المالية لسنة 2010 ، المعدلة و المتممة ،

حدد المرسوم 12-90 المؤرخ في 2012/02/28 المشار إليه المرسوم كفيات سير حساب التخصيص الخاص رقم 302-014

المعنون: « صندوق تنمية الفن السينمائي و تقنياته و صناعته.»

تهدف هذه التعليمية إلى توضيح الكيفيات العملية للتطبيق المحاسبي للنصوص المذكورة أعلاه.

II - أحكام محاسبية

الحساب رقم 302-014 « صندوق تنمية الفن السينمائي و تقنياته و صناعته » هو حساب تخصيص خاص ينقل رصيده من سنة

إلى سنة.

يفتح هذا الحساب في مدونة حسابات الخزينة في المجموعة 03، الحساب العام 30، الفرع 2، و يظهر في الباب 09 من الوضعية الإحصائية

العشرية، يرر خصوما و أصولا و يعمل في كتابات الخزينة الرئيسية وحدها.

الآمر بالصرف لهذا الحساب هو الوزير المكلف بالثقافة.

يقيّد هذا الحساب :

في باب الإيرادات:

- ناتج الأتاوى المطبقة على تذاكر الدخول إلى قاعات السينما المنشأة لفائدة الصندوق بموجب قوانين المالية،

- ناتج الرسوم المحصلة لدى تسليم التأشيرات و الرخص المنصوص عليها في التشريع و التنظيم المعمول بهما،

- ناتج رسم الإشهار المطبق على رقم الأعمال المحقق في إطار النشاط الإشهاري المنصوص عليه في المادة 63 من الأمر رقم

10-01 المؤرخ في 16 رمضان عام 1431 الموافق 26 غشت سنة 2010 و المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2010،

- تسديد القروض،

- إعانات ميزانية الدولة و الجماعات المحلية،

- كل المساهمات أو الموارد الأخرى،

- الهبات و الوصايا.

في باب النفقات:

- إعانات الدولة للإنتاج السينمائي و توزيعه و استغلاله و تجهيزه،
- مخصصات للمؤسسات تحت الوصاية بمقرر من الوزير المكلف بالثقافة بعنوان النفقات المتصلة بالعمليات المعهودة إليها طبقا لدفتر الشروط العامة الملحق بهذا المرسوم.
- تحدد قائمة الإيرادات و النفقات المقتطعة من هذا الحساب بقرار مشترك بين الوزير المكلف بالمالية و الوزير المكلف بالثقافة.
- تحدد كفاءات متابعة و تقييم حساب التخصيص الخاص رقم 302-014 بموجب قرار مشترك بين الوزير المكلف بالمالية و الوزير المكلف بالثقافة.
- يتم إعداد برنامج عمل من طرف الأمر بالصرف توضح فيه الأهداف المسطرة و كذا آجال الإنجاز.
- تنجز العمليات المقيدة في الحساب رقم 302-014 طبقا لأحكام القانون رقم 90-21 المؤرخ في 15/08/1990 المتعلق بالمحاسبة العمومية المعدل و المتمم.

III - أحكام متفرقة

- للسماح بمتابعة الحساب رقم 302-014 ، يرسل أمين الخزينة الرئيسية شهريا إلى المديرية العامة للمحاسبة ، وزارة الثقافة ، المديرية العامة للخزينة و المديرية العامة للميزانية، وضعية مفصلة لهذا الحساب تظهر الإيرادات المسجلة، النفقات المسددة و الرصيد المتوفر.
- تلغى كل الأحكام المتعارضة مع أحكام هذه التعليمات، لا سيما أحكام التعليمات رقم 79 المؤرخة في 28/08/1991.
- أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعليمات.
- يرسل أمين الخزينة الرئيسية شهريا إلى المديرية العامة للمحاسبة ، وزارة الثقافة ، المديرية العامة للخزينة و المديرية العامة للميزانية، وضعية مفصلة لهذا الحساب.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات
إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم:

للتنفيذ :

- الخزينة الرئيسية.
- خزائن الولايات.

للإعلام :

- وزارة الثقافة (مديرية الإدارة و الوسائل).
- مجلس المحاسبة.
- المفتشية العامة للمالية.
- مفتشية المصالح المحاسبية.
- المديرية العامة للميزانية.
- المديرية العامة للخزينة.
- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة.
- المديرية الجهوية للخزينة.
- الخزينة المركزية.

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم والتنفيذ

المحاسبي للميزانيات

تعليمة رقم 06 مؤرخة في 2013/03/11

المعدلة والمتممة لأحكام التعليمة

رقم 28 المؤرخة في 1998 /07/ 26

الموضوع : سير حساب التخصيص الخاص رقم 302-093 المعنون: « صندوق دعم هيئات الصحافة المكتوبة و السمعية البصرية و الإلكترونية و نشاطات تكوين و تحسين مستوى الصحفيين و المتدخلين في مهن الإتصال ».

المرجع : القانون رقم 97-02 المؤرخ في 1997/12/31 المتضمن قانون المالية لسنة 1998 لاسيما المادة 91 منه.

- القانون رقم 11-16 المؤرخ في 2011/12/28 المتضمن قانون المالية لسنة 2012 لاسيما المادة 85 منه.

- المرسوم التنفيذي رقم 12-411 المؤرخ في 2012/12/08 الذي يحدد كيفية سير حساب التخصيص الخاص رقم 302-093 المعنون: « صندوق دعم هيئات الصحافة المكتوبة و السمعية البصرية و الإلكترونية و نشاطات تكوين و تحسين مستوى الصحفيين و المتدخلين في مهن الإتصال - التعليمة رقم 28 المؤرخة في 1998/07/26.

تطبيقاً لأحكام المرسوم المذكور أعلاه، يعدل و يتم العنوان II من التعليمة رقم 28 المؤرخة في 1998/07/26 على النحو التالي:

II - أحكام محاسبية

الحساب رقم 302-093 « صندوق دعم هيئات الصحافة المكتوبة و السمعية البصرية و الإلكترونية و نشاطات تكوين و تحسين مستوى الصحفيين و المتدخلين في مهن الإتصال » هو حساب تخصيص خاص..... بدون تغيير..... إلى غاية بصفته أمر بالصرف رئيسي.

يقيده هذا الحساب :

- في باب الإيرادات:

إعانات الدولة و الجماعات المحلية،

جميع الموارد أو المساهمات الأخرى،

الهبات و الوصايا.

- في باب النفقات:

- الإعانات الممنوحة التي تهدف في إطار الصالح العام إلى ترقية هيئات الصحافة الوطنية المكتوبة و السمعية البصرية و الإلكترونية و لاسيما تشجيع بروز صحافة متخصصة و محلية و جهوية و دعم نشر الصحافة في المناطق المعزولة أو النائية.

- تمويل نشاطات تكوين و تحسين مستوى الصحفيين و المتدخلين في مهن الإتصال.

تمنح الإعانات التي تهدف إلى ترقية هيئات الصحافة المكتوبة و السمعية البصرية و الإلكترونية و كذا تمويل نشاطات تكوين و تحسين مستوى الصحفيين و المتدخلين في مهن الإتصال حسب معايير التأهيل، التي تحددها لجنة خاصة تنشأ لدى الوزير المكلف بالإتصال.

يتم تمويل هذه النشاطات طبقا لمقتضيات دفتر الشروط العامة الملحق بهذا المرسوم.

تبقى باقي أحكام التعليمات رقم 28 المؤرخة في 1998/07/26 بدون تغيير.

أطلب منكم الشكر على تطبيق أحكام هذه التعليمات.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات
إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسى إليهم:

للتنفيذ:

- الخزينة الرئيسية.

للإعلام:

- مجلس المحاسبة.

- المفتشية العامة للمالية.

- مفتشية المصالح المحاسبية.

- وزارة الإتصال.

- المديرية العامة للميزانية.

- المديرية العامة للخزينة.

- المديرية الجهوية للخزينة.

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة.

- الخزينة المركزية.

- خزائن الولايات.

التعليمة رقم 07 المؤرخة في 2013/03/25

الموضوع : تحديد نتائج الميزانيات التي لم تتم تسويتها وتخصيصها للحساب الدائم لمتاح ومكشوف الخزينة (سنة 2010).

المرجع : القانون رقم 04-13 المؤرخ في 9 ربيع الثاني 1434 الموافق ل 20 فيفري 2013 المتضمن تسوية الميزانية لسنة 2010.

- التعليمة العامة المتعلقة بمحاسبة الخزينة.

خصصت أحكام القانون المشار إليه في المرجع للحساب الدائم لمتاح ومكشوف الخزينة الخاص بالسنة المالية 2010:

- عجز الميزانية النهائي الخاص بعمليات الميزانية لسنة 2010 بمبلغ 592.170.779.188,13 دج
- خسائر الحسابات الخاصة للخزينة المصفاة أو المقفلة و المسجلة بتاريخ 31 ديسمبر 2010 بمبلغ 844.297.712.390,52 دج
- الخسائر الناجمة عن تسيير عمليات دين الدولة المسجلة بتاريخ 31 ديسمبر 2010 بمبلغ 297.478.126.495,68 دج
- التغير الصافي الخاص ب:

- التغير الصافي الإيجابي لأرصدة الحسابات الخاصة للخزينة بمبلغ : 3.020.364.815.626,98 دج؛

- التغير الصافي الإيجابي لأرصدة حسابات الاقتراض بمبلغ : 288.337.161.754,87 دج،

- التغير الإيجابي الصافي لأرصدة حسابات المساهمة بمبلغ : 449.903.335,64 دج،

- العجز الإجمالي فيما يخص سنة 2010 بمبلغ : 424.794.737.356,84 دج،

تهدف هذه التعليمة، تطبيقا لأحكام القانون المذكور أعلاه، إلى توضيح الإجراءات المحاسبية المتعلقة بالتخصيص للحساب الدائم لمتاح ومكشوف الخزينة.

I - أحكام عامة

طبقا لأحكام التعليمة المشار إليها في المرجع، يتكفل العون المحاسبي المركزي للخزينة مع نهاية كل سنة مالية بوقف حسابات الدولة واستخلاص نتائج الميزانية والخزينة.

تفيد مؤقتا النتائج المتحصل عليها في حسابات نتائج الميزانيات التي لم تتم تسويتها.

II - أحكام محاسبية

تبعاً لصدور القانون المتضمن تسوية الميزانية لسنة 2010، يتكفل العون المحاسبي المركزي للخزينة بالتخصيص للحساب الدائم لنواتج الخزينة على النحو التالي :

أ (إثبات التغيرات

بالنسبة لسنة 2010 يجب إثبات التغيرات المحددة الخاصة بالحسابات الخاصة للخزينة ، الاقتراض و المساهمات في الحسابات التالية :

1 (فيما يخص الحسابات الخاصة للخرينة

3.020.364.815.626,98 دج	{	530.004	- خصوم حساب
		600.004	- أصول حساب

2 (فيما يخص حسابات الاقتراض

288.337.161.754,87 دج	{	530.005	- خصوم حساب
		600.005	- أصول حساب

3 (فيما يخص حسابات المساهمات

449.903.335,64 دج	{	530.006	- خصوم حساب
		600.006	- أصول حساب

بعد وضع النتائج المثبتة فيما يخص هذه التغيرات، يشرع الوكيل المحاسبي المركزي للخرينة على أساس المعطيات المرسخة بموجب القانون المتضمن تسوية الميزانية لسنة 2010، في إجراء الكتابات التالية :

ب (عمليات متعلقة بحساب نتائج الميزانيات التي لم يتم تسويتها

1 (فيما يخص العجز النهائي لعمليات الميزانية

424.794.737.356,84 دج	{	610.001/01	- خصوم حساب
		600.001	- أصول حساب

2 (فيما يخص خسائر الحسابات الخاصة للخرينة المصفاة أو المقفلة

844.297.712.390,52 دج	{	610.001/02	- خصوم حساب
		600.002	- أصول حساب

3 (فيما يخص الأرباح و الخسائر الناجمة عن تسيير عمليات دين الدولة

297.478.126.495,68 دج	{	610.001/03	- خصوم حساب
		600.003	- أصول حساب

ج (عمليات متعلقة بعمليات الحسابات الخاصة للخرينة، الاقتراض و المساهمات

1 (فيما يخص التغيرات الايجابية الصافية لأرصدة الحسابات الخاصة للخرينة

3.020.364.815.626,98 دج	{	600.004	- خصوم حساب
		610.001/04	- أصول حساب

2 (فيما يخص التغيرات الايجابية الصافية لأرصدة حسابات الاقتراض

288.337.161.754,87 دج	{	600.005	- خصوم حساب
		610.001/05	- أصول حساب

3 (فيما يخص التغيرات الايجابية الصافية لأرصدة حسابات المساهمات

449.903.335,64 دج	{	600.006	- خصوم حساب
		610.001/06	- أصول حساب

تنسخ مجمل هذه العمليات في الدفتر الجامع لحسابات النواتج والمتاح و مكشوف الخزينة. بنهاية هذه العمليات يقوم الوكيل المحاسبي المركزي للخزينة بإعداد الميزان النهائي لحسابات النواتج للميزانيات التي تمت تسويتها. تسمح قراءة هذه الوثيقة المحاسبية بإثبات تصفية مجمل الحسابات المتعلقة بنواتج الميزانية التي لم يتم تسويتها (600.010 إلى 600.001). سيكرس هذا الميزان الموقوف بتاريخ 31 ديسمبر 2010، النتائج المخصصة للمتاح و مكشوف الخزينة فيما يخص العمليات المالية لسنة 2010. يشكل تلخيص العمليات المنجزة فيما يخص النتائج المخصصة بتاريخ 31 ديسمبر 2010، متاح و مكشوف الخزينة و كذا وضعية الحساب الدائم لنتائج الخزينة، القاعدة المرجعية يضاف إليها المبالغ التي سوف تكرسها قوانين التسوية اللاحقة. يكلف الوكيل المحاسبي المركزي للخزينة بتنفيذ هذه التعليمات.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات
إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة

للإعلام :

- مجلس المحاسبة
- المفتشية العامة للمالية
- المديرية العامة للخزينة
- المديرية العامة للميزانية
- مفتشية المصالح المحاسبية
- مديرية التحديث وضبط المقاييس المحاسبية
- المديرية الجهوية للخزينة
- الخزينة المركزية
- الخزينة الرئيسية
- خزائن الولايات

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم والتنفيذ

المحاسبي للميزانيات

تعلیمة رقم 08 مؤرخة في 2013/03/26

الموضوع : سير حساب التخصيص الخاص رقم 302-079 المعنون: « الصندوق الوطني للمياه ».

المرجع : الأمر رقم 03-94 المؤرخ في 1994/12/31 المتضمن قانون المالية لسنة 1995، لاسيما المادة 143 منه.

- القانون رقم 09-09 المؤرخ في 2009/12/30 المتضمن قانون المالية لسنة 2010، لاسيما المادة 68 منه.

- القانون رقم 11-11 المؤرخ في 2011/07/18 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2011، لاسيما المادتان 38 و 39 منه.

- المرسوم التنفيذي رقم 105-12 المؤرخ في 2012/03/05 يعدل و يتم المرسوم التنفيذي رقم 176-95 المؤرخ في 1995/06/24 الذي يحدد كفاءات سير حساب التخصيص الخاص رقم 302-079 المعنون: " الصندوق الوطني للمياه الصالحة للشرب "، المعدل و المتمم.

- التعلیمة رقم 13 المؤرخة في 1995/10/03.

- التعلیمة رقم 37 المؤرخة في 2005/10/17.

I - أحكام عامة

عدلت و تمت المادتان 68 من القانون رقم 09-09 المؤرخ في 2009/12/30 المتضمن قانون المالية لسنة 2010 و 38 من القانون رقم 11-11 المؤرخ في 2011/07/18 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2011، أحكام المادة 143 من الأمر رقم 03-94 المؤرخ في 1994/12/31 المتضمن قانون المالية لسنة 1995 التي أحدثت حساب التخصيص الخاص رقم 302-079 المعنون: « الصندوق الوطني للمياه الصالحة للشرب ».

عدل و تم المرسوم التنفيذي رقم 105-12 المؤرخ في 2012/03/05 المشار إليه أعلاه، المأخوذ تطبيقا لأحكام المواد السابقة، أحكام المرسوم التنفيذي رقم 176-95 المؤرخ في 1995/06/24 الذي يحدد كفاءات سير حساب التخصيص الخاص رقم 302-079 المسمى أعلاه.

تهدف هذه التعلیمة إلى توضيح الكفاءات العملية للتطبيق المحاسبي للنصوص المذكورة أعلاه.

II - أحكام محاسبية

الحساب رقم 302-079 هو حساب تخصيص خاص ينقل رصيده من سنة إلى سنة.

يفتح هذا الحساب في مدونة حسابات الخزينة في المجموعة 3، الحساب العام 30، الفرع 2، ويظهر في الباب 9 من الوضعية الإحصائية العشرية، يبرر خصوما و أصولا ويعمل في كتابات أمين الخزينة الرئيسية.

الأمر بالصرف الرئيسي لهذا الحساب هو الوزير المكلف بالموارد المائية.

يقيدها هذا الحساب :

في باب الإيرادات:

- عائدات الأتاوى المستحقة على المصالح و الهيئات و المؤسسات العمومية التابعة للدولة و الجماعات الإقليمية المكلفة بالتزويد بالمياه الصالحة للشرب و المياه الصناعية بعنوان امتياز تسيير المنشآت العمومية لإنتاج المياه الصالحة للشرب و نقلها و توزيعها،
- الإعانات المحتملة التي تمنحها الدولة و الجماعات الإقليمية،
- الهبات و الوصايا،
- ناتج الإتاوة المستحقة على الاستعمال بمقابل للأملك العمومية المائية للمياه المعدنية ومياه المنبع،
- حصة من ناتج الأتاوى المستحقة بعنوان الاستعمال بمقابل للأملك العمومية للمياه باقتطاع الماء لاستعماله لغرض صناعي و سياحي و خدمي،
- حصة من ناتج الإتاوة المستحقة على الاستعمال بمقابل للأملك العمومية للمياه باقتطاع الماء من أجل حقنه في الآبار البترولية أو استعمالات أخرى في ميدان المحروقات.

في باب النفقات:

- التكفل المالي بالنفقات المتصلة بأنظمة التعبئة و التحويل و التزويد بالمياه الصالحة للشرب و التطهير و الري الفلاحي و باستثمارات تهيئة و/أو اقتناء التجهيزات و المعدات الضرورية الناتجة عن الخلل التقني الكبير أو النقص في المياه غير المتوقع.
- يجب على الهيئات و/أو المؤسسات العمومية المستفيدة من هذه العمليات أن تكتتب دفتر شروط يتم إعداده مع الإدارة الوصية يبيّن غلى الخصوص و بدقة الأعمال القابلة للتمويل من هذا الصندوق وكذا كفاءات المراقبة المتصلة بتنفيذ النفقات العمومية،
- المساهمات بعنوان استثمارات التوسيع و التجديد و التجهيزات،
- المخصصات لفائدة سلطة ضبط خدمات المياه،
- النفقات المترتبة على إجراءات دعم سعر المياه،
- يحدد قرار مشترك للوزير المكلف بالمالية و الوزير المكلف بالموارد المائية مدونة الإيرادات و النفقات التي تقيّد في الحساب رقم 302-079 والمذكور أعلاه.
- تحدد كفاءات متابعة و تقييم حساب التخصيص الخاص رقم 302-079 بموجب قرار مشترك للوزير المكلف بالمالية و الوزير المكلف بالموارد المائية.
- يتم إعداد برنامج عمل من طرف الأمر بالصرف توضح فيه الأهداف المسطرة و كذا آجال الإنجاز.
- يتم إنجاز العمليات المقيّدة في الحساب رقم 302-079 طبقاً لأحكام القانون رقم 90-21 المؤرخ في 15/08/1990 المتعلق بالمحاسبة العمومية، المعدل و المتمم.

III - أحكام متفرقة

- للسماح بمتابعة الحساب رقم 302-079 يرسل أمين الخزينة الرئيسية شهرياً إلى المديرية العامة للمحاسبة، وزارة الموارد المائية، المديرية العامة للخزينة و المديرية العامة للميزانية، وضعية مفصلة لهذا الحساب تظهر الإيرادات المسجلة، النفقات المسددة و الرصيد المتوفر.
- تلغي أحكام هذه التعليمات أحكام التعليمتين رقم 13 المؤرخة في 03/10/1995 و رقم 37 المؤرخة في 17/10/2005 و تحل محلها.
- أطلب منكم السّهر على تطبيق أحكام هذه التعليمات.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات
إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم:

للتنفيذ:

- الخزينة الرئيسية.

للإعلام:

- مجلس المحاسبة.

- المفتشية العامة للمالية.

- مفتشية المصالح المحاسبية.

- وزارة الموارد المائية.

- المديرية العامة للميزانية.

- المديرية العامة للخزينة.

- المديرية الجهوية للخزينة.

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة.

- الخزينة المركزية.

- خزائن الولايات.

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم والتنفيذ

المحاسبي للميزانيات

تعليمية رقم 09 المؤرخة في 2013/03/26

الموضوع : إقفال حساب التخصيص الخاص رقم 302.132 صندوق تخصيص نسب الفوائد على القروض الممنوحة للعائلات لاقتناء و بناء و توسيع السكن و كذا المرقيين العقاريين في إطار البرامج المدعمة من طرف الدولة.
المرجع : القانون رقم 12-12 المؤرخ في 26 /12/ 2012 المتضمن قانون المالية لسنة 2013 ، لاسيما المادة 53 منه.

I - أحكام عامة

أعلنت أحكام المادة 53 من القانون المشار إليه في المرجع المتضمن قانون المالية لسنة 2013، إقفال حساب التخصيص الخاص رقم 302.132 صندوق تخصيص نسب الفوائد على القروض الممنوحة للعائلات لاقتناء و بناء و توسيع السكن و كذا المرقيين العقاريين في إطار البرامج المدعمة من طرف الدولة و صب رصيده في حساب التخصيص الخاص رقم 302.062 « تخفيض نسبة الفوائد».

تهدف هذه التعليمية إلى توضيح الكيفيات العملية للتطبيق المحاسبي لهذا الإجراء.

بعد توقيف الكتابات لنهاية السنة المالية 2013، يكون الرصيد المتبقي لغاية هذا التاريخ في الحساب رقم 302.132 موضوع صب من طرف أمين الخزينة الرئيسية في أصول الحساب رقم 302.062 « تخفيض نسبة الفوائد» فور الانتهاء من هذه العملية، لا يظهر الحساب رقم 302.132 في مدونة حسابات الخزينة.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعليمية.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات
إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الخزينة الرئيسية

للإعلام :

- مجلس المحاسبة

- المفتشية العامة للمالية

- المديرية العامة للخزينة

- المديرية العامة للميزانية

- مفتشية المصالح المحاسبية

- المديرية الجهوية للخزينة

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة

- الخزينة المركزية

- خزائن الولايات

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم والتنفيذ

المحاسبي للميزانيات

تعلية رقم 10 المؤرخة في 2013/03/26

الموضوع : إقفال حساب التخصيص الخاص رقم 302.090 "صندوق ترقية التكوين المهني المتواصل".

المرجع : القانون رقم 12/12 المؤرخ في 26/12/2012 يتضمن قانون المالية لسنة 2013، لاسيما المادة 57 منه.

I - أحكام عامة

أعلنت المادة 57 من القانون المشار إليه في المرجع المتضمن قانون المالية لسنة 2013، إقفال حساب التخصيص الخاص رقم 302.090 «صندوق ترقية التكوين المهني المتواصل» و تصب رصيده إلى حساب التخصيص الخاص رقم 302.091 «صندوق ترقية التمهين».

تهدف هذه التعلية إلى توضيح الكيفيات العملية للتطبيق المحاسبي لهذا الإجراء.

بعد توفيق الكتابات لنهاية السنة 2013، يكون الرصيد المتبقي لغاية هذا التاريخ في الحساب التخصيص الخاص رقم 302.090 موضوع صب من طرف أمين الخزينة الرئيسي في أصول الحساب رقم 302.091 و الذي بعنوان من هنا فصاعدا «صندوق ترقية التمهين و التكوين المهني المتواصل».

فور الانتهاء من هذه العملية، لا يظهر الحساب رقم 302.090 في مدونة حسابات الخزينة.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعلية.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات

إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الخزينة الرئيسية

للإعلام :

- مجلس المحاسبة

- المفتشية العامة للمالية

- مفتشية المصالح المحاسبية

- المديرية العامة للميزانية

- المديرية العامة للخزينة

- وزارة التكوين والتعليم المهنيين (مديرية إدارة الوسائل)

- مفتشية المصالح المحاسبية

- المديرية الجهوية للخزينة

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة

- الخزينة المركزية

- خزائن الولايات

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم والتنفيذ

المحاسبي للميزانيات

تعلیمة رقم 11 المؤرخة في 2013/03/26

الموضوع : مدونة الحساب رقم 201.005 « نواتج الجمارك »

المرجع : الإرسال رقم 214 المؤرخ في 2013/02/14 للمديرية العامة للجمارك.

تهدف هذه التعلیمة إلى تحديد مدونة سطر الميزانية الخاصة بالحساب رقم 201.005 «نواتج الجمارك»

السطر	العنوان
11-05	حق الجمارك في الإسترداد
12-05	إتاوة عن استعمال منشآت الطرق
41-05	إتاوة عن تغيير الإقامة
64-05	النتائج المتصل بالتصريحات المعالجة بالمعلوماتية تحت جميع النظم الجمركية «لدى التصدير باستثناء التصدير العادي»
65-05	النتائج المتصل بالتصريحات الموجزة المعالجة بالمعلوماتية (بيانات)
66-05	النتائج المتصل بمصاريف الاشتراك السنوية للمستعملين الموصولين بنظام التسيير بالمعلوماتية التابع للجمارك
67-05	النتائج المتصل باستعمال نظام التسيير بالمعلوماتية التابع للجمارك
68-05	النتائج المتصل بالتصريحات المعالجة بالمعلوماتية تحت جميع النظم الجمركية لدى الاستيراد
69-05	إتاوة عن الأختام الجمركية
70-05	إتاوة عن المراقبة عن طريق الجهاز الكاشف
71-05	إتاوة عن وسائل ضمان سلامة العمليات و الوثائق الجمركية
72-05	إتاوة جمركية بنسبة 0,4%
73-05	إتاوة الإجراءات الجمركية بنسبة 2%
74-05	الحق الإضافي المؤقت بنسبة 60% يفرع على شكل سطور بنسبة 12% .

السطور المفتوحة هكذا، لا تظهر كما هي في مدونة حسابات الخزينة و تسطر في السجلات المساعدة للمحاسبين العموميين المعينين. في إطار تطهير بعض الملفات المتنازع فيها و التي ترتب عنها حكم نهائي نص على سداد بعض هذه الحقوق و الإتاوات، ستعمل السطور 72-05، 73-05 و 74-05 مؤقتا و تسجل بعض الحقوق و الإتاوات تم إلغاؤها غير أن قابضي الجمارك مستمرين في تحصيلها.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعلیمة.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات

إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

قابضات الجمارك

للإعلام :

- مجلس المحاسبة
- المفتشية العامة للمالية
- مفتشية المصالح المحاسبية
- المديرية العامة للخزينة
- المديرية العامة للجمارك
- المديرية العامة للميزانية
- المديرية العامة للأملك الوطنية
- المديرية الجهوية للخزينة
- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة
- الخزينة المركزية
- الخزينة الرئيسية
- خزائن الولايات

تعليمية رقم 12 لمؤرخة في 2013/04/03
تعديل و تتم أحكام التعليمية رقم
09 المؤرخة في 2013/03/26

الموضوع : إحداث سطرين ضمن حساب التخصيص الخاص رقم 302.062 «تخفيض نسب الفوائد».

المرجع : القانون رقم 12-12 المؤرخ في 26/12/2012 المتضمن قانون المالية لسنة 2013 ، لاسيما المادة 53 منه.
التعليمية رقم 09 المؤرخة في 26 مارس 2013

أوضحت أحكام التعليمية رقم 09 المؤرخة في 26 مارس 2013 المأخوذة تطبيقا للمادة 53 من قانون المالية لسنة 2013، الكيفيات المحاسبية لإقفال حساب التخصيص الخاص رقم 302.132 «صندوق تخصيص نسب الفوائد على القروض الممنوحة للعائلات لاقتناء و بناء و توسيع السكن و كذا المرقيين العقاريين في إطار البرامج المدعومة من طرف الدولة» و صب رصيده في حساب التخصيص الخاص رقم 302.062 و الذي سيعنون من هنا فصاعدا « تخفيض نسب الفوائد».

للسماح بتمييز مبلغ هذا الرصيد عن ذلك المستخرج بتاريخ 31 ديسمبر 2012 في الحساب رقم 302-062، يفتح ضمن هذا الأخير السطران التاليان:

- السطر 001 «تخفيض نسب الفوائد على التجهيزات»

سيسجل هذا السطر الرصيد المستخرج في ميزان الخروج بتاريخ 31 ديسمبر 2012 في الحساب رقم 302.062.

- السطر 002 «تخفيض نسب الفوائد على القروض العقارية»

سيأوي هذا السطر الرصيد المستخرج بتاريخ 31 ديسمبر 2012 في الحساب رقم 302.132.

بمجرد إنجاز عملية التحويل المبينة أعلاه، يقوم أمين الخزينة الرئيسية فورا بإبلاغ المديرية العامة للخزينة و الوكيل المحاسبي المركزي للخزينة بذلك و موافاتها في هذا الشأن بوضعية محاسبية تبين فيها الرصيد الذي تم صبه في كل من السطرين المعنيين.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعليمية.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات
إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الخزينة الرئيسية

للإعلام :

- مجلس المحاسبة

- المفتشية العامة للمالية

- المديرية العامة للخزينة

- المديرية العامة للميزانية

- مفتشية المصالح المحاسبية

- مديرية التحديث و ضبط مقاييس المحاسبة

- المديرية الجهوية للخزينة

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة

- الخزينة المركزية

- خزائن الولايات

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم والتنفيذ

المحاسبي للميزانيات

رقم 13 مؤرخة في 2013/04/07

تصويب للتعليمية رقم 09 المؤرخة في 2013/03/26

الموضوع : إقفال حساب التخصيص الخاص رقم 302-132 المعنون: « صندوق تخصيص نسب الفوائد على القروض الممنوحة للعائلات لاقتناء وبناء وتوسيع السكن وكذا المرقيين العقاريين في إطار البرامج المدعمة من طرف الدولة ».

عوض :

بعد توقيف الكتابات لنهاية السنة المالية 2013.

تقرأ :

بعد توقيف الكتابات لنهاية السنة المالية 2012.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات
إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم:

للتنفيذ:

- الخزينة الرئيسية.

للإعلام:

- مجلس المحاسبة.

- المفتشية العامة للمالية.

- المديرية العامة للخزينة.

- المديرية العامة للميزانية.

- مفتشية المصالح المحاسبية.

- مديرية التحديث وضبط مقاييس المحاسبة.

- المديرية الجهوية للخزينة.

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة.

- الخزينة المركزية.

- خزائن الولايات.

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم والتنفيذ

المحاسبي للميزانيات

رقم 14 مؤرخ في 2013/04/09

تصويب للتعليمات رقم 07 المؤرخة في 25 مارس 2013

الموضوع : تحديد نتائج الميزانيات التي لم تتم تسويتها و تخصيصها للحساب الدائم لمتاح و مكشوف الخزينة (سنة 2010).

الصفحة 2

(ب) عمليات متعلقة بحساب نتائج الميزانيات التي لم يتم تسويتها

(1) فيما يخص العجز النهائي لعمليات الميزانية

عوض :

- خصوم حساب 610.001/01
- أصول حساب 600.001
424.794.737.356,84 دج

تقرأ :

- خصوم حساب 610.001 / 01
- أصول حساب 610.001
2.592.170.779.188,13 دج

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات
إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ:

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة

للإعلام :

- مجلس المحاسبة
- المفتشية العامة للمالية
- المديرية العامة للخزينة
- المديرية العامة للميزانية
- مفتشية المصالح المحاسبية
- مديرية التحديث و ضبط المقاييس المحاسبية
- المديرية الجهوية للخزينة
- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة
- الخزينة المركزية
- خزائن الولايات

تعلیمة رقم 15 مؤرخة في 2013/04/09

الموضوع : كیفیات توزيع موارد صندوق المداخل الإضافية .

المرجع : الأمر رقم 01.09 المؤرخ في 22 جويلية 2009 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2009 لا سيما المادتان 22 و 23 منه.

القرار رقم 17 المؤرخ في 13 مارس 2013 المحدد لكيفيات توزيع موارد الصندوق التكميلي للدخل ما بين الإدارة الجبائية و المصالح المدعوة لتقديم المساعدة للمصالح الجبائية.

بمقتضى أحكام المادة 22 لقانون المالية التكميلي لسنة 2009، ترفع نسبة الإقتطاع السنوي الموجهة لتمويل الصندوق التكميلي للدخل لفائدة موظفي الإدارة الجبائية إلى 70%.

تطبقا لأحكام المادة 23 من نفس القانون، حددت نسبة إقتطاع العلاوات المرتبطة بالمساعدات الخاصة بتوسيع الوعاء الضريبي و البحث عن المادة الخاضعة للضريبة ب 30% .

حدد القرار رقم 17 المؤرخ في 13 مارس 2013 التوزيع الجديد لموارد الصندوق التكميلي للدخل ما بين الإدارة الجبائية و المصالح المدعوة لتقديم مساعدة للمصالح الجبائية

لأجل هذا، أعيدت صياغة هيكل حساب التخصيص الخاص رقم 302.078 «الصندوق التكميلي للدخل لفائدة الإدارة الجبائية» على النحو التالي:

الحساب رقم 302.078

السطر	العنوان	نوع التوزيع
001	موظفو الإدارة الجبائية	69,5%
002	مصالح أخرى (المدرسة الوطنية للضرائب)	0,5%
003	موظفو الخزينة	10,44%
004	موظفو الأملاك الوطنية	9,88%
005	موظفو مسح الأراضي	2,64%
006	موظفو الميزانية	4,73%
007	موظفو المفتشية العامة للمالية	0,85%
008	الموظفون المتكفل بهم من طرف مديرية عمليات الميزانية و المنشآت (الأمانة العامة - الديوان - م ع م خ - م ع ت س - م و ق خ - م م ب - م د)	0,96%
009	خلية فحص المعلومة المالية	0,03%
10	الديوان المركزي لقمع الفساد	0,02%
11	الديوان الوطني للإحصائيات	0,45%
مجموع الحساب رقم 302.078		100%

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعليمات التي يسري مفعولها ابتداء من السداسي الأول لسنة 2013.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات
إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الخزينة المركزية

- الخزينة الرئيسية

- خزائن الولايات

للإعلام :

- مجلس المحاسبة

- المفتشية العامة للمالية

- المديرية العامة للخزينة

- المديرية العامة للميزانية

- المديرية العامة للضرائب

- المديرية العامة للأموال الوطنية

- مديرية عمليات الميزانية و المنشآت

- خلية فحص المعلومة المالية

- الديوان المركزي لقمع الفساد

- الديوان الوطني للإحصائيات

- المديرية العامة للعلاقات المالية الخارجية

- المديرية العامة للتقديرات و السياسات

- مفتشية المصالح المحاسبية

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة

- المديرية الجهوية للخزينة

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم والتنفيذ

المحاسبي للميزانيات

تعلیمة رقم 16 المؤرخة في 2013/04/11

الموضوع : إقفال حساب التخصیص الخاص رقم 302.127 «الصندوق الوطني لتحضير وتنظيم المهرجان الثقافي الإفريقي 2009». .
المرجع : القانون رقم 12-12 المؤرخ في 26 /12/ 2012 متضمن قانون المالية لسنة 2013 ، لاسیما المادة 56 منه.

I - أحكام عامة

بمقتضى أحكام المادة 56 من القانون المشار إليه في المرجع المتضمن قانون المالية لسنة 2013، يقفل حساب التخصیص الخاص رقم 302.127 «الصندوق الوطني لتحضير وتنظيم المهرجان الثقافي الإفريقي 2009» .
تنص هذه الأحكام كذلك، على صب رصيد هذا الحساب في حساب نتائج الخزينة.
تهدف هذه التعلیمة إلى توضیح کیفیات العملية لتقييد العمليات الناجمة عن هذا الإجراء.

II - أحكام محاسبية

1 - دور أمين الخزينة الرئيسي :

بتاريخ 31 ديسمبر 2012، يشرع أمين الخزينة الرئيسية، فيما يخص الفترة الإضافية، في نقل الرصيد الدائن المستخرج في حساب التخصیص الخاص رقم 302.127 السالف الذكر، في كتابات الوكيل المحاسبي المركزي للخزينة عن طريق الحساب رقم 530.002 «حساب ترتيب تمرکز و تطهير لنهاية السنة»

2 - دور الوكيل المحاسبي المركزي للخزينة

عند التوقيف النهائي لكتابات نهاية سنة 2012، يشرع الوكيل المحاسبي المركزي للخزينة في صب رصيد الحساب رقم 302.127 في حساب نتائج الخزينة، ضمن الشروط النظامية المعمول بها.
بعد تاريخ 31 ديسمبر 2012 ، لا يظهر الحساب رقم 302.127 في مدونة حسابات الخزينة.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعلیمة.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات
إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة

- الخزينة الرئيسية

للإعلام :

- مجلس المحاسبة

- المفتشية العامة للمالية

- المديرية العامة للخزينة

- المديرية العامة للميزانية

- وزارة الثقافة (مديرية إدارة الوسائل)

- مفتشية المصالح المحاسبية

- المديريات الجهوية للخزينة

- الخزينة المركزية

- خزائن الولايات

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم والتنفيذ

المحاسبي للميزانيات

تعلیمة رقم 17 لمؤرخ في 2013/04/29

الموضوع : التسيير المحاسبي لدور الأطفال المسعفين.

المراجع : المرسوم التنفيذي رقم 04-12 المؤرخ في 04 جانفي 2012 المتضمن القانون الأساسي النموذجي لمؤسسات الأطفال المسعفين.

- التعلیمة رقم 40 المؤرخة في 11 ديسمبر 2002 المتعلقة بالتسيير المحاسبي لدور الأطفال المسعفين.

إن أحكام المرسوم التنفيذي رقم 04-12 المؤرخ في 04 جانفي 2012 المشار إليه في المرجع غير تسمية دور الأطفال المسعفين إلى مؤسسات الأطفال المسعفين.

لهذا الغرض، يعنون الحساب الفرعي رقم 49 المفتوح ضمن الحساب رقم 402 001 «الولايات و مؤسسات الولايات - المصالح المالية-»، بعد الآن " مؤسسات الأطفال المسعفين ".

أرجو منكم الحرص على تطبيق أحكام هذه التعلیمة.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات
إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- خزائن الولايات.

للإعلام :

- مجلس المحاسبة.

- المفتشية العامة للمالية.

- مفتشية المصالح المحاسبية.

- وزارة التضامن الوطني و الأسرة و قضايا المرأة.

- مديرية التحديث و ضبط مقاييس المحاسبة.

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة.

- المديرية الجهوية للخزينة.

- الخزينة المركزية.

- الخزينة الرئيسية.

تعليمية رقم 18 المؤرخ في 2013/04/29

الموضوع : التسيير المحاسبي لمؤسسات التربية و التعليم المتخصصة للأطفال المعوقين.

المراجع : المرسوم التنفيذي رقم 05-12 المؤرخ في 04 جانفي 2012 المتضمن القانون الأساسي النموذجي لمؤسسات التربية و التعليم المتخصصة للأطفال المعوقين

- التعليمية رقم 41 المؤرخة في 11 ديسمبر 2002 المتعلقة بالتسيير المحاسبي للمراكز الطبية التربوية و المراكز المتخصصة في تعليم الأطفال المعوقين.

إن أحكام المرسوم التنفيذي رقم 05-12 المؤرخ في 04 جانفي 2012 المشار إليه في المرجع غير تسمية المراكز الطبية التربوية و المراكز المتخصصة في تعليم الأطفال المعوقين إلى مؤسسات التربية و التعليم المتخصصة للأطفال المعوقين.

لهذا الغرض، يعنون الحساب الفرعي رقم 50 المفتوح ضمن الحساب رقم 402 001 «الولايات و مؤسسات الولايات - المصالح المالية-»، بعد الآن « مؤسسات التربية و التعليم المتخصصة للأطفال المعوقين ».

أرجو منكم الحرص على تطبيق أحكام هذه التعليمية.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات
إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- خزائن الولايات.

للإعلام :

- مجلس المحاسبة.

- المفتشية العامة للمالية.

- مفتشية المصالح المحاسبية.

- وزارة التضامن الوطني و الأسرة و قضايا المرأة.

- مديرية التحديث و ضبط مقاييس المحاسبة.

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة.

- المديرية الجهوية للخزينة.

- الخزينة المركزية.

- الخزينة الرئيسية.

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم والتنفيذ

المحاسبي للميزانيات

تعليمية رقم 19 المؤرخة في 2013/04/30

الموضوع : تقييد ناتج الرسم على الأطر المطاطية الجديدة المستوردة و ناتج الرسم على الزيوت و الشحوم و تحضير الشحوم المستوردة.

المرجع : القانون رقم 05-16 المؤرخ في 31 ديسمبر 2005، المتضمن قانون المالية لسنة 2006، لاسيما المادتين 60 و 61 منه،

القانون رقم 12-12 المؤرخ في 26 ديسمبر 2012، المتضمن قانون المالية لسنة 2013، لاسيما المادة 43 منه،

عدلت أحكام المادة 43 من القانون رقم 12-12 المؤرخ في 26 ديسمبر 2012 المتضمن قانون المالية لسنة 2013 توزيع ناتج الرسم على الأطر المطاطية الجديدة المستوردة و ناتج الرسم على الزيوت و الشحوم و تحضير الشحوم المستوردة.

تهدف هذه التعليمية إلى توضيح كيفية التطبيق المحاسبي للإجراء السالف الذكر.

I - ناتج الرسم على الأطر المطاطية الجديدة المستوردة :

يحول ناتج الرسم على الأطر المطاطية الجديدة المستوردة كمايلي :

40 % لفائدة الصندوق المشترك للجماعات المحلية .

للسماح بالقيود المحاسبي للإيرادات المسجلة في هذا الإطار، يفتح في مدونة حسابات الخزينة ضمن الحسابين رقم 302.020 و 500.019، السطرين التاليين:

- حساب رقم 302.020 « الصندوق المشترك للجماعات المحلية » السطر رقم 026 " ناتج الرسم على الأطر المطاطية الجديدة المستوردة"

- حساب رقم 500.019 « تحويل نواتج الرسوم إلى أمين الخزينة الرئيسية لحساب الصندوق المشترك للجماعات المحلية » السطر رقم

017 « ناتج الرسم على الأطر المطاطية الجديدة المستوردة».

II- ناتج الرسم على الزيوت و الشحوم و تحضير الشحوم المستوردة :

50 % لفائدة الصندوق المشترك للجماعات المحلية .

يقيد هذا الناتج في الحسابين و السطرين التاليين :

- حساب رقم 302.020، السطر 027 « ناتج الرسم على الزيوت و الشحوم و تحضير الشحوم المستوردة ».

- حساب رقم 500.019، السطر 018 « ناتج الرسم على الزيوت و الشحوم و تحضير الشحوم المستوردة».

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعليمية.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات

إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم:

للتنفيذ:

- الخزينة الرئيسية،

- خزائن الولايات،

للإعلام:

- مجلس المحاسبة،

- المفتشية العامة للمالية،

- مفتشية المصالح المحاسبية،

- المديرية العامة للجمارك،

- المديرية العامة للميزانية ،

- المديرية العامة للخزينة،

- مديرية التحديث و الضبط المحاسبي،

- وزارة الداخلية و الجماعات المحلية ،

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة،

- المديرية الجهوية للخزينة.

- الخزينة المركزية

تعليمية رقم 20 مؤرخة في 30/04/2013
المعدلة والمتممة لأحكام التعليمية
رقم 15 المؤرخة في 18/06/2002 (المُعدّلة والمُتمّمة)

الموضوع : سير حساب التخصيص الخاص رقم 103-302 المعنون: « صندوق ضبط الإيرادات ».

المرجع : القانون رقم 02-2000 المؤرخ في 27/06/2000 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2002، لاسيما المادة 10 منه.

- المرسوم التنفيذي رقم 02-67 المؤرخ في 06/04/2002 الذي يحدد كفيات سير حساب التخصيص الخاص رقم 103-302

المعنون: « صندوق ضبط الإيرادات ».

- التعليمية رقم 15 المؤرخة في 18/06/2002.

- التعليمية رقم 44 المؤرخة في 20/12/2006.

تهدف هذه التعليمية إلى تعديل و تتمّة أحكام التعليمية رقم 15 المؤرخة في 18/06/2002 التي تحدد الكيفيات العملية للتطبيق المحاسبي للنصوص المذكورة أعلاه.

I - أحكام عامة

..... (بدون تغيير).....

يأمر بصرف النفقات المخصصة في هذا الحساب المدير العام للخزينة بصفته مفوض من طرف وزير المالية.

II - أحكام محاسبية

تقييد الإيرادات:

..... (بدون تغيير).....

تقييد النفقات:

1 - في مجال تمويل عجز الخزينة:

يمكن أن يتحمل الحساب رقم 103-302 عمليات التغطية للعجز المسجل في الخزينة دون أن يقل رصيد الصندوق عن 740 مليار دج. تكون هذه العملية موضوع أمر بالصرف من طرف المديرية العامة للخزينة على الحساب رقم 103-302، مدّعم بمقرر اقتطاع للوزير المكلف بالمالية، طبقاً للمادة 04 من القرار رقم 122 المؤرخ في 16 جوان 2002، مؤشر عليه من طرف المراقب المالي.

ينجر عن هذا الأمر بالصرف الكتابات المحاسبية التالية:

● على مستوى أمين الخزينة الرئيسي:

- خصوم حساب 103-302 " صندوق ضبط الإيرادات "

- أصول حساب 005-500 السطر 1 " إيرادات متفرقة للتحويل إلى المحاسبين الرئيسيين "

● على مستوى العون المحاسبي المركزي للخزينة:

عند استلام التحويل، يقوم العون المحاسبي المركزي للخزينة بقاء المبلغ المحوّل في حساب نتائج الخزينة ضمن الشروط التنظيمية المعتادة.

2 - في مجال تقليص الدين العمومي:

يتحمل الحساب رقم 103-302..... (بدون تغيير)..... إلى غاية..... للدين العمومي.

تكون هذه العمليات موضوع أمر بالصرف كل ثلاثة أشهر كتسوية انطلاقا من الحساب رقم 103-302 من طرف المديرية العامة للخزينة على أساس بيان يقوم به العون المحاسبي المركزي للخزينة.

..... (بدون تغيير).....

III - أحكام متفرقة

للسماح بمتابعة الحساب رقم 103-302 يرسل أمين الخزينة الرئيسي شهريا إلى المديرية العامة للمحاسبة، المديرية العامة للخزينة و المديرية العامة للميزانية، وضعية مفصلة لهذا الحساب تظهر الإيرادات المسجلة، النفقات المسددة و الرصيد المتوفر.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعليمات.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات
إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم:

للتنفيذ:

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة.
- الخزينة الرئيسية.
- خزينة ولاية الجزائر.

للإعلام:

- مجلس المحاسبة.
- المفتشية العامة للمالية.
- مفتشية المصالح المحاسبية.
- المديرية العامة للميزانية.
- المديرية العامة للخزينة.
- المديرية الجهوية للخزينة.
- الخزينة المركزية.
- خزائن الولايات.

تعليمة رقم 21 مؤرخ في 2013/06/02

تصويب للتعليمة

رقم 10 المؤرخة في 2013 /03/ 26

الموضوع : إقفال حساب التخصيص الخاص رقم 302-090 المعنون: « صندوق ترقية التكوين المهني المتواصل ».

عوض :

بعد توقيف الكتابات لنهاية السنة المالية 2013.

تقرأ :

بعد توقيف الكتابات لنهاية السنة المالية 2012.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات
إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم:

للتنفيذ:

- الخزينة الرئيسية.

للإعلام:

- مجلس المحاسبة.

- المفتشية العامة للمالية.

- مفتشية المصالح المحاسبية.

- المديرية العامة للميزانية.

- المديرية العامة للخزينة.

- وزارة التكوين والتعليم المهنيين (مديرية إدارة الوسائل).

- المديرية الجهوية للخزينة.

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة.

- الخزينة المركزية.

- خزائن الولايات.

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم والتنفيذ

المحاسبي للميزانيات

تعليمة رقم 22 مؤرخة في 2013/06/06

الموضوع : سير حساب التخصيص الخاص رقم 138-302 المعنون: « صندوق مكافحة السرطان ».

المرجع : القانون رقم 10-13 المؤرخ في 29/12/2010 المتضمن قانون المالية لسنة 2011، لاسيما المادة 79 منه.

- القانون رقم 11-16 المؤرخ في 28/12/2011 المتضمن قانون المالية لسنة 2012، لاسيما المواد 48 و 70 و 73 و 74 منه.

- المرسوم التنفيذي رقم 12-343 المؤرخ في 17/09/2012، يحدد كفيات سير حساب التخصيص الخاص رقم 138-302 المعنون: « صندوق مكافحة السرطان ».

I - أحكام عامة

أحدثت أحكام المادة 79 من القانون المشار إليه في المرجع والمتضمن قانون المالية لسنة 2011، حساب التخصيص الخاص رقم 138-302 المعنون: " صندوق مكافحة السرطان ".

حدد المرسوم التنفيذي المذكور أعلاه والمأخوذ تطبيقاً لأحكام القانون السابق، كفيات سير حساب التخصيص الخاص رقم 138-302 المسمى أعلاه.

تهدف هذه التعليمة إلى توضيح الكفيات العملية للتطبيق المحاسبي للنصوص المذكورة أعلاه.

II - أحكام محاسبية

الحساب رقم 138-302 هو حساب تخصيص خاص ينقل رصيده من سنة إلى سنة.

يفتح هذا الحساب في مدونة حسابات الخزينة في المجموعة 3، الحساب العام 30، الفرع 2، ويظهر في الباب 9 من الوضعية الإحصائية العشرية، يبرر خصوصاً وأصلاً ويعمل في كتابات أمين الخزينة الرئيسية.

الآمر بالصرف الرئيسي لهذا الحساب هو الوزير المكلف بالصحة.

يقيد هذا الحساب :

في باب الإيرادات :

مخصصات ميزانية الدولة،

الرسم الإضافي على حق مرور الكحول في حدود النسبة المحددة قانوناً،

حصة من ناتج الرسم الإضافي على المنتوجات التبغية،

حصة من ناتج الرسم على رقم أعمال متعاملي الهاتف النقال،

الرسم على رقم أعمال مؤسسات إنتاج المشروبات الغازية و استيرادها في حدود النسبة المحددة قانوناً،

كل الإيرادات والمساهمات الأخرى المحتملة.

في باب النفقات :

عمليات التحسيس و الوقاية و الكشف المبكر عن مرض السرطان وعلاجه.

يحدد قرار مشترك للوزير المكلف بالمالية والوزير المكلف بالصحة مدونة الإيرادات والتفقات التي تقيّد في هذا الحساب. تحدد كفاءات متابعة و تقييم حساب التخصيص الخاص رقم 302-138 بموجب قرار مشترك للوزير المكلف بالمالية و الوزير المكلف بالصحة.

يتم إعداد برنامج عمل من طرف الأمر بالصرف توضح فيه الأهداف المسطرة و كذا آجال الإنجاز.

يتم إنجاز العمليات المقيّدة في الحساب رقم 302-138 طبقاً لأحكام القانون رقم 90-21 المؤرخ في 15/08/1990 المتعلق بالمحاسبة العمومية، المعدل والمتمم.

III - أحكام متفرقة

للسماح بمتابعة الحساب رقم 302-138 يرسل أمين الخزينة الرئيسية شهرياً إلى المديرية العامة للمحاسبة، وزارة الصحة، المديرية العامة للخزينة و المديرية العامة للميزانية، وضعية مفصلة لهذا الحساب تظهر الإيرادات المسجلة، النفقات المسددة و الرصيد المتوفر.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعليمات.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات
إمضاء: السيد خ. لخضاري

المُرسل إليهم:

للتنفيذ:

- الخزينة الرئيسية.

للإعلام:

- مجلس المحاسبة.

- المفتشية العامة للمالية.

- المديرية العامة للميزانية.

- المديرية العامة للخزينة.

- مفتشية المصالح المحاسبية.

- مديرية التحديث وضبط مقاييس المحاسبة.

- وزارة الصحة.

- المديرية الجهوية للخزينة.

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة.

- الخزينة المركزية.

- خزائن الولايات.

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم والتنفيذ

المحاسبي للميزانيات

تعليمية رقم 23 المؤرخة في 2013/06/30
تتم أحكم التعليمية رقم 11 المؤرخة في 2013/03/26

الموضوع : إحداث سطور ضمن الحساب رقم 201.005 « نواتج الجمارك ».

المرجع : التعليمية رقم 11 المؤرخة في 26 مارس 2013.

تتم مدونة سطور الميزانية للحساب رقم 201.005 « نواتج الجمارك » بالسطر أدناه:

السطر 05-62 : ناتج الغرامات و المصادرات (نسبة الخزينة العمومية)

تبقى باقي أحكام التعليمية رقم 11 المؤرخة في 2013/03/26 بدون تغير.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعليمية.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات
إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- قابضات الجمارك

للإعلام :

- مجلس المحاسبة

- المفتشية العامة للمالية

- مفتشية المصالح المحاسبية

- المديرية العامة للخبزينة

- المديرية العامة للجمارك

- المديرية العامة للميزانية

- المديرية العامة للأملك الوطنية

- المديرية الجهوية للخبزينة

- الوكالة المحاسبية المركزية للخبزينة

- الخزينة المركزية

- الخزينة الرئيسية

- خزائن الولايات

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم والتنفيذ

المحاسبي للميزانيات

تعلیمة رقم 24 مؤرخة في 30 / 07 / 2013

المتمة لأحكام التعلیمة

رقم 10 المؤرخة في 20/08/1995

الموضوع : سير حساب التخصيص الخاص رقم 302-080 المعنون: « الصندوق الوطني لإعانة الصيد البحري الحرفي و تربية المائيات ». **المرجع :** الأمر رقم 94-03 المؤرخ في 31/12/1994، المتضمن قانون المالية لسنة 1995، لاسيما المادة 144 منه. - القانون رقم 11-16 المؤرخ في 28/12/2011، المتضمن قانون المالية لسنة 2012، لاسيما المادة 83 منه. - القانون رقم 12-12 المؤرخ في 26/12/2012، المتضمن قانون المالية لسنة 2013، لاسيما المادة 61 منه. - المرسوم التنفيذي رقم 13-214 المؤرخ في 09/06/2013، يتم المرسوم التنفيذي رقم 95-173 المؤرخ في 24/06/1995 الذي يحدد كيفية سير حساب التخصيص الخاص رقم 302-080 المعنون: « الصندوق الوطني لإعانة الصيد البحري الحرفي و تربية المائيات ».

- التعلیمة رقم 10 المؤرخة في 20/08/1995.

تطبيقاً لأحكام المرسوم المذكور أعلاه يتم العنوان I من التعلیمة رقم 10 المؤرخة في 20/08/1995، على النحو التالي:

في باب الإيرادات:

..... بدون تغيير.....

في باب النفقات:

الإعانات المقدمة لترقية الصيد البحري و تربية المائيات و تطويره،

الإعانة المالية المقدمة للبحارة الصيادين خلال فترة الراحة البيولوجية وفقاً لما تنص عليه أحكام المادة 83 من القانون رقم 11-16 المؤرخ في 3 صفر عام 1433 الموافق 28 ديسمبر سنة 2011 و المذكور أعلاه، و الموجهة لدعم الصندوق و مساهماته في مجال النشاطات و العمليات الجماعية و التضامنية لمؤسسات الحماية الإجتماعية و التعاضدية لفائدة البحارة الصيادين.

تبقى باقي أحكام التعلیمة رقم 10 المؤرخة في 20/08/1995 بدون تغيير.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعلیمة.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات

إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم:

للتنفيذ :

- الخزينة الرئيسية.

للإعلام :

- مجلس المحاسبة.

- المفتشية العامة للمالية.

- المديرية العامة للميزانية.

- المديرية العامة للخزينة.

- مفتشية المصالح المحاسبية.

- مديرية التحديث و ضبط المقاييس المحاسبية.

- وزارة الصيد البحري و الموارد الصيدية.

- المديرية الجهوية للخزينة.

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة.

- الخزينة المركزية.

- خزائن الولايات.

تعليمة رقم 25 مؤرخة في 2013/09/09

الموضوع: سير حساب التخصيص الخاص رقم 302-091 المعنون: " صندوق ترقية التمهين والتكوين المهني المتواصل ".

المرجع: القانون رقم 97-02 المؤرخ في 31/12/1997 المتضمن قانون المالية لسنة 1998، لاسيما المادتان 86 و 87 منه.

- القانون رقم 12-12 المؤرخ في 26/12/2012 المتضمن قانون المالية لسنة 2013، لاسيما المادة 57 منه.

- المرسوم التنفيذي رقم 13-290 المؤرخ في 01/08/2013، يحدد كيفيات سير حساب التخصيص الخاص رقم 302-091

المعنون: « صندوق ترقية التمهين والتكوين المهني المتواصل ».

- التعليمة رقم 10 المؤرخة في 26/03/2013.

I - أحكام عامة

أعلنت أحكام المادة 57 من القانون المشار إليه في المرجع والمتضمن قانون المالية لسنة 2013، إقفال حساب التخصيص الخاص رقم 302-090 المعنون: « صندوق ترقية التكوين المهني المتواصل » وجمع عملياته ضمن حساب التخصيص الخاص رقم 302-091 الذي أصبح يعنون من هنا فصاعداً: « صندوق ترقية التمهين والتكوين المهني المتواصل ».

حدد المرسوم التنفيذي المذكور أعلاه، المأخوذ تطبيقاً لأحكام المادة السالفة الذكر، كيفيات سير حساب التخصيص الخاص رقم 302-091 المسمى أعلاه.

تهدف هذه التعليمة إلى توضيح الكيفيات العملية للتطبيق المحاسبي للنصوص المذكورة أعلاه.

II - أحكام محاسبية

الحساب رقم 302-091 هو حساب تخصيص خاص ينقل رصيده من سنة إلى سنة.

يفتح هذا الحساب في مدونة حسابات الخزينة في المجموعة 3، الحساب العام 30، الفرع 2، ويظهر في الباب 9 من الوضعية الإحصائية العشرية، يرر خصوصاً و أصولاً ويعمل في كتابات أمين الخزينة الرئيسية.

الآمر بالصرف الرئيسي لهذا الحساب هو الوزير المكلف بالتكوين والتعليم المهنيين.

يقيّد هذا الحساب :

في باب الإيرادات:

- المساهمات المحتملة للدولة و / أو الجماعات الإقليمية،

- عائدات رسوم التمهين،

- عائدات رسوم التكوين المهني المتواصل،

- إسهامات الصناديق الأخرى،

- الهبات والوصايا.

في باب النفقات:

- المساهمات أو الإعانات المخصصة للتكفل بأعمال ترقية التكوين بواسطة التمهين،
- المساهمات أو الإعانات المخصصة للتكفل بأعمال ترقية التكوين المهني المتواصل،
- نفقات التسيير المرتبطة بتنفيذ برامج التكوين بواسطة التمهين،
- نفقات التسيير المرتبطة بتنفيذ برامج التكوين المهني المتواصل.

يحدد قرار مشترك للوزير المكلف بالمالية والوزير المكلف بالتكوين والتعليم المهنيين مدونة الإيرادات والنفقات التي تقيّد في هذا الحساب.

تحدد كفاءات متابعة و تقييم حساب التخصيص الخاص رقم 302-091 بموجب قرار مشترك للوزير المكلف بالمالية و الوزير المكلف بالتكوين والتعليم المهنيين.

يتم إعداد برنامج عمل من طرف الأمر بالصرف توضح فيه الأهداف المسطرة و كذا آجال الإنجاز.

يتم إنجاز العمليات المقيّدة في الحساب رقم 302-091 طبقاً لأحكام القانون رقم 90-21 المؤرخ في 15/08/1990 المتعلق بالمحاسبة العمومية، المعدل والمتمم.

III - أحكام متفرقة

للسماح بمتابعة الحساب رقم 302-091 يرسل أمين الخزينة الرئيسية شهرياً إلى المديرية العامة للمحاسبة، وزارة التكوين والتعليم المهنيين، المديرية العامة للخزينة والمديرية العامة للميزانية، وضعية مفصلة لهذا الحساب تظهر الإيرادات المسجلة، النفقات المسددة والرصيد المتوفر.

أطلب منكم الشُّهر على تطبيق أحكام هذه التعليمات.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات
إمضاء: السيد خ. لخضاري

المُرسل إليهم:

للتنفيذ:

- الخزينة الرئيسية.

للإعلام:

- مجلس المحاسبة.

- المفتشية العامة للمالية.

- المديرية العامة للميزانية.

- المديرية العامة للخزينة.

- مفتشية المصالح المحاسبية.

- مديرية التحديث وضبط مقاييس المحاسبة.

- وزارة التكوين والتعليم المهنيين (مديرية إدارة الوسائل).

- المديرية الجهوية للخزينة.

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة.

- الخزينة المركزية.

- خزائن الولايات.

التعليمة رقم 26 المؤرخة في 2013/09/18

الموضوع : مدونة الحساب رقم 201-006 «نواتج و مداخيل أملاك الدولة».

المرجع : إرسال رقم 4673 المؤرخ في 2013/05/12 للمديرية العامة للأملاك الوطنية

تهدف هذه التعليمة إلى تحديث مدونة الحساب رقم 201-006 «نواتج و مداخيل أملاك الدولة»

و التي يتمثل شكلها من الآن فصاعدا كمايلي:

العنوان	الأسطر
نواتج استغلال المناجم	10-06
نواتج استغلال المحاجر	11-06
نواتج تقطيع الخشب	20-06
نواتج حقوق الصيد في غابات الأملاك الوطنية	21-06
نواتج أخرى للغابات	22-06
نواتج مختلفة وغير متوقعة	23-06
عائدات الأملاك العمومية	30-06
عائدات أخرى من كل نوع	31-06
امتيازات المساكن	32-06
التصرف في الأشياء المنقولة	33-06
التصرف في العقارات	34-06
تركة بدون ورثة	35-06
الحطام و الأملاك الشاغرة: مبالغ وقيم اكتسبتها الدولة عن طريق التقادم	36-06
تعويضات تخصيص عقارات الأملاك الوطنية	37-06
نواتج التنازل عن الأملاك العقارية و المتاجر (القانون رقم 81-01 المؤرخ في 1981/02/07)	38-06
رسوم الشهر العقاري	39-06
إتاوات على إصدار المعلومات و الوثائق العقارية	40-06
إتاوة على الامتياز بحق الانتفاع بالأراضي الفلاحية	41-06
إتاوات الخبرات على المنقولات و غير المنقولات	42-06
تعويضات العقود الإدارية	43-06
مصاريف التسيير	44-06
ناتج التنازل من طرف الدولة على الأملاك، منقولات و عقارات التي تحوزها المؤسسات العمومية ذات الطابع الصناعي و التجاري (EPIC) عن طريق الانتفاع	58-06
ناتج الإتاوة المستحقة بعنوان الشهادة أو الترخيص الممنوح في إطار أنظمة استغلال الاتصالات السلكية و اللاسلكية	64-06
حق الامتياز لاستغلال جميع خطوط النقل الجوي	65-06
حق الامتياز لاستغلال النقل البحري	66-06
ناتج التنازل عن الأملاك العقارية التي تملكها الدولة و الموضوعة لاستغلال قبل الأول جانفي 2004	67-06
إتاوة بعنوان حق امتياز على الأراضي الفلاحية التابعة للأملاك الخاصة للدولة	68-06
ناتج الامتياز من طرف الدولة على الأملاك، منقولات و عقارات التي تحوزها المؤسسات العمومية ذات الطابع الاقتصادي (EPE) والمؤسسات العمومية ذات الطابع الصناعي و التجاري (EPIC) عن طريق الانتفاع	69-06
ناتج امتياز أراضي أملاك الدولة لفائدة المستثمرين	70-06

لا تظهر السطور المفتوحة كما هي في مدونة حسابات الخزينة وتفيد في السجلات المساعدة للمحاسبين العموميين.
من جهة أخرى فإن السطرين 41-06 م 58-06 ليس لهما محل و لكن سيظان يعملان بصفة مؤقتة و يحافظ عليهما ضمن هذه المدونة لأجل تسجيل العمليات القديمة التي لم يتم تصفيتها بعد والتي يواصل قابضو الأملاك تحصيلها.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات
إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم:

للتنفيذ:

- قباضات أملاك الدولة

للإعلام:

- مجلس المحاسبة.
- المفتشية العامة للمالية.
- مفتشية المصالح المحاسبة
- المديرية العامة للأملاك الوطنية
- المديرية العامة للخزينة.
- المديرية العامة للميزانية.
- المديرية العامة للضرائب
- مديريةية الضبط و التحديث المحاسبي
- المديرية الجهوية للخزينة.
- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة.
- الخزينة المركزية.
- الخزينة الرئيسية.
- خزائن الولايات.

تعليمة رقم 27 مؤرخة في 2013/09/18

الموضوع: سير حساب التخصيص الخاص رقم 302-117 المعنون: « الصندوق الوطني لدعم القرض المصغر ».

المرجع: الأمر رقم 05-05 المؤرخ في 2005/07/25 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2005، لاسيما المادة 24 منه.

- الأمر رقم 02-08 المؤرخ في 2008/07/24 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2008، لاسيما المادة 53 منه.

- القانون رقم 16-11 المؤرخ في 2011/12/28 المتضمن قانون المالية لسنة 2012، لاسيما المادة 86 منه.

- القانون رقم 12-12 المؤرخ في 2012/12/26 المتضمن قانون المالية لسنة 2013، لاسيما المادة 60 منه.

- المرسوم التنفيذي رقم 14-04 المؤرخ في 2004/01/22، المعدل، المتضمن إنشاء الوكالة الوطنية لتسيير القرض المصغر وتحديد قانونها الأساسي.

- المرسوم التنفيذي رقم 13-175 المؤرخ في 2013/04/29 يعدل و يتم المرسوم التنفيذي رقم 05-414 المؤرخ في 2005/10/25 الذي يحدد كيفية سير حساب التخصيص الخاص رقم 302-117 المعنون: " الصندوق الوطني لدعم القرض المصغر".

- التعليمة رقم 45 المؤرخة في 2005/12/04.

I - أحكام عامة

عدلت و تمت المواد 53 من الأمر رقم 02-08 المؤرخ في 2008/07/24، 86 من القانون رقم 16-11 المؤرخ في 2011/12/28 و 60 من القانون رقم 12-12 المؤرخ في 2012/12/26، المشار إليها أعلاه، أحكام المادة 24 من الأمر رقم 05-05 المؤرخ في 2005/07/25 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2005 التي أحدثت حساب التخصيص الخاص رقم 302-117 المعنون: " الصندوق الوطني لدعم القرض المصغر".

تطبيقاً لأحكام المواد السابقة، عدل و تم المرسوم التنفيذي رقم 13-175 المؤرخ في 2013/04/29 المشار إليه أعلاه، أحكام المرسوم التنفيذي رقم 05-414 المؤرخ في 2005/10/25 الذي يحدد كيفية سير حساب التخصيص الخاص رقم 302-117 المسمى أعلاه.

تهدف هذه التعليمة إلى توضيح الكيفيات العملية للتطبيق المحاسبي للنصوص المذكورة أعلاه.

II - أحكام محاسبية

الحساب رقم 302-117 هو حساب تخصيص خاص ينقل رصيده من سنة إلى سنة.

يفتح هذا الحساب في مدونة حسابات الخزينة في المجموعة 3، الحساب العام 30، الفرع 2، ويظهر في الباب 9 من الوضعية الإحصائية العشرية، يبرر خصوصاً و أصولاً ويعمل في كتابات أمين الخزينة الرئيسية.

الأمر بالصرف الرئيسي لهذا الحساب هو الوزير المكلف بالتضامن الوطني.

يسند تسيير هذا الحساب إلى الوكالة الوطنية لتسيير القرض المصغر.

يقيّد هذا الحساب :

في باب الإيرادات:

تخصيصات ميزانية الدولة.

حاصل الرسوم النوعية المؤسسة عن طريق قوانين المالية.

رصيد حساب الإيداع لدى الخزينة العمومية المفتوح لحساب الوكالة الوطنية لتسيير القرض المصغر، تطبيقاً للمادة 28 من المرسوم التنفيذي رقم 04-14 المؤرخ في 22/01/2004 والمذكور أعلاه.

حاصل تسديدات القروض بدون فوائد الممنوحة للمواطنين المؤهلين للقروض الصغيرة.

كل الموارد أو المساهمات الأخرى.

في باب النفقات:

منح القروض بدون فوائد لصالح المواطنين المؤهلين للقروض المصغرة بعنوان إحداث نشاطات باقتناء المعدات الصغيرة والمواد الأولية لانطلاق المشاريع التي لا تفوق كلفتها مليون (1.000.000) دينار والمخصصة لتكملة مستوى المساهمات الشخصية المطلوبة لاستيفاء شروط الاستفادة من القرض البنكي.

منح القروض بدون فوائد بعنوان شراء المواد الأولية التي لا تتجاوز كلفتها مائة ألف (100.000) دينار، وقد تصل هذه الكلفة إلى مائتين وخمسين ألف (250.000) دينار على مستوى ولايات أدرار وبشار و تندوف و بسكرة و الوادي و ورقلة و غرداية و الأغواط و إليزي و تمنراست.

يتم تمويل مشاريع شراء المواد الأولية في ولايات الجنوب المذكورة في المطلة أعلاه، على فترة ثلاث سنوات (2012 و 2013 و 2014)،

تخفيض نسب فوائد القروض البنكية التي يتحصل عليها المواطنون المؤهلون لجهاز القرض المصغر،

مصاريف التسيير المرتبطة بتنفيذ البرامج والأعمال المذكورة أعلاه، لاسيما تلك المتصلة بسير الوكالة الوطنية لتسيير القرض المصغر.

يحدد مستوى مصاريف التسيير هذه ابتداء من أول يناير سنة 2008 من الوكالة الوطنية لتسيير القرض المصغر.

يحدد قرار مشترك للوزير المكلف بالمالية والوزير المكلف بالتضامن الوطني مدونة الإيرادات والتفقات التي تقيّد في الحساب رقم 117-302 والمذكور أعلاه.

تحدد كفاءات متابعة و تقييم حساب التخصيص الخاص رقم 117-302 بموجب قرار مشترك للوزير المكلف بالمالية و الوزير المكلف بالتضامن الوطني.

يتم إعداد برنامج عمل من طرف الأمر بالصرف توضح فيه الأهداف المسطرة و كذا آجال الإنجاز.

يتم إنجاز العمليات المقيّدة في الحساب رقم 117-302 طبقاً لأحكام القانون رقم 90-21 المؤرخ في 15/08/1990 المتعلق بالمحاسبة العمومية، المعدل والمتمم.

أحكام متفرقة

للسماح بمتابعة الحساب رقم 117-302 يرسل أمين الخزينة الرئيسية شهرياً إلى المديرية العامة للمحاسبة، وزارة التضامن الوطني، المديرية العامة للخزينة و المديرية العامة للميزانية، وضعية مفصلة لهذا الحساب تظهر الإيرادات المسجلة، النفقات المسددة و الرصيد المتوفر.

تلغي أحكام هذه التعليمات أحكام التعليمات رقم 45 المؤرخة في 04/12/2005 و تحل محلها.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعليمات.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات

إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم:

للتنفيذ:

الخزينة الرئيسية.

للإعلام:

- مجلس المحاسبة.
- المفتشية العامة للمالية.
- المديرية العامة للميزانية.
- المديرية العامة للخزينة.
- مفتشية المصالح المحاسبية.
- مديرية التحديث وضبط المقاييس المحاسبية.
- وزارة التضامن الوطني.
- المديرية الجهوية للخزينة.
- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة.
- الخزينة المركزية.
- خزائن الولايات.

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم والتنفيذ

المحاسبي للميزانيات

تعليمية رقم 28 المؤرخة في 2013/09/26

الموضوع : التسيير المحاسبي والمالي للمدرسة الوطنية للجمارك.

إنشاء حساب فرعي رقم 128 ضمن الحساب رقم 402 003 « مؤسسات عمومية وطنية - المصالح المالية-».

المراجع : المرسوم التنفيذي رقم 12-202 المؤرخ في 06 ماي 2012 المتضمن إنشاء المدرسة الوطنية للجمارك وتنظيمها وسيرها ؛

- القرار رقم 101 المؤرخ في 2013/09/25 المتضمن تعيين أمين خزينة ولاية وهران بصفته عون محاسب لدى المدرسة الوطنية للجمارك.

I - أحكام عامة

أنشأ المرسوم التنفيذي رقم 12-202 المؤرخ في 06 ماي 2012 المشار اليه في المرجع، المدرسة الوطنية للجمارك.

تعد هذه المدرسة مؤسسة عمومية ذات طابع اداري تتمتع بالشخصية المعنوية و الاستقلال المالي.

بموجب القرار رقم 101 المؤرخ في 2013/09/25 تم تعيين أمين خزينة ولاية وهران بصفته عون محاسب لدى هذه المدرسة.

II - أحكام محاسبية

بغرض تمكين التقييد المحاسبي للعمليات المالية للمدرسة سالفه الذكر، ينشأ ضمن مدونة حسابات الخزينة، ضمن الحساب رقم 402 003

« مؤسسات عمومية وطنية - المصالح المالية-»، حساب فرعي رقم 128 تحت عنوان « المدرسة الوطنية للجمارك ».

ينقسم هذا الحساب الفرعي إلى قسمين :

- 1281 : السنة المالية الجارية،

- 1283 : عمليات خارج الميزانية.

يسجل الحساب الفرعي رقم 128 :

في باب الإيرادات:

- الإعانات التي تمنحها الدولة،

- الهبات و الوصايا،

- الإيرادات المختلفة المتعلقة بنشاطات المدرسة،

- إعانات الهيئات الدولية.

في باب النفقات:

- نفقات التسيير،

- نفقات التجهيز،

أرجو منكم الحرص على تطبيق أحكام هذه التعليمية.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات

إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- خزينة ولاية وهران.

للإعلام :

- مجلس المحاسبة.

- المفتشية العامة للمالية.

- المديرية العامة للجمارك.

- المدرسة الوطنية للجمارك.

- مفتشية المصالح المحاسبية.

- مديرية التحديث و ضبط مقاييس المحاسبة.

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة.

- المديرية الجهوية للخزينة.

- الخزينة المركزية.

- الخزينة الرئيسية

- خزائن الولايات.

تعلیمة رقم 29 مؤرخة في 2013/09/26

الموضوع : إعادة ترتيب بنية حساب التخصيص الخاص رقم 302-069 المعنون: " الصندوق الخاص بالتضامن الوطني ".
المرجع : المرسوم التشريعي رقم 93-01 المؤرخ في 19/01/1993 المتضمن قانون المالية لسنة 1993، لاسيما المادة 136 منه.
- القانون رقم 03-22 المؤرخ في 28/12/2003 المتضمن قانون المالية لسنة 2004، لاسيما المادة 61 منه.
- القانون رقم 04-21 المؤرخ في 29/12/2004 المتضمن قانون المالية لسنة 2005، لاسيما المادة 79 منه.
- القانون رقم 09-09 المؤرخ في 30/12/2009 المتضمن قانون المالية لسنة 2013، لاسيما المادة 43 منه.
- القانون رقم 11-16 المؤرخ في 28/12/2011 المتضمن قانون المالية لسنة 2012، لاسيما المادة 87 منه.
- المرسوم الرئاسي رقم 06-94 المؤرخ في 28/02/2006 يتعلق بإعانة الدولة للأسر المحرومة التي ابتليت بظلم أحد أقاربها في الإرهاب، لاسيما المادة 31 منه.
- المرسوم الرئاسي رقم 06-124 المؤرخ في 27/03/2006 يحدد كيفية إعادة إدماج أو تعويض الأشخاص الذين كانوا موضوع إجراءات إدارية للتسريح من العمل بسبب الأفعال المتصلة بالمأساة الوطنية، لاسيما المادة 17 منه.
- المرسوم التنفيذي رقم 03-230 المؤرخ في 22/06/2003 يعدل ويتمم المرسوم التنفيذي رقم 94-310 المؤرخ في 08/10/1994 والمتعلق بكيفية سير حساب التخصيص الخاص رقم 302-069 المعنون: " الصندوق الخاص للتضامن الوطني ".
- المرسوم التنفيذي رقم 04-230 المؤرخ في 04/08/2004 يعدل ويتمم المرسوم التنفيذي رقم 94-310 المؤرخ في 08/10/1994 الذي يحدد كيفية سير حساب التخصيص الخاص رقم 302-069 الذي عنوانه: " الصندوق الخاص للتضامن الوطني"، المعدل والمتمم.
- المرسوم التنفيذي رقم 05-133 المؤرخ في 24/04/2005 يعدل ويتمم المرسوم التنفيذي رقم 94-310 المؤرخ في 08/10/1994 والمتعلق بكيفية سير حساب التخصيص الخاص رقم 302-069 الذي عنوانه: " الصندوق الخاص للتضامن الوطني"، المعدل والمتمم.
- التعلیمة رقم 16 المؤرخة في 17/10/1995.
أحدثت وحددت أحكام النصوص المشار إليها في المرجع كيفية عمل حساب التخصيص الخاص رقم 302-069 المعنون: « الصندوق الخاص بالتضامن الوطني ».
تضمنت المادة 43 من القانون رقم 09-09 المؤرخ في 30/12/2009 المذكور أعلاه، تخصيص حصة واحد (01) دج عن كل رزمة أو علبة أو كيس، من الرسم الإضافي على المنتوجات التبغية لفائدة الحساب رقم 302-069.
أما أحكام المادة 87 من القانون رقم 11-16 المؤرخ في 28/12/2011 المنوه عنه أعلاه، فقد نصت على أن يتم التكفل على عاتق الحساب رقم 302-069 بنقل الجثامين مع مرافق واحد من وإلى المناطق النائية بداخل البلاد.
لأجل هذا، يعاد ترتيب بنية حساب التخصيص الخاص رقم 302-069 على النحو التالي:
يقيّد في هذا الحساب:

في باب الإيرادات:

السطر 001 :

50 % من منتج رسوم الطابع المتدرج عن شهادات تأمين السيارات، (المرسوم التنفيذي رقم 230-03 المؤرخ في 2003/06/22)
800 دج من مبالغ رسوم الطابع على جوازات السفر، (المرسوم التنفيذي رقم 230-03 المؤرخ في 2003/06/22)
حاصل رسوم التضامن المؤسسة بموجب ترتيبات قوانين المالية، (المرسوم التنفيذي رقم 230-03 المؤرخ في 2003/06/22)
المساهمات التطوعية لكل الأشخاص الطبيعيين والمعنويين، (المرسوم التنفيذي رقم 230-03 المؤرخ في 2003/06/22)
منتوج الإيرادات الناتج عن مراجعة عملية التنازل عن الأملاك العقارية التي تمت بتجاوز للقواعد المحددة، (المرسوم التنفيذي رقم 230-03 المؤرخ في 2003/06/22)

1 دج عن كل رزمة أو علبة أو كيس، من الرسم الإضافي على المنتوجات التبغية. (المادة 43 من قانون المالية 2010)

السطر 002 :

تخصيصات بعنوان إعانة ممنوحة من طرف الدولة للأسر المحرومة التي ابتليت بزلوع أحد أقاربها في الإرهاب. (المادة 31 من المرسوم الرئاسي رقم 94-06 المؤرخ في 2006/02/28)

السطر 003 :

تخصيصات بعنوان تعويض الأشخاص الذين كانوا موضوع إجراءات إدارية للتسريح من العمل بسبب الأفعال المتصلة بالمأساة الوطنية. (المادة 17 من المرسوم الرئاسي رقم 124-06 المؤرخ في 2006/03/27)

في باب النفقات:

السطر 001 :

المساعدة المالية التي تقدمها الدولة بعنوان التضامن الوطني، (المادة 61 من قانون المالية 2004 / المرسوم التنفيذي رقم 230-04 المؤرخ في 2004/08/04)

مساعدة الدولة عن طريق الجمعيات الخيرية والإجتماعية، (المادة 79 من قانون المالية 2005 / المرسوم التنفيذي رقم 133-05 المؤرخ في 2005/04/24)

نقل الجثامين مع مرافق واحد من وإلى المناطق النائية بداخل البلاد. (المادة 87 من قانون المالية 2012)

السطر 002 :

إعانات الدولة للأسر المحرومة التي ابتليت بزلوع أحد أقاربها في الإرهاب. (المادة 31 من المرسوم الرئاسي رقم 94-06 المؤرخ في 2006/02/28)

السطر 003 :

تعويضات الأشخاص الذين كانوا موضوع إجراءات إدارية للتسريح من العمل بسبب الأفعال المتصلة بالمأساة الوطنية. (المادة 17 من المرسوم الرئاسي رقم 124-06 المؤرخ في 2006/03/27)

من جهة أخرى، يلغى السطران رقم 004 " تخصيصات بعنوان إعانة ممنوحة من طرف الدولة للأسر المحرومة التي ابتليت بزلوع أحد أقاربها في الإرهاب " والسطر رقم 005 " تخصيصات بعنوان تعويض الأشخاص الذين كانوا موضوع إجراءات إدارية للتسريح من العمل بسبب الأفعال المتصلة بالمأساة الوطنية " من الحساب رقم 322-069 الذي عنوانه: " نفقات للتحويل لأمين الخزينة الرئيسي لحساب الصندوق الخاص بالتضامن الوطني".

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعليمات.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات

إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم:

للتنفيذ:

- الخزينة الرئيسية.

- خزائن الولايات.

للإعلام:

- مجلس المحاسبة.

- المفتشية العامة للمالية.

- المديرية العامة للميزانية.

- المديرية العامة للضرائب.

- المديرية العامة للخزينة.

- مفتشية المصالح المحاسبية.

- مديرية التحديث وضبط مقاييس المحاسبة.

- وزارة التضامن الوطني.

- المديرية الجهوية للخزينة.

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة.

- الخزينة المركزية.

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم والتنفيذ

المحاسبي للميزانيات

تعليمية رقم 30 المؤرخ في 20/11/2013

الموضوع : التسيير المحاسبي لجامعة البليدة 2.

إنشاء حساب فرعي رقم 70 ضمن الحساب رقم 402 001 «الولايات و مؤسسات الولايات - المصالح المالية-».

المراجع : و بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 13-162 المؤرخ في 15 أفريل 2013 المتضمن إنشاء جامعة البليدة 2.

- و بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 03-279 المؤرخ في 23 أوت 2003 المحدد لمهام الجامعة و القواعد الخاصة بتنظيمها و سيرها، المعدل و المتتم.

- القرار رقم 105 المؤرخ في 2013/11/04 المتضمن تعيين أمين خزينة ولاية البليدة بصفته عون محاسب لدى جامعة البليدة 2.

I - أحكام عامة

بموجب المرسوم التنفيذي رقم 13-162 المؤرخ في 15 أفريل 2013 المشار إليه في المرجع، تم إنشاء جامعة البليدة 2.

جامعة البليدة 2 مؤسسة عمومية ذات طابع علمي و ثقافي و مهني، تتمتع بالشخصية المعنوية و الإستقلال المالي.

تم تعيين أمين خزينة ولاية البليدة بصفته عون محاسب لدى الجامعة السالفة ذكرها، بموجب القرار رقم 105 المؤرخ في 2013/11/04.

II - أحكام محاسبية

بغرض تمكين التقييد المحاسبي للعمليات المالية لجامعة البليدة 2، ينشأ ضمن مدونة حسابات الخزينة، ضمن الحساب رقم 402 001

«الولايات و مؤسسات الولايات - المصالح المالية-»، حساب فرعي رقم 70 تحت عنوان « جامعة البليدة 2 »

ينقسم هذا الحساب الفرعي إلى قسمين :

- 701 : السنة المالية الجارية،

- 703 : عمليات خارج الميزانية.

يسجل الحساب الفرعي رقم 70 :

في باب الإيرادات :

- الإعانات التي تقدمها الدولة و الجماعات المحلية و المؤسسات أو الهيئات العمومية؛

- مساهمات الأشخاص المعنويين أو الطبيعيين في تمويل الجامعة؛

- الإعانات التي تقدمها المنظمات الدولية؛

- القروض والهبات و الوصايا؛

- المخصصات الاستثنائية؛

- الإيرادات المختلفة الناتجة عن النشاطات المرتبطة بهدف الجامعة.

في باب النفقات :

- نفقات سير رئاسة الجامعة و المصالح المشتركة؛
- نفقات السير الخاصة بالكليات و المعاهد و الملحقات، إن وجدت؛
- نفقات التجهيز؛
- كل النفقات الأخرى الضرورية لتحقيق أهداف الجامعة.

أرجو منكم الحرص على تطبيق أحكام هذه التعليمات.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات
إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- خزينة ولاية البلدية.

للإعلام :

- مجلس المحاسبة.
- المفتشية العامة للمالية.
- مفتشية المصالح المحاسبية.
- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة.
- وزارة التعليم العالي و البحث العلمي.
- جامعة البلدية 2.
- مديرية التحديث و ضبط مقاييس المحاسبة.
- المديرية الجهوية للخزينة.
- الخزينة المركزية.
- الخزينة الرئيسية.
- خزائن الولايات.

التعليمة رقم 31 المؤرخة في 2013/11/21

الموضوع : التعاون المالي الجزائري-البلجيكي.

- فتح أسطر ضمن الحسابين رقم 335-025 ورقم 432-103.

المرجع : اتفاق قرض مصادق عليه يوم 29 ديسمبر 2003.

- اتفاق قرض مصادق عليه يوم 26 يونيو 2005.

- اتفاق قرض مصادق عليه يوم 09 يوليو 2006.

قصد السماح بتنفيذ العمليات الناجمة عن اتفاقيات القرض المبرمة بين الجزائر ومملكة بلجيكا في كتابات الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة، يفتح في مدونة حسابات الخزينة ضمن الحسابين رقم 335-025 ورقم 432-103 "قرض من المملكة البلجيكية" الأسطر التالية:

• السطر رقم 006 : "اتفاق 29 ديسمبر 2003".

• السطر رقم 007 : "اتفاق 26 يونيو 2005".

• السطر رقم 008 : "اتفاق 09 يوليو 2006".

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعليمة.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات
إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم:

للتنفيذ:

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة.

للإعلام:

- مجلس المحاسبة.

- المفتشية العامة للمالية.

- المديرية العامة للخزينة.
- المديرية العامة للميزانية.
- مفتشية المصالح المحاسبية.
- مديرية التحديث وضبط المقاييس المحاسبية.
- المديرية الجهوية للخزينة.
- الخزينة المركزية.
- الخزينة الرئيسية.
- خزائن الولايات.